

# CONSEIL D'ADMINISTRATION

Textes adoptés

Vendredi 15 mars 2024 - 10h00

## Ordre du Jour

1. Ouverture de la séance par le Président de l'Agence ;
  2. Intervention de la Ministre des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques ;
  3. Point d'actualité du Groupement par le Directeur Général ;
- I- Dispositions relatives au fonctionnement du groupement et à ses différentes instances
4. Délibération 01-2024 relative à l'adoption du procès-verbal du dernier conseil d'administration de l'Agence nationale du Sport ;
  5. Délibération 02-2024 relative à la prochaine assemblée générale de l'Agence nationale du Sport ;
  6. Point de situation RH 2024 ;
  7. Délibération 03-2024 relative à la publication et à la passation de marchés publics et accords-cadres au titre de l'année 2024 en matière de ressources humaines
- II- Dispositions financières
8. Délibération 04-2024 relative à l'adoption du compte financier 2023 du groupement ;
- III- Dispositions relatives à l'adoption des critères d'intervention financière du groupement en matière de haut niveau et de haute performance sportive ;
9. Point d'information relatif à la préparation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 ;
  10. Point d'information relatif aux dispositifs de soutien aux athlètes ;
  11. Point d'information relatif au déploiement du Sport Data Hub ;
  12. Point d'information relatif à la campagne Equipements 2023 ;
- IV- Dispositions relatives à l'adoption des critères d'intervention financière du groupement en matière de développement des pratiques sportives ;
13. Délibération 05-2024 relative aux dispositifs menés en partenariat avec Paris 2024, la Française des Jeux, France Travail et France 2023 : « Impact 2024 – 1, 2, 3 Nagez », « 30 minutes d'APQ à l'école », « Gagner du Terrain », « Impact 2024 – Aller vers », « Plan de continuité Campus 2023 » ;
  14. Délibération 06-2024 relative à la Convention de coopération 2024 entre l'Agence nationale du Sport, Paris 2024, le Comité national olympique et sportif français, le Comité paralympique et sportif français, la Française des Jeux et France Travail au titre du dispositif Impact 2024 ;
  15. Délibération 07-2024 relative au fonds dédié à la « Grande cause nationale (GCN24) » ;
  16. Point d'information relatif aux résultats de la concertation avec le groupe de travail Développement des pratiques sur les critères de répartition des crédits déconcentrés ;
  17. Point d'information relatif au dispositif « 1000 emplois socio sportifs » ;
  18. Délibération 08-2024 relative à la signature d'une convention de financement avec le Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis ;
  19. Point d'information relatif au lancement d'un nouvel appel à projet « Héritage Rugby 2023 » en lien avec la Fédération française de Rugby et France 2023 ;
  20. Point d'information relatif aux différents dispositifs Equipements ;
- \*\*\*\*\*
21. Clôture de la séance par le Président de l'Agence nationale du Sport.

## 1. Ouverture de la séance par le Président de l'Agence

## 2. Intervention de la Ministre des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques

### **3. Point d'actualité du Groupement par le Directeur Général**

**I Dispositions relatives au**  
**fonctionnement du groupement**  
**et à ses différentes instances**

## 4. Délibération 01-2024 relative à l'adoption du procès-verbal du dernier conseil d'administration de l'Agence nationale du Sport

\*\*\*\*

Le conseil d'administration de l'Agence nationale du Sport,

Vu le code du sport et notamment les articles L112-10 et suivants relatifs à la création de l'Agence nationale du Sport ;

Vu la convention constitutive du groupement d'intérêt public dénommé « Agence nationale du Sport » en vigueur, et plus particulièrement son article 13 ;

Vu le règlement intérieur et financier en vigueur du groupement ;

### Article Unique

Le procès-verbal du Conseil d'administration du 30 novembre 2023 joint à la présente délibération est adopté.

Fait à Ivry-sur-Seine, le 15 mars 2024

Le Président de l'Agence nationale du Sport



## 5. Délibération 02-2024 relative à la prochaine Assemblée générale de l'Agence nationale du Sport

Le conseil d'administration de l'Agence nationale du Sport,

Vu le code du sport et notamment les articles L112-10 et suivants relatifs à la création de l'Agence nationale du Sport ;

Vu la convention constitutive du groupement d'intérêt public dénommé « Agence nationale du Sport » en vigueur, et plus particulièrement ses articles 12 et 13 ;

Vu le règlement intérieur et financier en vigueur du groupement ;

### Article Unique

Le Conseil d'administration donne mandat au Président du groupement pour convoquer l'Assemblée générale en 2024, en fixer l'ordre du jour et préparer les projets de délibération associés. La prochaine assemblée générale devra notamment approuver le rapport annuel d'activité 2023 du groupement.

Fait à Ivry-Sur-Seine, le 15 mars 2024

Le Président de l'Agence nationale du  
Sport





## 6. Point de situation RH 2024

## **7. Délibération 03-2024 relative à la publication et à la passation de marchés publics et accords-cadres au titre de l'année 2024 en matière de ressources humaines**

Le conseil d'administration de l'Agence nationale du Sport,

Vu le code du sport et notamment les articles L112-10 et suivants relatifs à la création de l'Agence nationale du Sport ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu la convention constitutive du groupement d'intérêt public dénommé « Agence nationale du Sport » en vigueur ;

Vu le règlement intérieur et financier en vigueur du groupement ;

### **Article Unique**

Le Conseil d'administration autorise le Directeur général de l'Agence à signer une convention constitutive de groupement de commandes (établie sur le fondement des articles L2113-6 et suivants du Code de la commande publique) en vue de la publication par le coordonnateur dudit groupement d'un marché public relatif à la protection sociale complémentaire (PSC).

Ce marché public vise à étendre les dispositions du décret n° 2022-633 du 22 avril 2022 relatif à la protection sociale complémentaire (PSC) en matière de couverture des frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident dans la fonction publique de l'Etat aux collaborateurs de l'Agence nationale du Sport, de l'Agence du service civique et de l'Agence Erasmus+. Il s'agit de doter ces groupements d'un contrat de PSC, à compter de septembre 2024, permettant de couvrir les besoins en matière de PSC des collaborateurs (fonctionnaires détachés sur contrat, contractuels publics et privés) des membres du groupement de commandes ainsi que leurs conjoints, enfants, personnes à charge et retraités de ces structures.

Le Conseil d'administration autorise dans ce cadre le coordonnateur du groupement de commandes (Agence Erasmus+) à conduire la procédure de passation de ce marché jusqu'à sa notification.

Le Directeur général pourra engager l'Agence pour un montant maximum de 690 000 € TTC sur la durée maximale du marché (6 ans).

Fait à Ivry-sur-Seine, le 15 mars 2024

Le Président de l'Agence nationale du Sport



## II Dispositions financières

## 8. Délibération 04-2024 relative à l'adoption du compte financier 2023 du groupement

Le conseil d'administration de l'Agence nationale du Sport,

Vu le code du sport et notamment les articles L112-10 et suivants relatifs à la création de l'Agence nationale du Sport ;

Vu la convention constitutive du groupement d'intérêt public dénommé « Agence nationale du Sport » en vigueur, et notamment ses articles 6 et 13 ;

Vu les articles 202 et 210 à 214 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'arrêté du 7 août 2015 modifié relatif aux règles budgétaires des organismes ;

Vu le règlement intérieur et financier en vigueur du groupement ;

### Article 1<sup>er</sup>

Le conseil d'administration, sur le rapport du Directeur général, arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- 77,20 ETPT dont 68,78 sous plafond et 8,42 hors plafond
- 472 427 691,10€ en autorisations d'engagement dont :
  - 7 446 487,54€ pour l'enveloppe de personnel
  - 4 930 261,69€ pour l'enveloppe de fonctionnement
  - 459 320 044,71€ pour l'enveloppe d'intervention
  - 730 897,16€ pour l'enveloppe d'investissement
- 421 761 490,85€ de crédits de paiement :
  - 7 446 487,54€ pour l'enveloppe de personnel
  - 4 946 390,89€ pour l'enveloppe de fonctionnement
  - 408 879 656,01€ pour l'enveloppe d'intervention
  - 488 956,41€ pour l'enveloppe d'investissement
- 350 226 555,47€ en recettes
- -71 534 935,38€ de solde budgétaire (déficit)

## **Article 2**

Le conseil d'administration, sur le rapport du Directeur général, arrête les éléments d'exécution comptable suivants :

- -55 256 169,81€ de résultat patrimonial (déficit)
- -54 725 219,13€ d'insuffisance d'autofinancement
- -55 224 963,94€ de variation du fonds de roulement (prélèvement)
- 17 218 405,22€ de variation du besoin en fonds de roulement
- -72 443 369,16€ de variation de trésorerie (prélèvement)

## **Article 3**

Le conseil d'administration approuve le compte financier 2023 et décide :

- D'affecter le résultat en report à nouveau déficitaire à hauteur de -55 256 169,81€

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale et le bilan sont annexés à la présente délibération.

Fait à Ivry-Sur-Seine, le 15 mars 2024

Le Président de l'Agence nationale du Sport



## RAPPORT DE GESTION EXERCICE 2023

L'Agence nationale du Sport est un groupement d'intérêt public soumis au régime financier et comptable fixé par les dispositions des décrets n° 2012-1246 et 1247 du 7 novembre 2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique.

L'Agence, opérateur de l'Etat rattaché au P219 du budget général qui relève du Ministère chargé des Sports, est aussi classée dans la catégorie des organismes divers d'administration centrale (ODAC).

Dans le cadre de sa gouvernance :

- Le président du conseil d'administration a été désigné par l'assemblée générale sur proposition de la ministre en charge des sports,
- Le directeur général a été nommé, sur proposition de la ministre chargée des sports, par le conseil d'administration réuni en sa séance du 24 avril 2019.
- L'agent comptable a été nommé par arrêté du ministre de l'action et des comptes publics en date du 30 août 2021 (prise d'effet au jour de son installation soit le 01 octobre 2021). Il exerce également les fonctions de responsable du service financier.
- Le contrôleur budgétaire et comptable ministériel du Ministère de l'Education Nationale est chargé du contrôle financier du groupement.

Dans le cadre des orientations générales fixées par la ministre chargée des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques, l'Agence attribue des concours financiers, sous forme de subventions d'équipement ou de fonctionnement à des organismes qui interviennent dans le domaine des activités physiques et sportives à la fois dans le champ du développement des pratiques sportives et celui de la haute performance.

Le groupement s'appuie sur un réseau de délégués territoriaux. Les principales recettes de l'Agence proviennent des ressources qui lui sont affectées par les lois de finances (prélèvements sur le chiffre d'affaires de la Française des Jeux et des opérateurs de paris sportifs en ligne et contributions sur les droits de retransmission télévisuels des manifestations sportives) et de subventions du ministère des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques.

Des ressources complémentaires issues de nouveaux partenariats et mécénats sont en augmentation constante depuis 2020.

Pour mémoire, le décret n° 2019-346 du 20 avril 2019 modifiant les dispositions du code du sport (partie réglementaire) a entraîné la dissolution du Centre national pour le développement du sport (CNDS), entraînant le transfert de ses biens, droits et obligations à l'Agence nationale du Sport.

Seront ainsi successivement abordés les principaux éléments budgétaires pour l'exercice 2023 (chapitre 1). Ce développement sera suivi par une analyse prospective sur la soutenabilité budgétaire du groupement (chapitre 2).

## CHAPITRE 1 EXECUTION BUDGETAIRE 2023

Les tableaux budgétaires présentés en exécution figurent en annexe de la présente note, dont le plan distingue les tableaux qui sont soumis au vote du Conseil d'administration de ceux qui lui sont présentés pour information (cf. Vadémécum relatif à la gestion budgétaire et comptable des organismes publics et des opérateurs de l'Etat paru en novembre 2023).

### SECTION 1 : tableaux présentés pour vote du Conseil d'administration

#### *Tableau 1 - Autorisations d'emplois*

Le **Tableau 1** retrace l'ensemble des emplois rémunérés par l'organisme.

Son examen (volet « tableau des autorisations d'emplois ») indique un total de 77,20 ETPT réalisés pour l'Agence nationale du Sport en 2023.

L'Agence nationale du Sport bénéficiait d'un plafond d'emploi de 70 ETPT, et un budget rectificatif 2023 (BR2-2023) avait été voté avec une autorisation de 68,79 ETPT sous plafond. Les réalisations du Compte Financier sont de 68,78 ETPT sous plafond.

S'y ajoutent 8,42 ETPT hors plafond correspondant à des contrats d'apprentissage (7,34 ETPT) et à des emplois financés par des partenariats (1,08 ETPT pour les partenariats avec Nike et le MEDEF).

La ventilation des emplois selon le statut figure au sein du volet « tableau détaillé des emplois ».

#### *Tableau 2 - Autorisations budgétaires*

Le **Tableau 2** présente en exécution les enveloppes de recettes et de dépenses (AE et CP). Les recettes sont ventilées en recettes globalisées et recettes fléchées.

Quatre enveloppes figurent en dépenses : personnel, fonctionnement, intervention et investissement.

#### **Recettes**

- **Comparaison avec la prévision du BR2**

Le budget 2023 a été exécuté en recettes à hauteur de 350 226 555,47 € (dont 309 112 266,47 € en recettes globalisées et 41 114 289,00 € en recettes fléchées), contre une prévision du BR2 de 360 790 379 € (dont 319 512 990 € en recettes globalisées et 41 277 389 € en recettes fléchées).



|  | Budget après<br>BR2 | Encaiss.2023   | Ecart BR2 /<br>Réalisation<br>31/12 | Taux<br>d'exécution |
|--|---------------------|----------------|-------------------------------------|---------------------|
| <b>Globalisée</b>  | <b>319,5M€</b>      | <b>309,1M€</b> | <b>-10,4M€</b>                      | <b>96,7%</b>        |
| Subventions pour charges de service public                   | 7,0M€               | 7,0M€          | 0,0M€                               | 100,0%              |
| Autres financements de l'Etat non fléchés                    | 151,7M€             | 151,7M€        | 0,0M€                               | 100,0%              |
| Fiscalité affectée   | 159,5M€             | 148,4M€        | -11,1M€                             | 93,0%               |
| Autres ressources propres non fléchées                       | 1,3M€               | 2,0M€          | 0,7M€                               | 157,2%              |
| <b>Fléchée</b>   | <b>41,3M€</b>       | <b>41,1M€</b>  | <b>-0,2M€</b>                       | <b>99,6%</b>        |
| Financements de l'Etat fléchés sur dispositifs intervention  | 29,3M€              | 29,3M€         | 0,0M€                               | 100,1%              |
| Autres financements publics fléchés                          | 2,8M€               | 2,8M€          | 0,0M€                               | 100,0%              |
| Partenariats et mécénats fléchés (hors financements publics) | 9,2M€               | 9,0M€          | -0,2M€                              | 98,3%               |
| Autres ressources propres fléchées                           | 0,0M€               | 0,0M€          | 0,0M€                               | 0,0%                |
| <b>Total général</b>   | <b>360,8M€</b>      | <b>350,2M€</b> | <b>-10,6M€</b>                      | <b>97,1%</b>        |

Au 31/12/2023, on constate une sous réalisation des recettes, soit un écart négatif (-10,6M€) par rapport au budget rectificatif n°2 (BR-2).

Cet écart s'explique en grande partie par une moindre perception des droits pour retransmissions télévisées (-11,1 M€ sur la ligne « fiscalité affectée » du tableau ci-dessus).

En effet, l'Agence nationale du Sport perçoit un pourcentage de cette taxe, avec une limite en montant, qui correspond à un plafond fixé chaque année par la Loi de Finances et inscrit en recettes au budget de l'Agence nationale du Sport. Comme le montre le tableau ci-dessous, le plafond n'a pas pu être atteint en 2023.

| <b>Plafond 2023</b> | LDF 2023      |                | Exécution à date | Reste à recouvrer |
|---------------------|---------------|----------------|------------------|-------------------|
|                     | Brut          | Net (- 4% FAR) |                  |                   |
| FDJ                 | 71 844 000 €  | 68 970 240 €   | 68 970 240 €     | 0 €               |
| TV                  | 59 665 000 €  | 57 278 400 €   | 46 183 089 €     | 11 095 311 €      |
| Paris en ligne      | 34 600 000 €  | 33 216 000 €   | 33 216 000 €     | 0 €               |
|                     | 166 109 000 € | 159 464 640 €  | 148 369 329 €    | 11 095 311 €      |

Au niveau du rythme des versements, on constate que l'encaissement des droits TV a été particulièrement en retrait, en novembre et en décembre (seulement 0,1M € en décembre).

La ligne « fiscalité affectée » contient deux autres taxes (FDJ et paris en ligne) dont le recouvrement n'entraîne aucune moins-value de recettes pour l'Agence nationale du Sport.

La ligne « autres ressources propres non fléchées » représente un écart positif (+0,7 M€), en raison d'un important travail sur les reversements de subventions.

- **Comparaison avec N-1**

Pour mémoire, le niveau de recettes pour l'exercice 2022 s'élevait à 488 525 218,17 € contre 350 226 555,47€ en 2023, soit une baisse de 28,3 % en 2023. Cette baisse provient

principalement des recettes fléchées versées par l'Etat passant de 180 M€ en 2022 à 29,3 M€ en 2023.

Le tableau ci-dessous rappelle le détail des recettes fléchées de l'Etat en 2022 :

| RECETTES   | Encaiss.2022            |
|--|-------------------------|
| Financements du PR- Plan de relance - Emploi   | 20 000 000,00 €         |
| Financements du PR- Plan de relance - Numérique (DFT- contrats de développement)                                   | 2 000 000,00 €          |
| Financements du PR- Plan de relance - HP -Transformation numérique des Fédérations                                 | 2 000 000,00 €          |
| Financements du PR- Plan de relance - Action 2021 rénovation thermique des équipements                             | 25 000 000,00 €         |
| Financements du PR- Plan de relance - Rénovation thermique des équipements   | 12 750 000,00 €         |
| Financements du programme 5000 Terrains de sports - Plan d'Equipements de Proximité                                | 96 000 000,00 €         |
| Financements des CPJ- Equipements HP - CPJ   | 6 000 000,00 €          |
| Financements des CPJ- Abondement AAP CPJ   | 5 000 000,00 €          |
| Financements des PSF- Soutien aux fédérations : PSF  | 6 000 000,00 €          |
| Financements Aide aux projets de fonctionnement- Soutien des "30 minutes d'activités physiques par jour à l'école" | 3 230 000,00 €          |
| Financements Aide aux projets de fonctionnement- Soutien aux fédérations : fonds de compensation                   | 2 000 000,00 €          |
| <b>Total</b>   | <b>179 980 000,00 €</b> |

Les recettes fléchées de l'Etat en 2023 sont les suivantes :

|  | Budget après BR2       | Compte Financier       |
|--|------------------------|------------------------|
| COURS DE RECREATION ACTIVES              | 950 000,00 €           | 950 000,00 €           |
| EQUIPEMENTS RELANCE ENERGETIQUE 2e VOLET | 18 223 055,00 €        | 18 223 055,00 €        |
| FONDS AUDIO                              | 950 000,00 €           | 950 000,00 €           |
| JOB DATING - CONTRATS DE DEV             | 646 000,00 €           | 646 000,00 €           |
| MATERIEL COJO                            | 8 500 000,00 €         | 8 500 000,00 €         |
| PLAN 5000 TERRAINS DE SPORT (ETAT)       | 0,00 €                 | 0,00 €                 |
| <b>Total général</b>                     | <b>29 269 055,00 €</b> | <b>29 269 055,00 €</b> |

Il reste 96 M€ de recettes du plan 5000 terrains de sport à percevoir par l'Agence nationale du Sport (sur un total de 192 M€, 96 M€ avaient déjà été versées en 2022). Ces recettes seront perçues au fur et à mesure des décaissements des Crédits de Paiement auprès des porteurs de projets.

On note par ailleurs que les recettes issues du mécénat et des partenariats sont en très forte augmentation : 11,8 M€ contre 4,5 M€ en 2022. Cela témoigne des efforts soutenus du groupement pour diversifier ces sources de financement.

|  | BI+BR2             | Compte Financier   | Ecart CF N<br>- BI+BR2 N |
|--|--------------------|--------------------|--------------------------|
| <b>AAP GAGNER DU TERRAIN</b>                       | <b>350 000 €</b>   | <b>350 000 €</b>   | <b>0 €</b>               |
| FRANÇAISE DES JEUX                                 | 350 000 €          | 350 000 €          | 0 €                      |
| <b>CONTRATS DE DEVELOPPEMENT PARTENARIAT CNOSF</b> | <b>100 000 €</b>   | <b>100 000 €</b>   | <b>0 €</b>               |
| CNOSF  | 100 000 €          | 100 000 €          | 0 €                      |
| <b>Emploi Campus 2023</b>                          | <b>3 000 000 €</b> | <b>3 000 000 €</b> | <b>0 €</b>               |
| GIP FRANCE 2023                                    | 3 000 000 €        | 3 000 000 €        | 0 €                      |
| <b>FONDS AUDIO</b>                                 | <b>500 000 €</b>   | <b>500 000 €</b>   | <b>0 €</b>               |
| CNOSF  | 500 000 €          | 500 000 €          | 0 €                      |
| <b>IMPACT 2024</b>                                 | <b>2 100 000 €</b> | <b>2 100 000 €</b> | <b>0 €</b>               |
| CNOSF  | 400 000 €          | 400 000 €          | 0 €                      |

|   |                     |                     |                   |
|---|---------------------|---------------------|-------------------|
| COJO  | 1 200 000 €         | 1 200 000 €         | 0 €               |
| COMITE PARALYMPIQUE ET SPORTIF                  | 200 000 €           | 200 000 €           | 0 €               |
| COMMUNE DE MARSEILLE                            | 200 000 €           | 200 000 €           | 0 €               |
| FRANÇAISE DES JEUX                              | 100 000 €           | 100 000 €           | 0 €               |
| <b>Impact 2024 - Savoir nager</b>               | <b>1 000 000 €</b>  | <b>1 000 000 €</b>  | <b>0 €</b>        |
| COJO  | 800 000 €           | 800 000 €           | 0 €               |
| COMMUNE DE MARSEILLE                            | 100 000 €           | 100 000 €           | 0 €               |
| CONSEIL DEPARTEMENTAL SEINE SAINT-DENIS         | 100 000 €           | 100 000 €           | 0 €               |
| <b>JOB DATING - CONTRATS DE DEV</b>             | <b>250 000 €</b>    | <b>0 €</b>          | <b>-250 000 €</b> |
| COJO  | 250 000 €           | 0 €                 | -250 000 €        |
| <b>PARTENARIAT MEDEF</b>                        | <b>100 000 €</b>    | <b>100 000 €</b>    | <b>0 €</b>        |
| MEDEF   | 100 000 €           | 100 000 €           | 0 €               |
| <b>PARTENARIAT NIKE</b>                         | <b>87 334 €</b>     | <b>167 334 €</b>    | <b>80 000 €</b>   |
| NIKE  | 87 334 €            | 167 334 €           | 80 000 €          |
| <b>PLAN 5000 TERRAINS DE SPORT (CD93)</b>       | <b>2 400 000 €</b>  | <b>2 400 000 €</b>  | <b>0 €</b>        |
| CONSEIL DEPARTEMENTAL SEINE SAINT-DENIS         | 2 400 000 €         | 2 400 000 €         | 0 €               |
| <b>PLAN 5000 TERRAINS DE SPORT (FFF - FAFA)</b> | <b>2 100 000 €</b>  | <b>2 100 000 €</b>  | <b>0 €</b>        |
| FEDERATION FRANCAISE DE FOOTBALL                | 2 100 000 €         | 2 100 000 €         | 0 €               |
| <b>Total général</b>                            | <b>11 987 334 €</b> | <b>11 817 334 €</b> | <b>-170 000 €</b> |

Une recette de 250 K€ concernant 2023 restera à percevoir en 2024 (participation du COJO – fonds de dotation Paris 2024 - pour le dispositif « du stade vers l'emploi / job datings »).

## Dépenses

S'agissant des dépenses, l'exécution budgétaire se chiffre à 421 761 490,85 € pour une prévision de 447 113 421,00 € (cf. BR2-2023).

Le tableau infra met en regard les prévisions et réalisations des dépenses (CP) par enveloppes budgétaires et les taux d'exécution correspondants.

| Chiffres arrondis CP en € | Exécution 2022     | BR2-2023           | Exécution 2023     | Taux d'exécution | Ecart en €         |
|---------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|------------------|--------------------|
| <b>Personnel</b>          | 6 883 961          | 7 920 000          | 7 446 488          | 94%              | -473 512           |
| <b>Fonctionnement</b>     | 3 955 274          | 6 049 426          | 4 946 391          | 82%              | -1 103 035         |
| <b>Intervention</b>       | 377 453 891        | 432 620 886        | 408 879 656        | 95%              | -23 741 230        |
| <b>Investissement</b>     | 504 297            | 523 109            | 488 956            | 93%              | -34 153            |
| <b>Total</b>              | <b>388 797 423</b> | <b>447 113 421</b> | <b>421 761 491</b> | <b>94%</b>       | <b>-25 351 930</b> |

Le taux d'exécution global est de 94% (contre 93% en 2022).

Les **dépenses de personnel** sont exécutées à hauteur de 94%, en baisse d'un point par rapport à l'exercice 2022 mais en hausse de 3 points par rapport à l'exercice 2021.

Le taux d'exécution des **dépenses de fonctionnement** reste stable par rapport à 2022 (82% contre 81% en 2022).

Les principaux facteurs expliquant la sous-consommation des crédits de paiement de fonctionnement sont les suivants :

- **Sur le budget de la structure**, le taux d'exécution du fonctionnement est de 81%, ce qui représente un montant de **670K€** de crédits disponibles fin 2023.

La sous exécution se situe principalement sur les dépenses de logistique et frais généraux, dont le taux d'exécution est de seulement 29%, pour un disponible de **258K€** en fin d'année. Ce disponible est lié à des difficultés de prévision en fin d'année, nécessitant de conserver une marge de sécurité.

La sous exécution se situe également sur les dépenses de communication (58% soit **192K€** de crédits disponibles en fin d'année). Cela correspond à des engagements moins élevés que prévus. En effet, le taux de consommation des AE liées à la communication n'est que de 62%.

La sous exécution sur l'enveloppe informatique est de **135K€**, soit un taux d'exécution de 91%, et s'explique par le décalage de certains projets informatiques.

- **Sur le budget de la Haute Performance**, le taux d'exécution du fonctionnement est de 87%, ce qui représente un montant de 279K€ de crédits disponibles fin 2023.

Cette sous-exécution s'explique par des dépenses moindres sur le volet communication (121K€ d'écart avec les prévisions, dont 99k€ sur des vidéos. Les dépenses du projet « Sport Data Hub » sont quasiment conformes aux prévisions (7k€ d'écart seulement). Le reste des crédits non consommés (151K€) concerne d'autres projets, avec notamment un écart de 43K€ sur « gagner en France », 34K€ sur le programme ORFEVRE « accompagnement en sciences du sport » (facturation selon les besoins des fédérations au réel), 33K€ concernant des réunions de travail (il n'y a pas eu de séminaire supplémentaire en fin d'année pour le réseau déconcentré CREPS), et 19K€ pour des séminaires entraîneurs – DTN (plan coach).

Ce taux est en amélioration par rapport à 2021 (68%) et 2022 (79%).

- **Sur le budget du Développement des Pratiques (part nationale)**, dont le montant constitue une part minime du budget de fonctionnement de l'Agence, le taux d'exécution est de 55%, soit un reliquat de 154 K€ fin 2023.

---

Les **dépenses d'intervention** enregistrent un taux d'exécution de 95 % (93% en 2022), ce qui, compte tenu de leur poids relatif, contribue très largement à l'excellent niveau d'exécution de l'ensemble des dépenses.

Les dépenses d'intervention s'élèvent à 408 879 656,01 € contre 377 453 891,15 €, enregistré en 2022 (+8,3%).

On note néanmoins un écart de 23,7 M€ de crédits non consommés portant essentiellement sur les dépenses d'équipements (21,4 M€) qui se répartissent comme suit :

- **16,6 M€ de crédits non consommés sur les projets d'équipements développement des pratiques ;**

On observe que la sous consommation se situe principalement sur les anciens dossiers et sur l'outre-mer (-3,5 M€).

Les crédits de paiement ont été ouverts selon l'application de clés de paiement par année aux engagements juridiques. La méthodologie de ces clés de paiement a été révisée en 2023, pour une différenciation plus fine entre les différentes catégories d'équipements. Cependant, au final, les réalisations de crédits de paiement dépendent du volume de dossiers qui sont remontés à l'Agence nationale du Sport par les porteurs de projet, ce qui est difficile à anticiper, même en fin d'année au moment où est construit le BR2.

- **4,8 M€ de crédits non consommés sur les projets d'équipements Haute performance dont 3,9 M€ relatifs aux Centres de préparation aux jeux olympiques et paralympiques.**

Concernant les CPJ, la fin du dispositif est prévue pour le 31/12/2023 avec une possibilité de transmettre les paiements jusqu'au 31/12/2024, ce qui peut expliquer un délai dans la remise des demandes de paiement par les porteurs de projet qui attendent la finalisation complète de l'équipement, ou éventuellement de pouvoir notifier à l'Agence l'abandon de certains projets.

---

Les **dépenses d'investissement** sont exécutées à un niveau de 93 % contre 92% en 2022.

### Solde budgétaire

Il en résulte in fine un solde budgétaire déficitaire (-71 534 935,38) par rapport à une prévision qui se chiffrait à -86 323 042 € (cf. BR2-2023).

L'atterrissage est meilleur que prévu, ce qui s'explique par la sous-exécution des Crédits de Paiements. Cependant, la moins-value de 11,1M€ de recettes constatée sur la redevance sur les retransmissions télévisées atténue cette amélioration.

L'amélioration liée à l'exécution des Crédits de Paiements est essentiellement ponctuelle sur 2023. En effet, les Crédits de Paiements d'équipement non exécutés sur 2023 devront l'être les années suivantes afin de respecter nos engagements envers les porteurs de projets (existence de restes à payer). En revanche, la perte de recettes liée aux droits de retransmission télévisés est une perte définitive pour le groupement, et c'est pourquoi l'Agence nationale du Sport demande à bénéficier d'une compensation de cette perte par une dotation de l'Etat.

### Tableau 4 - Equilibre financier

Le **Tableau 4** retrace le détail de l'utilisation du solde budgétaire et sa résultante en trésorerie. Il importe toutefois de souligner que le solde budgétaire n'explique pas à lui seul la variation de trésorerie de l'exercice. Ainsi, un certain nombre d'opérations de trésorerie qui ne figurent pas dans le solde budgétaire donnent une information complémentaire et sont détaillées au sein du Tableau 4.

Le solde budgétaire conjugué à ces opérations de trésorerie aboutit à une variation de trésorerie sur l'année (en l'occurrence un prélèvement pour l'exercice 2023). Les montants énumérés dans ce tableau retracent notamment les opérations non budgétaires en encaissements et décaissements.

Il apparaît ainsi que le solde budgétaire, complété par les opérations de trésorerie, se traduit par une variation négative de la trésorerie qui subit un prélèvement de 72,4 M€, dont 61,4 M€ de la trésorerie fléchée et 11 M€ sur la trésorerie non fléchée.

### Tableau 6 – Situation Patrimoniale

Le **tableau 6** présente la comptabilité patrimoniale du groupement.

Le **compte de résultat** retrace les opérations de l'exercice en droits constatés, permettant de calculer le résultat de l'exercice considéré. Le résultat résulte de la différence entre les produits et les charges.

Les notions de produits et de charges (partie « compte de résultat » du tableau 6) sont à différencier des notions de recettes et de dépenses du tableau 2.

- Dans le tableau 2, sont retracés les Crédits de Paiements et les Recettes, c'est à dire les décaissements et les encaissements budgétaires. La soustraction entre les Recettes et les Crédits de Paiements permet de calculer le solde budgétaire, qui entre dans le calcul de la trésorerie de l'exercice. On note que le tableau 2 comprend des dépenses d'investissement, qui ne sont pas retracées dans la partie « compte de résultat » du tableau 6, mais dans une autre partie de ce tableau, le « tableau de financement » ou « état prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés ».
- Dans le tableau 6, sont retracés, en exploitation, les produits et les charges. Certains produits et charges du tableau 6 ne figureront jamais dans le tableau 2 : ce sont les produits et charges « calculés », qui n'ont pas vocation à donner directement lieu à un décaissement vis-à-vis d'un fournisseur ou à un encaissement vis-à-vis d'un débiteur. Il peut s'agir, par exemple, des dotations aux amortissements ou aux provisions. D'autres produits et charges sont dits « encaissables » ou « décaissables ». Ils figureront dans le tableau 2 l'exercice de leur encaissement ou de leur décaissement, alors qu'ils sont comptabilisés dans le tableau 6 indépendamment de la date d'encaissement ou de décaissement.

Le **calcul de la Capacité d'Autofinancement (CAF)** a pour point de départ le résultat patrimonial. Les charges et produits calculés (ainsi que les produits de cessions d'éléments d'actif) font l'objet de retraitements, soit en addition pour les charges calculées, soit en soustraction pour les produits. Si le résultat du calcul est positif, le résultat est une CAF, mais, dans le cas contraire, on serait en présence d'une Insuffisance d'Autofinancement (IAF).

L'**état prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés**, ou tableau de financement, a pour point de départ la CAF ou l'IAF (voir les définitions au paragraphe précédent). Les autres emplois du tableau de financement sont principalement les dépenses d'investissement, et les autres ressources sont principalement les financements de l'investissement (financements de l'actif). Si les ressources dépassent les emplois, le calcul aboutit à un apport au fonds de roulement. Dans le cas contraire, on constate un prélèvement sur le fonds de roulement.

En dernière partie du tableau 6, sont présentées **les variations et niveaux du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie**. Au compte financier 2023, les variations représentent l'évolution par rapport au niveau constaté au compte financier 2022.

### SECTION 2 : tableaux présentés pour information du Conseil d'administration

Ces tableaux figurent en annexe du dossier présenté au Conseil d'administration.

#### **Tableau 3 - Dépenses décaissables par destination**

Le **Tableau 3** met en regard les enveloppes de dépenses et leur utilisation selon les trois niveaux habituels : frais de structure, aides aux projets de fonctionnement et aides aux projets d'équipement.

L'examen du tableau 3 portera à la fois sur les autorisations d'engagement (AE) et les Crédits de Paiements (CP).

- Exécution des autorisations d'engagement (AE)

Le tableau infra met en regard les niveaux de prévisions (BR2-2023) en regard avec le réalisé en AE pour les frais de structure de l'Agence (enveloppes personnel, fonctionnement et investissement) ainsi que les aides (enveloppe intervention) aux projets de fonctionnement et d'équipement.

| Chiffres arrondis AE en €                  | Exécution 2022     | BR2-2023           | Exécution 2023     | Taux d'exécution | Ecart en €        |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|------------------|-------------------|
| <b>Frais de structure</b>                  | 9 171 333          | 11 896 123         | 10 999 581         | 92,46%           | -896 542          |
| <b>Aides aux projets de fonctionnement</b> | 307 247 386        | 299 004 462        | 296 311 858        | 99,10%           | -2 692 604        |
| <b>Aides aux projets d'équipement</b>      | 172 166 450        | 165 344 093        | 165 116 252        | 99,86%           | -227 841          |
| <b>Total</b>                               | <b>488 585 169</b> | <b>476 244 678</b> | <b>472 427 691</b> | <b>99,20%</b>    | <b>-3 816 987</b> |

Le taux d'exécution des dépenses en AE se situe à un niveau très satisfaisant de 99,2%, soit une hausse de 0,7 point par rapport à 2022.

- Exécution des crédits de paiement (CP)

Le tableau infra permet de comparer les niveaux de prévisions (BR2-2023) avec le réalisé en CP pour les frais de structure de l'Agence (enveloppes personnel, fonctionnement et investissement) et les aides (enveloppe intervention) aux projets de fonctionnement et d'équipement.

| Chiffres arrondis CP en €                  | Exécution 2022     | BR2-2023           | Exécution 2023     | Taux d'exécution | Ecart en €         |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|------------------|--------------------|
| <b>Frais de structure</b>                  | 9 725 262          | 12 043 735         | 10 866 033         | 90,22%           | -1 177 702         |
| <b>Aides aux projets de fonctionnement</b> | 307 171 538        | 299 004 462        | 296 213 594        | 99,07%           | -2 790 868         |
| <b>Aides aux projets d'équipement</b>      | 71 900 623         | 136 065 224        | 114 681 864        | 84,28%           | -21 383 360        |
| <b>Total</b>                               | <b>388 797 423</b> | <b>447 113 421</b> | <b>421 761 491</b> | <b>94,33%</b>    | <b>-25 351 930</b> |

Le taux d'exécution des Crédits de Paiements des subventions d'équipements est en hausse (84,3% contre 74,3% en 2022). Il subsiste une sous-exécution, qui doit être à relativisée, dans la mesure où les décaissements ont progressé de 42,8 M€ par rapport à 2022.

L'examen du compte financier de l'Agence nationale du Sport par pôle se présente comme suit :

| Chiffres arrondis CP en €          | Exécution 2022     | BR2-2023           | Exécution 2023     | Taux d'exécution | Ecart en €         |
|------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|------------------|--------------------|
| <b>Développement des pratiques</b> | 267 049 422        | 301 743 780        | 284 172 725        | 94,18%           | -17 571 055        |
| <b>Haute performance</b>           | 112 022 739        | 133 325 906        | 126 722 733        | 95,05%           | -6 603 173         |
| <b>Total</b>                       | <b>379 072 161</b> | <b>435 069 686</b> | <b>410 895 458</b> | <b>94,44%</b>    | <b>-24 174 228</b> |

Un examen plus détaillé est possible avec le tableau ci-dessous (tableau 3 de la liasse du compte financier) :



| Destinations   | CF 2023               | Ecart CF - BR2        | Rappel BR2            |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
|  | CP                    | CP                    | CP                    |
| 1. FRAIS DE STRUCTURE  | 10 866 033,12         | -1 177 701,88         | 12 043 735,00         |
| 2. AIDES AUX PROJETS DE FONCTIONNEMENT - DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES               | 185 472 763,40        | -967 698,60           | 186 440 462,00        |
| 2.1 Financements au Plan national  | 46 573 777,40         | -78 185,60            | 46 651 963,00         |
| 2.1.1 Contrats de développement (fédérations et associations sportives nationales) | 32 198 562,00         | 110 852,00            | 32 087 710,00         |
| 2.1.3 Soutien à l'Emploi   | 1 000 000,00          | 0,00                  | 1 000 000,00          |
| 2.1.4 Autres dispositifs   | 13 375 215,40         | -189 037,60           | 13 564 253,00         |
| 2.2 Financements au Plan territorial   | 138 898 986,00        | -889 513,00           | 139 788 499,00        |
| Dont Plan de Relance   | 2 135 149,00          | -5 000,00             | 2 140 149,00          |
| 2.2.1 Projet Sportif Fédéral   | 74 963 928,00         | -36 072,00            | 75 000 000,00         |
| 2.2.2 Projet Sportif Territorial - Emploi & apprentissage                          | 49 504 743,00         | -403 756,00           | 49 908 499,00         |
| 2.2.3 Projet Sportif Territorial - Autres aides                                    | 14 430 315,00         | -449 685,00           | 14 880 000,00         |
| 2.2.4 Fonds territorial de solidarité  | -                     | 0,00                  | -                     |
| 3. AIDES AUX PROJETS D'EQUIPEMENT - DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES                    | 98 699 961,81         | -16 603 356,19        | 115 303 318,00        |
| 3.1 Plan aisance aquatique   | 8 526 239,90          | -893 760,10           | 9 420 000,00          |
| 3.2 Enveloppe équipements niveau local   | 83 997 793,04         | -8 178 180,96         | 92 175 974,00         |
| Dont Projet Sportif Territorial (nouveaux engagements) hors Plan de Relance        | 10 706 704,06         | 402 661,06            | 10 304 043,00         |
| Dont Plan de Relance   | 26 435 785,24         | -1 472 627,76         | 27 908 413,00         |
| Dont plan 5000 terrains de sport   | 31 472 937,83         | -2 838 994,17         | 34 311 932,00         |
| 3.3 Enveloppe Outre-mer et Corse   | 4 778 882,87          | -3 530 997,13         | 8 309 880,00          |
| Dont Projet Sportif Territorial (nouveaux engagements)                             | -                     | -                     | -                     |
| 3.4 Autres engagements CNDS - RàP  | 1 397 046,00          | -4 000 418,00         | 5 397 464,00          |
| 4. AIDES AUX PROJETS DE FONCTIONNEMENT - HAUTE PERFORMANCE                         | 110 740 830,71        | -1 823 169,29         | 112 564 000,00        |
| 4.1 Soutien aux Projets de performance des fédérations sportives                   | 71 848 725,00         | -10 275,00            | 71 859 000,00         |
| Dont Plan de Relance   | -                     | 0,00                  | -                     |
| 4.2 Soutien aux athlètes   | 14 119 213,39         | -1 443 786,61         | 15 563 000,00         |
| 4.3 Optimisation de la performance   | 3 985 566,32          | -279 433,68           | 4 265 000,00          |
| 4.4 Autres dispositifs nationaux   | 12 500 000,00         | 0,00                  | 12 500 000,00         |
| 4.5 Déclinaison territoriale du haut niveau  | 8 287 326,00          | -89 674,00            | 8 377 000,00          |
| Dont Fonds territorial de solidarité   | 0                     | 0,00                  | 0                     |
| 5. AIDES AUX PROJETS D'EQUIPEMENT - HAUTE PERFORMANCE                              | 8 278 431,29          | -899 475,71           | 9 177 907,00          |
| 6. AIDES AUX PROJETS D'EQUIPEMENT - CENTRES DE PREPARATION AUX JOP (CPJ)           | 7 703 470,52          | -3 880 528,48         | 11 583 999,00         |
| <b>TOTAL</b>   | <b>421 761 490,85</b> | <b>-25 351 930,15</b> | <b>447 113 421,00</b> |
| Sous-total Développement des Pratiques   | 284 172 725,21        | -17 571 054,79        | 301 743 780,00        |
| Sous-total Haute Performance (y compris CPJ)                                       | 126 722 732,52        | -6 603 173,48         | 133 325 906,00        |
| dont Fonds de solidarité   | -                     | 0,00                  | -                     |
| dont Plan de relance   | 28 570 934,24         | -1 477 627,76         | 30 048 562,00         |

Il est noté que la sous-exécution concerne principalement les enveloppes relatives aux financements d'équipements.

- **Au sein du pôle développement des pratiques**, la sous exécution (**-17,6 M€**) est d'un montant quasiment identique à celui de l'année précédente. Elle se répartit principalement comme suit :
  - volet national des aides aux projets de fonctionnement : **-0,1 M€**
    - Contrats de développement- fédérations et associations sportives nationales : dépenses supérieures de +0,1 M€ par rapport à la prévision ;
    - Autres dispositifs : -0,2 M€, principalement sur l'enveloppe de fonctionnement non fléchée
  - volet territorial des aides aux projets de fonctionnement : **- 0,9 M€**
    - Projet Sportif Territorial - Emploi & apprentissage : - 0,4 M€ hors Plan de relance. Le dispositif 1 Jeune 1 Solution a été exécuté de manière quasiment conforme aux prévisions (reliquat de 5 K€).

- volet des aides aux projets d'équipement : **-16,6 M€**
  - Plan aisance aquatique : - 0,9 M€ ;
  - Enveloppe « équipements au niveau local » : - 8,2 M€ dont -1,4 M€ liés au plan de relance et -2,8 M€ liés au plan 5000 terrains de sport;
  - Outre-mer -3,5 M€ ;
  - RàP engagements CNDS -4 M€.
- **Au sein du pôle haute performance**, la sous exécution (**- 6,6 M€**) se répartit comme suit :
  - volet aides aux projets de fonctionnement : **-1,8 M€**
    - Soutien aux athlètes : -1,4 M€ : 1,1M€ sont disponibles en fin d'année sur les aides personnalisées en raison de la surestimation des besoins au BR2 : au final, après examen, moins d'athlètes que prévu étaient en dessous du seuil de revenus de 40K€ par an. Par ailleurs, 0,3 M€ sont disponibles sur le suivi socio professionnel (les prévisions de CIP ne se sont pas réalisées car, dans certains cas, les conventions signées n'ont pas été réceptionnées en fin d'année)
    - Optimisation de la performance : -0,3 M€ (gagner en France)
    - Déclinaison territoriale du haut niveau : - 0,1 M€
  - volet aides aux projets d'équipement : **-4,8 M€** dont 3,9 M€ CPJ (voir explication supra)

### **Tableau 5 - Opérations pour comptes de tiers**

Le **Tableau 5** retrace les opérations traitées en comptabilité générale (encaissements/décaissements) pour le compte d'un tiers. Techniquement, ces opérations figurent exclusivement en compte de tiers et n'impactent donc pas le patrimoine du groupement.

Au cours de l'exercice 2023, l'Agence nationale du Sport n'a pas enregistré d'opération pour compte de tiers.

### **Tableau 7 - Plan de trésorerie**

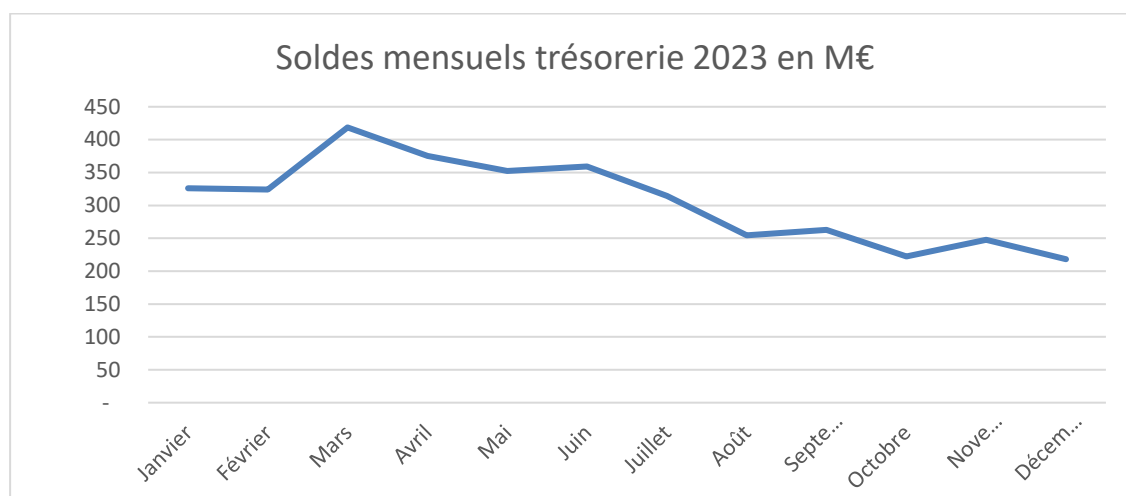
Le **Tableau 7** est établi en exécution pour l'ensemble de l'exercice 2023. Il retrace les montants mensuels en encaissements et décaissements et met en évidence le solde de trésorerie en fin de mois et d'exercice.

Ce document distingue utilement les opérations budgétaires (globalisées et fléchées) et les opérations de trésorerie stricto sensu.

L'examen du Tableau 7 pour l'exercice 2023 met en lumière un niveau de trésorerie d'entrée qui correspond à la reprise du solde de fin d'exercice 2022 et s'élève à 290,6M€.

Compte tenu des mouvements enregistrés sur la période, le solde de trésorerie au 31 décembre 2023 se chiffre à 218,1 M€.

L'évolution de la trésorerie à la baisse de 72,4 M€ s'explique notamment par la hausse des crédits de paiement, notamment en équipements, conjuguée à la baisse des recettes fléchées de l'Etat (notamment, décalage dans le temps du versement de 96M€ concernant le plan 5000 terrains de sport).



Le présent graphique montre que ce prélèvement sur la trésorerie n'a pas entraîné de difficultés même ponctuelles au cours de l'année.

### Tableau 8 - Opérations liées aux recettes fléchées

Le **Tableau 8** permet le suivi des opérations liées aux recettes fléchées.

Le détail des recettes fléchées perçues en 2023 se présente comme suit :

|   | BI+BR2              | Compte Financier    |
|---|---------------------|---------------------|
| <b>Financements de l'Etat fléchés</b>       | <b>29 269 055 €</b> | <b>29 269 055 €</b> |
| COURS DE RECREATION ACTIVES                 | 950 000 €           | 950 000 €           |
| EQUIPEMENTS RELANCE ENERGETIQUE 2e VOLET    | 18 223 055 €        | 18 223 055 €        |
| FONDS AUDIO                                 | 950 000 €           | 950 000 €           |
| JOB DATING - CONTRATS DE DEV                | 646 000 €           | 646 000 €           |
| MATERIEL COJO                               | 8 500 000 €         | 8 500 000 €         |
| PLAN 5000 TERRAINS DE SPORT (ETAT)          | 0 €                 | 0 €                 |
| <b>Autres financements publics fléchés</b>  | <b>2 800 000 €</b>  | <b>2 800 000 €</b>  |
| Impact 2024 - Savoir nager                  | 200 000 €           | 200 000 €           |
| PLAN 5000 TERRAINS DE SPORT (CD93)          | 2 400 000 €         | 2 400 000 €         |
| IMPACT 2024                                 | 200 000 €           | 200 000 €           |
| <b>Recettes propres fléchées</b>            | <b>9 208 334 €</b>  | <b>9 045 234 €</b>  |
| AAP GAGNER DU TERRAIN                       | 371 000 €           | 350 000 €           |
| CONTRATS DE DEVELOPPEMENT PARTENARIAT CNOSF | 100 000 €           | 100 000 €           |
| Emploi Campus 2023                          | 3 000 000 €         | 3 012 000 €         |
| FONDS AUDIO                                 | 500 000 €           | 500 000 €           |
| Impact 2024 - Savoir nager                  | 800 000 €           | 800 000 €           |

|  |                     |                     |
|--|---------------------|---------------------|
| JOB DATING - CONTRATS DE DEV             | 250 000 €           | 0 €                 |
| PARTENARIAT MEDEF                        | 100 000 €           | 100 000 €           |
| PARTENARIAT NIKE                         | 87 334 €            | 167 334 €           |
| IMPACT 2024                              | 1 900 000 €         | 1 900 000 €         |
| PLAN 5000 TERRAINS DE SPORT (FFF - FAFA) | 2 100 000 €         | 2 100 000 €         |
| EMPLOI PLAN DE RELANCE                   | 0 €                 | 15 900 €            |
| <b>Total général</b>                     | <b>41 277 389 €</b> | <b>41 114 289 €</b> |

La ligne la plus importante correspond à la phase 2023 du calendrier de versement du financement du 2<sup>e</sup> volet du plan de relance de rénovation thermique des équipements.

D'autres recettes de l'Etat sont venues abonder de nouveaux dispositifs (cours de récréation actives, du stade vers l'emploi - « job dating », matériel pour la préparation des JOP), ou renforcer un dispositif existant (fonds audio).

Les autres recettes sont principalement constituées de recettes de partenariats : 11,8M€, avec dans certains cas des co-financements partenariat privé - Etat.

Le détail des dépenses (CP) sur les recettes fléchées perçues en 2023 se présente comme suit :

|  |                 |
|--|-----------------|
| Plan de Relance - actions Aides aux projets de fonctionnement                        | 2 135 149,00 €  |
| Plan de Relance - actions Aides aux projets d'équipement                             | 17 081 731,14 € |
| CPJ - actions 2021 Aides aux projets d'équipement                                    | 4 488 060,79 €  |
| CPJ - actions 2022 Aides aux projets d'équipement                                    | 3 215 409,73 €  |
| CIV - actions Aides aux projets d'équipement   | 5 894 389,92 €  |
| Financement Soutien des "30 minutes d'activités physiques par jour à l'école" (Etat) | 3 730 000,00 €  |
| Emploi Campus 2023   | 3 031 785,00 €  |
| Cours de récréation actives  | 365 827,00 €    |
| Contrats de développement  | 100 000,00 €    |
| Fonds audio  | 2 500 000,00 €  |
| Impact 2024 - actions 2021-2022 fléchées hors CIV                                    | 3 880 000,00 €  |
| Impact 2024 savoir nager   | 1 048 700,00 €  |
| Du stade vers l'emploi job dating  | 1 050 000,00 €  |
| Matériel JOP COJO  | 12 500 000,00 € |
| AAP gagner du terrain  | 510 453,00 €    |
| Financement du PR - Transition énergétique 2022                                      | 9 354 054,10 €  |
| Plan 5000 terrains de sport  | 31 472 937,83 € |
| MEDEF  | 39 829,64 €     |
| NIKE   | 160 185,98 €    |

On constate un taux d'exécution global de 93% pour les opérations fléchées en crédits de paiements.

Concernant les subventions aux projets de fonctionnement, le taux d'exécution culmine à un excellent niveau, à près de 100%.

Sur les équipements fléchés, le taux d'exécution en CP est de 91 %, sachant que le taux d'exécution le plus faible se situe sur les CPJ (67%).

Le solde de trésorerie des opérations fléchées (recettes fléchées – dépenses fléchées) au 31/12/2023 se chiffre ainsi à 133,2M€ contre 194,6 M€ en 2022.

|   |                         |
|---|-------------------------|
| SOLDE DES OPERATIONS FLECHEES (Recettes - CP)   | <b>133 182 388,13 €</b> |
| dont aides aux dossiers de fonctionnement du PR 2021-2022                                 | -607 464,00 €           |
| dont aides aux dossiers d'équipement du PR 2021-2022                                      | 20 111 431 €            |
| dont aides aux dossiers d'équipement CPJ 2021-2024  | 12 690 359,36 €         |
| dont aides aux dossiers d'équipement CIV 2021   | 20 937 955,02 €         |
| dont Financement Soutien des "30 minutes d'activités physiques par jour à l'école" (Etat) | -500 000,00 €           |
| Emploi Campus 2023  | -19 785 €               |
| dont fonds territorial de solidarité  | 273 388,00 €            |
| Cours de récréation actives   | 584 173,00 €            |
| dont contrats de développement  | 100 000,00 €            |
| dont fonds audio  | -1 050 000,00 €         |
| dont impact 2024  | -1 780 000,00 €         |
| Impact 2024 savoir nager  | -48 700,00 €            |
| Du stade vers l'emploi Job dating   | -404 000,00 €           |
| Matériel JOP COJO   | -4 000 000 €            |
| dont AAP gagner du terrain  | 17 600,00 €             |
| Financement du PR - Transition énergétique 2022   | 21 619 000,90 €         |
| Plan 5000 terrains de sport   | 65 191 111,53 €         |
| MEDEF   | 73 504,36 €             |
| Nike  | -6 185,98 €             |

**Tableau 9 - Opérations pluriannuelles par nature**

Le **Tableau 9** récapitule pour l'exercice budgétaire 2023 les engagements pluriannuels pris par le groupement au titre de ses missions et actions correspondantes et le solde à payer sur les exercices budgétaires ultérieurs.

| Opérations                                | Nature | Coût total de l'opération | EXECUTION 2023           |                       |                         |                            |                      |                        | RàP réels au 31/12/2023 |
|---|--------|---------------------------|--------------------------|-----------------------|-------------------------|----------------------------|----------------------|------------------------|-------------------------|
|   |        |                           | AE courtes au 31/12/2023 | AE consommées en 2023 | TOTAL des AE consommées | CP consommés au 31/12/2023 | CP consommés en 2023 | TOTAL des CP consommés |                         |
| Aides aux projets d'équipement DDPS       |        | 1 337 499 392             | 825 846 546              | 163 155 047           | 989 004 592             | 525 055 471                | 95 689 962           | 626 735 432            | 362 249 140             |
| Financements au plan territorial DDPS     |        | 235 036 419               | 225 941 064              | 3 037 785             | 228 978 849             | 225 941 064                | 3 031 785            | 228 972 849            | 6 000                   |
| Autres financements au plan national DDPS |        | 238 685                   | 0                        | 238 685               | 238 685                 | 0                          | 190 235              | 190 235                | 48 450                  |
| Financements au plan national DHP5        |        | 1 869 360                 | 0                        | 1 869 360             | 1 869 360               | 0                          | 1 825 566            | 1 825 566              | 43 814                  |
| Aides aux projets d'équipement DHP5       |        | 93 746 352                | 91 810 146               | 1 938 206             | 93 748 352              | 46 890 820                 | 15 931 902           | 62 872 722             | 30 893 630              |
| Frais de structure                        |        | 10 892 230                | 7 339 137                | 3 553 093             | 10 892 230              | 3 182 550                  | 3 419 546            | 8 002 073              | 2 290 155               |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                      |        | <b>1 729 304 489</b>      | <b>1 150 936 893</b>     | <b>173 815 197</b>    | <b>1 324 752 089</b>    | <b>806 069 885</b>         | <b>125 148 996</b>   | <b>929 218 881</b>     | <b>395 533 209</b>      |

**Tableau 10 - Synthèse budgétaire et comptable**

Le **Tableau 10** vaut synthèse de l'ensemble des éléments budgétaires et comptable. Il figure un examen dynamique de l'évolution des principaux agrégats (restes à payer, fonds de roulement, besoin en fonds de roulement, capacité d'autofinancement, trésorerie et résultat) en partant des éléments d'entrée qui sont augmentés des flux annuels pour déboucher sur les valeurs prévisionnelles de fin d'exercice.

Il est constaté une diminution de la trésorerie budgétaire couplée à une augmentation des restes à payer.

Les restes à payer (RàP) sont calculés par la différence entre le cumul de l'ensemble des Engagements Juridiques (EJ) créés depuis la création de l'ex CNDS et l'Agence et le cumul des paiements ayant eu lieu sur ces EJ.

Certains engagements devenus sans objets pour diverses raisons ont été réduits ou supprimés. Les retraits d'EJ portant sur les EJ créés sur l'exercice courant rétablissent les crédits correspondants alors que ceux relatifs aux exercices antérieurs ne rendent pas de disponible en crédit.

La formule de calcul des RàP à fin 2023 est donc égale à la formule suivante :

- Solde des RàP à fin 2022
- - retraits d'EJ ne rendant pas de disponible
- + consommations d'AE 2023
- - consommations de CP 2023

Par ailleurs, il importe de faire mention de l'écart de 16,2 M€ qui se fait jour entre le résultat patrimonial déficitaire de -55.3 M€ (cf. ligne 6) et le solde budgétaire qui se chiffre à -71,5 M€ (cf. ligne 12). Il résulte du découplage entre la comptabilité budgétaire et la comptabilité générale (pour mémoire, comptabilité de caisse pour la première, comptabilité en droits constatés pour la seconde).

Ainsi, les recettes budgétaires encaissées et les dépenses budgétaires décaissées ne sont pas strictement en ligne avec les produits et charges comptables.

Cet écart est principalement dû au solde entre les avances constituées et celles récupérées lors d'un paiement d'acompte ou de solde de subvention d'équipement (15,8M€).

## CHAPITRE 2

### ENGAGEMENTS HORS BILAN et SOUTENABILITE BUDGETAIRE

#### SECTION 1 : engagements hors bilan

L'Agence nationale du Sport a repris en 2019 l'ensemble des droits et obligations du CNDS pour les montants constatés à l'ouverture de l'exercice.

L'attention de la gouvernance de l'Agence est vivement attirée sur le caractère particulier de la gestion des aides aux projets d'équipement.

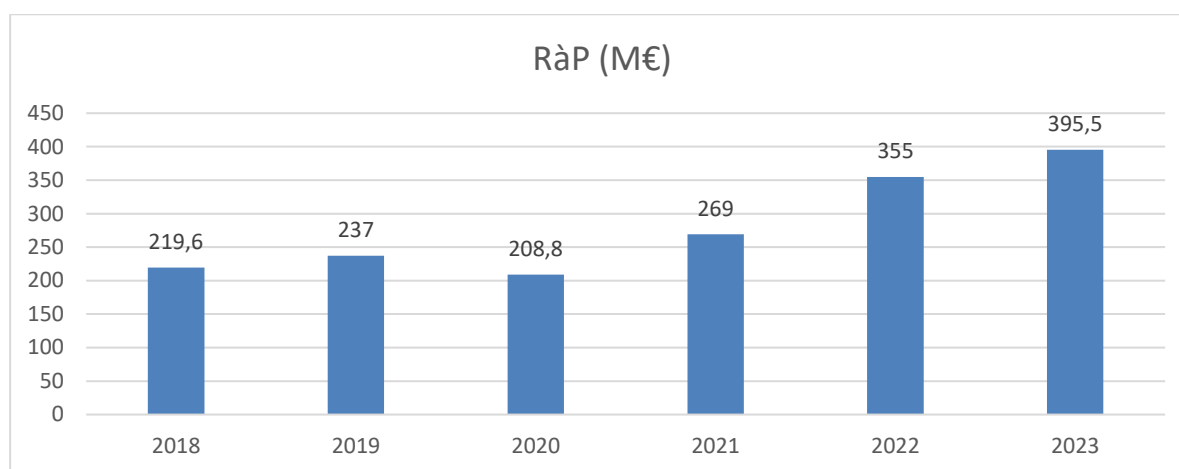
Ces aides n'étant soldées qu'à l'issue de la réalisation conforme de l'opération subventionnée et après vérification du montant des dépenses effectivement acquittées par le porteur de projet, elles engendrent un niveau important d'engagements à caractère pluriannuel.

Les engagements pluriannuels représentent donc un enjeu majeur pour le groupement. Au 31/12/2023, il reste à honorer un montant total d'engagements de 395,5 M€ (pour mémoire, le niveau du reste à payer de l'agence au 31/12/2022 se chiffrait à 355,1 M€.)

Il convient de relever que le montant prévisionnel des restes à payer qui figurait au BR2-2023 s'élevait à 376,7M€.

Supérieurs de 18,8 M€ au montant qui était inscrit en prévision budgétaire, ils se ventilent selon les trois principales destinations suivantes :

- 393,1 M€ au titre des aides aux projets d'équipement dont 362,2 M€ pour les aides au développement des pratiques et 30,9 M€ pour la haute performance (dont CPJ)
- 2,3 M€ au titre des frais de structure (2,1 M€ au 31/12/2022). Cette somme comprend le reste à payer relatif à l'engagement juridique du loyer pour 1,2 M€,
- 6 K€ au titre des aides aux projets de fonctionnement territoriaux sur la ligne de soutien à l'emploi à caractère pluriannuel. Depuis 2021, l'emploi est géré en AE=CP, et ne doit générer de restes à payer qu'à la marge. Ce reste à payer sur un seul dossier est dû à une erreur n'ayant pas pu être rectifiée avant la fin de l'exercice, il a donc vocation à être résorbé en 2024 par un retrait d'engagement juridique.



L'extension du périmètre d'intervention de l'Agence a naturellement conduit à l'augmentation des engagements pris au bénéfice des attributaires des financements dans les domaines du développement des pratiques et de la haute performance.

Les restes à payer enregistrés au 31/12/2023 se trouvent ainsi en augmentation de 40,5 M€ par rapport à l'exercice précédent (RàP 355 M€ en 2022 contre 395,5 en 2023) du fait essentiellement de la prise en charge la dernière vague du plan « 5000 terrains de sports » (AE 112 M€ pour 105,8 M€ de RàP), ainsi que des AE 2023 sur le plan de relance (20 M€ pour 17,7 M€ de RàP).

A titre d'information, à fin 2023, les RàP sur les équipements engagés au titre du CNDS et du P219 se chiffrent respectivement à 19,6M€ (33,3 M€ en 2022) et 4,3 M€ (5 M€ en 2022).

## SECTION 2 : soutenabilité budgétaire du groupement

Il convient tout d'abord de rappeler que, conformément à l'objectif formulé dans le cadre de référence des contrôles internes budgétaire et comptable (cf. arrêté du 17 décembre 2015 pris en application de l'article 215 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique), la soutenabilité du budget du groupement s'apprécie au regard de sa capacité à présenter une programmation budgétaire qui s'assure de la pérennité de son activité à moyen terme et, à court terme, de la faisabilité des opérations engagées.

Ainsi, les fondamentaux budgétaires de l'Agence et leur évolution à court terme révèle une structure de financement saine et une situation budgétaire maîtrisée (1). Toutefois, le niveau des engagements enregistrés à date devra continuer à être suivi de façon renforcée par les organes de pilotage de l'Agence (2).

### **1) La structure de financement de l'Agence nationale du Sport, toujours robuste et de plus en plus diversifiée.**

Le point d'entrée de l'analyse est l'évolution du fonds de roulement net global (FdR) qui constitue les disponibilités dont dispose le groupement pour financer les investissements ou les besoins en liquidités. Il met notamment en évidence la qualité de la structure de financement du groupement et sa soutenabilité à moyen terme.

Pour mémoire le FdR est constitué par la différence entre ressources stables et les emplois stables (passif dont provision – actif immobilisé).

Les ressources stables (250,4 M€) sont les ressources structurelles, soit les financements propres (Financements de l'actif par l'Etat, les réserves, le report à nouveau, les provisions et le résultat comptable) et les dettes financières (sans objet pour l'Agence qui ne recourt pas à l'emprunt). Ces ressources permettent de financer les emplois stables, constituées par l'actif immobilisé brut d'un montant de 1,8 M€ (mobilier, informatique, installations générales).

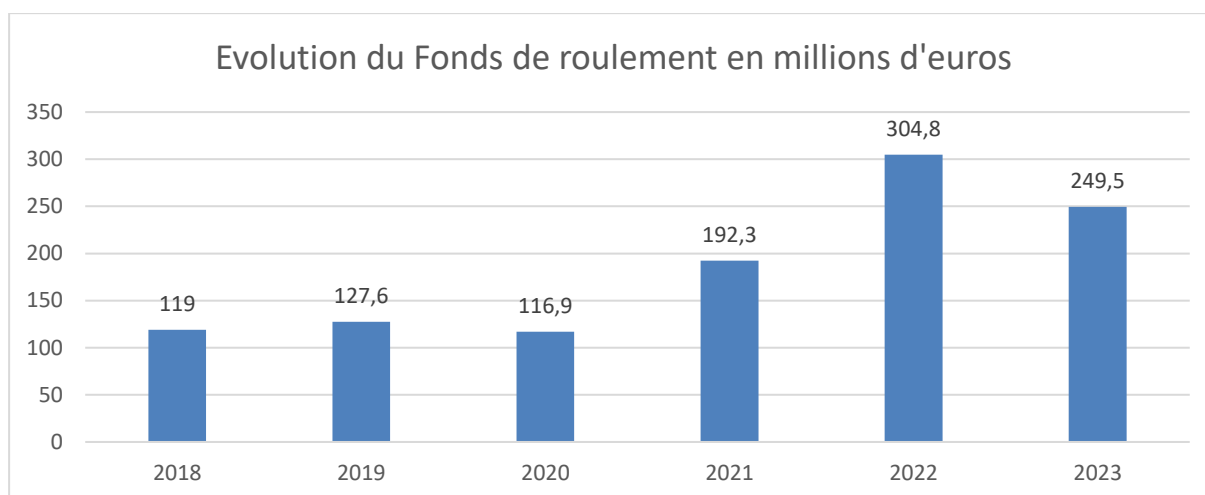
Le niveau de FdR s'élève à 249,5 M€ au 31/12/2023 contre 304,8 M€ au 31/12/2022, soit une variation de fond de roulement négative de -55,2 M€. Etant donné le montant particulièrement élevé du fonds de roulement constaté fin 2022, cette diminution, ne remet pas en cause la santé financière de l'Agence nationale du Sport.

Il est aussi utile de faire mention du fonds de roulement net des provisions pour risques et charges. Il se trouve à 248,7 M€ en 2023 (304 M€ en 2022) soit un écart minime par rapport aux fonds de roulement non retraité des provisions.

En 2023, la baisse du FdR constatée entre les deux derniers exercices (-55,2 M€) s'explique par une variation positive des ressources en fonds de roulement (+ 17,2 M€), contrebalancée par et par la variation négative de trésorerie (-72,4 M€) découlant directement du résultat budgétaire déficitaire (-71,5 M€).

Afin de mettre en perspective le FdR sur longue période, le graphique infra met en évidence son évolution depuis 2018.





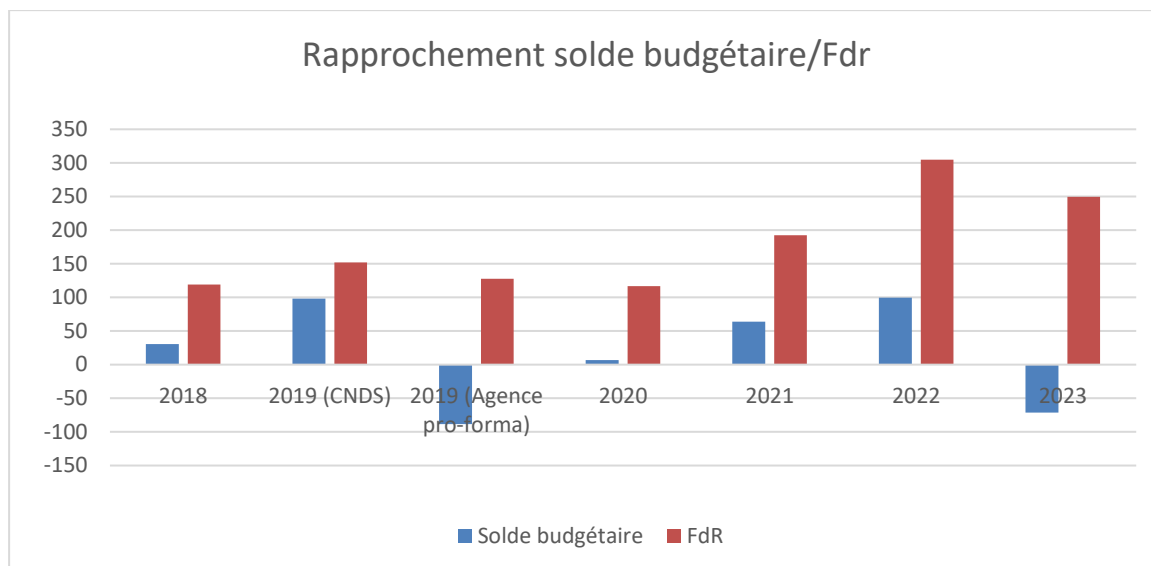
Le fonds de roulement était en augmentation constante depuis 2014 et a enregistré en 2022 sa valeur historiquement la plus élevée (304,8M€). La baisse constatée sur l'exercice 2023 permet toutefois de conserver une valeur supérieure à celle de 2021.

Il faudrait également mettre en regard le FdR avec le niveau des restes à payer (395,5 M€) sur les opérations antérieures, principalement sur le volet des équipements qui gagent les ressources du groupement.

Ainsi, ce niveau de FdR se situe à une proportion satisfaisante de 63,1 % du montant total des engagements du groupement restant à payer (85,8% en 2022).

L'évolution du FdR doit enfin être rapprochée de celle du solde budgétaire qui traduit le flux de trésorerie généré par le budget du groupement.

| M€               | 2018 | 2019 (CNDS) | 2019 (Agence pro-forma) | 2020  | 2021  | 2022  | 2023  |
|------------------|------|-------------|-------------------------|-------|-------|-------|-------|
| Solde budgétaire | 30,8 | 98,3        | -88,5                   | 6,7   | 63,9  | 99,7  | -71,5 |
| FdR              | 119  | 151,8       | 127,6                   | 116,9 | 192,3 | 304,7 | 249,5 |



### **2) Un suivi renforcé des engagements de l'Agence en 2023, dont les effets se confirment.**

**2-1) Les engagements pluriannuels passés pèsent encore sur la situation budgétaire de l'Agence, et sont conjugués à l'élargissement de son périmètre d'intervention avec la mise en place de nouveaux dispositifs de financement du sport en matière d'équipements.**

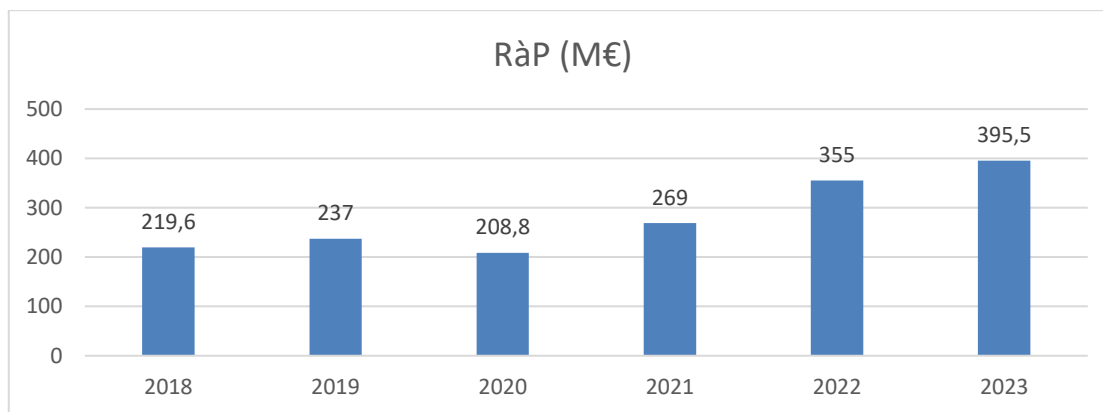
Comme déjà souligné par le passé, la situation précédemment décrite ne doit pas masquer le poids toujours important des restes à payer qui s'ajouteront aux engagements pris au titre des nouveaux dispositifs liés au développement des pratiques et aides aux projets d'équipements sportifs.

Ainsi, le point d'attention restera celui du niveau des engagements hors bilan à savoir principalement les aides aux projets d'équipements.

Dans ce contexte, une action de relance soutenue et coordonnée au sein de l'Agence comptable et des services déconcentrés, a été effectuée en 2023, sur quelques dispositifs ciblés en raison des enjeux qu'ils représentent. 1160 courriers et courriels pour un encours de 111 M€ ont été adressés aux porteurs de projets pour les inciter à solliciter le versement de leur subvention d'équipement.

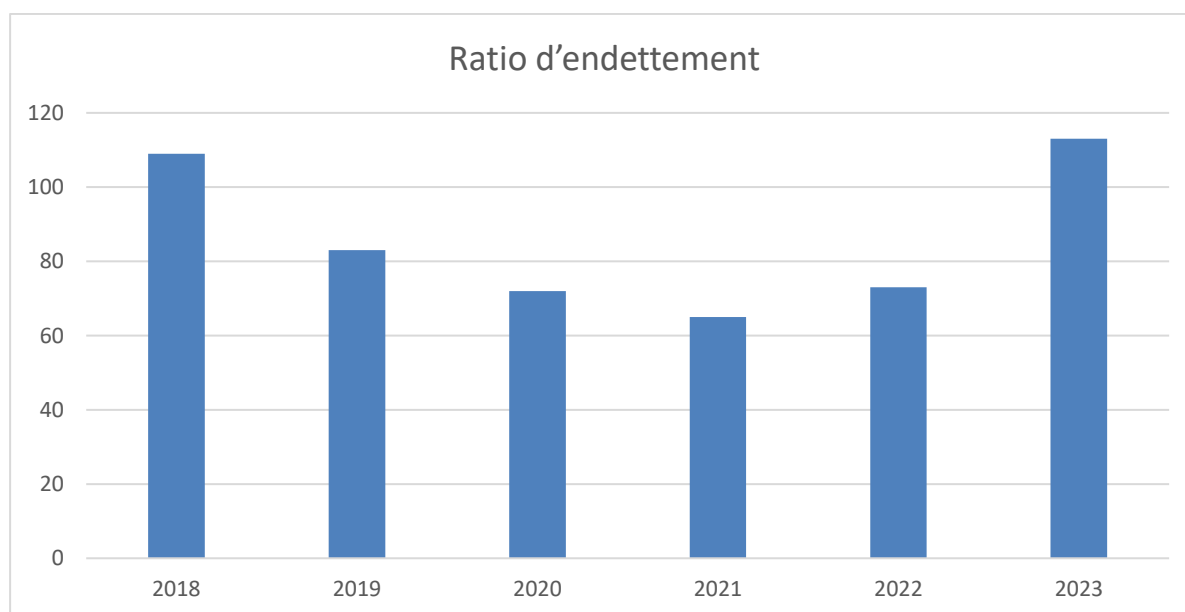
Même si l'impact en terme de demande de paiements n'a pas pu être mesuré à court terme, cette action a permis d'apurer le dossier de subvention le plus ancien qui datait de 2011.

Si l'évolution des restes à payer s'avère maîtrisée sur la période 2018/2021, elle s'est accélérée en 2022 (+86 M€), et 2023 (+ 40,5 M€) notamment par la mise en œuvre des nouveaux dispositifs de financement (Plan de relance/ 5 000 terrains de sports) dont la 1ère vague est arrivée à son terme.



| M€       | 2018  | 2019 | 2020  | 2021 | 2022 | 2023  |
|----------|-------|------|-------|------|------|-------|
| RàP (M€) | 219,6 | 237  | 208,8 | 269  | 355  | 395,5 |

Le ratio d'endettement (restes à payer 395,5 M€ / recettes 350,2 M€) est en augmentation et dépasse légèrement le pic observé en 2018. Cette situation est en grande partie due à la mise en place de nouveaux dispositifs d'équipements fléchés générant d'importants restes à payer.



| %                   | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---------------------|------|------|------|------|------|------|
| Ratio d'endettement | 109  | 83   | 72   | 65   | 73   | 113  |

## 2-2) Les résultats obtenus confortent l'objectif de maintenir sous contrôle étroit les fondamentaux budgétaires

L'analyse de l'évolution du FdR doit être complétée par l'autre agrégat de référence qui est le besoin en fonds de roulement (BFR), notion dite de « bas de bilan », qui met en évidence la

capacité de l'organisme à faire face à ses engagements immédiats (créances et dettes d'exploitation).

Il se situe à 31,4 M€ au 31/12/2023 (pour mémoire le BFR s'élevait à 14,1 M€ au 31/12/2022).

Ce BFR positif correspond au décalage temporaire entre les décaissements et les encaissements et crée ainsi un besoin temporaire de trésorerie.

Cette analyse doit être relativisée car ce décalage constaté dans les comptes de l'exercice 2023 est conjoncturel et provient essentiellement des avances versées sur subventions d'équipements de 30 M€. Ces créances seront reprises au fur et à mesure du versement des acomptes et soldes de ces aides sur états de dépenses justifiées, conformément au règlement d'intervention des subventions.

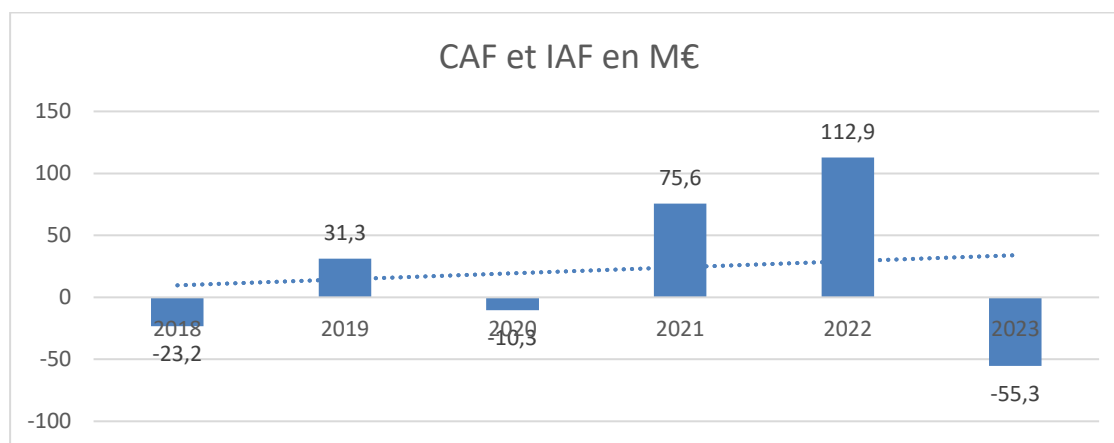
Mention doit aussi être faite de la capacité d'autofinancement (CAF) et son évolution.

La CAF représente la trésorerie dont disposerait l'Agence à la fin de l'exercice grâce à son exploitation, si tous les produits encaissables avaient été encaissés et toutes les charges décaissables décaissées.

Cette ressource interne brute dégagée par l'exploitation est destinée à financer le développement du groupement (investissements / cycle d'exploitation / augmentation du besoin en fonds de roulement et consolidation de la trésorerie).

La capacité d'autofinancement est calculée à partir du résultat net de l'exercice déficitaire de -55,3 M€ en 2023, auquel s'ajoutent les dotations aux amortissements et provisions ainsi que la valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés, moins les reprises sur amortissements et provisions.

Il en résulte pour 2023 insuffisance d'autofinancement (IAF) de -54,7 M€ contre une CAF de 112,9 M€ en 2022.

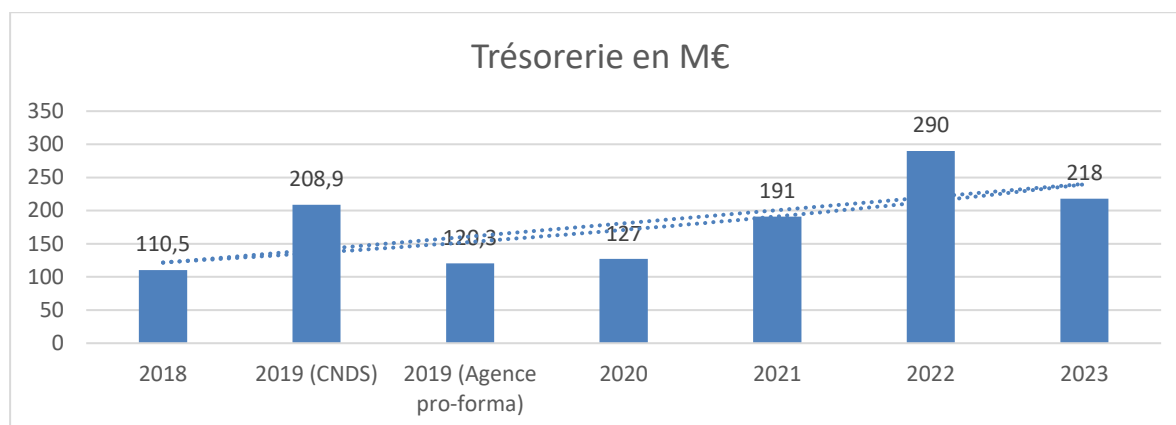


|                  | 2018  | 2019 | 2020  | 2021 | 2022  | 2023  |
|------------------|-------|------|-------|------|-------|-------|
| CAF et IAF en M€ | -23,2 | 31,3 | -10,3 | 75,6 | 112,9 | -55,3 |

La CAF est en l'espèce toujours proche du résultat comptable ; l'Agence ayant peu d'immobilisations, les amortissements ou provisions ont peu d'impact.

Il convient enfin d'examiner l'évolution de la trésorerie sur les derniers exercices.

|                  | 2018  | 2019 (CNDS) | 2019 (Agence pro-forma) | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|------------------|-------|-------------|-------------------------|------|------|------|------|
| Trésorerie en M€ | 110,5 | 208,9       | 120,3                   | 127  | 191  | 290  | 218  |



En 2023, la trésorerie diminue avec un prélèvement de 72,4 M€ correspondant principalement au montant du déficit budgétaire. La trésorerie se maintient toutefois au très bon niveau de 218,1 M€.

Il convient aussi de relever la proportion significative de trésorerie fléchée, soit 133,2 M€ contre 194,6 M€ en 2022 et 72,3 M€ en 2021. Le montant de trésorerie non fléchée se chiffre toutefois à un niveau satisfaisant de 85 M€ contre 95,9 M€ en 2022 et 118 M€ en 2021.

Le ratio de la trésorerie non fléchée par rapport à la trésorerie totale s'élève à 39% contre 33% en 2022, il se chiffrerait à 62% en 2021.

**Les principaux enseignements** à tirer de l'analyse de la situation financière et patrimoniale de l'Agence sont les suivants :

- Les fondamentaux budgétaires de l'Agence et leur trajectoire de court terme reposent sur une structure de financement saine. Ainsi, le taux de couverture des engagements (trésorerie non fléchée / RàP non fléchés) est en amélioration (58% au compte financier 2023, contre 50% en 2022). Le taux de couverture des AE de 2023 non fléchées par les recettes de 2023 non fléchées est de 100%.
- Les perspectives budgétaires à long terme doivent faire l'objet d'une vigilance particulière, et le budget initial 2024, voté en décembre 2023, a tenu compte de cet impératif en poursuivant une trajectoire pluriannuelle soutenable. Il limite à 0,5M€ le delta annuel entre le niveau d'engagements non fléchés du groupement et le niveau de recettes non fléchées (contre 3,7M€ au BI 2023).

- Le fonds de roulement et la trésorerie, dont une part importante est fléchée, se trouvent toujours à un très bon niveau permettant d'asseoir la solidité de la structure bilancielle du groupement.

## Annexe aux comptes 2023 de l'Agence nationale du Sport

### 1 FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE 2023 ET EVENEMENTS POST-CLOTURE

#### 1.1 FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les faits caractéristiques de l'exercice correspondent aux événements à caractère non comptable (évolutions de structure, changement de périmètre de compétence de l'établissement, localisation géographique, activité de l'exercice...) ayant conduit à des incidences comptables.

Le fait caractéristique majeur de l'exercice est que 2023 est constitué par la reprise par l'Agence du paiement des aides personnalisées des sportifs de haut niveau. La gestion de ce dispositif était initialement donnée en mandat au CNOSE. Une convention de fin de mandat a donc été signée entre les parties le 23 mars 2022.

Il convient également de souligner la disparition depuis le 1er janvier 2023, du régime spécifique de responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics remplacé par le régime de responsabilité unifié des gestionnaires publics, qu'ils exercent des fonctions d'ordonnateur ou de comptable.

En outre, une situation RH relativement dégradée, avec l'absence prolongée sur le dernier trimestre de la responsable budgétaire, a rendu la fin de gestion plus difficile pour les équipes de l'Agence au niveau de l'établissement des prévisions budgétaires (BR2 et BI 2024) et tableaux budgétaires d'atterrissage.

Enfin, 2023 a été une année qui a fortement mobilisé les équipes de l'Agence totalement investies dans le déploiement de nouveaux outils toujours plus performants alliant dématérialisation, traçabilité et sécurité des données.

Nous pouvons ici citer :

- Infrasport (Equipements Sportifs) ;
- Immonet (Actif suivi dans un logiciel dédié interfacé avec la comptabilité) ;
- Chorus pro (Dépôt des factures dématérialisés sur portail chorus pro- fournisseurs et client- interfacées avec le logiciel comptable) ;
- PEP Premium - Changement de logiciel comptable – prévu pour 1er janvier 2025 dans le but d'intégrer INFINOE (nouvel Infocentre de la DGFIP visant à consolider les données comptables et budgétaires des opérateurs de l'Etat).

## 1.2 EVENEMENTS POST CLOTURE

Les évènements post-clôture interviennent entre la date de clôture de l'exercice et la date d'arrêté des comptes annuels et sont susceptibles d'avoir un impact sur la situation économique et financière de l'organisme de nature à modifier les états financiers.

Il s'agit par exemple de la comptabilisation d'une provision pour risque et charge ou d'une reprise de provision pour litige.

**Néant pour l'exercice 2023**

## 2 REGLES ET METHODES COMPTABLES

### 2.1 CADRE JURIDIQUE RELATIF A LA PRODUCTION DES COMPTES DE L'AGENCE NATIONALE DU SPORT - REFERENTIEL EN VIGUEUR A LA CLOTURE DE L'EXERCICE - PRESENTATION DES COMPTES

Le cadre juridique régissant la comptabilité de l'Agence nationale du Sport a d'abord été précisé par l'article 27 du texte instituant l'établissement (cf. convention constitutive du groupement d'intérêt public (GIP) en sa version initiale et celle du 10/09/2019 et les arrêtés des 20/04 et 4/10/2019 qui portent leur approbation.

L'Agence est ainsi soumise au régime financier et comptable applicable aux GIP dotés d'un Agent comptable. L'Agence applique les dispositions des titres Ier et III du décret n° 2012-1246 du 07/11/2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique modifié par le décret n° 2017-61 du 23/01/2017 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Les textes à portée législative et réglementaire sont ensuite intervenus :

- Loi n° 2019-812 du 1er août 2019 relative à la création de l'Agence nationale du Sport et à diverses dispositions relatives à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 ;
- Articles L. 112-10 à L. 112-17 du code du sport.

Il convient enfin de souligner les points suivants :

Le Recueil des normes comptables pour les établissements publics (RNCEP), adopté par l'arrêté du 01/07/2015 et modifié par l'arrêté du ministre délégué auprès du ministre de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, pris en date du 19/07/2023 précise notamment le régime financier et comptable des organismes visés à l'article 1er, alinéas 4 à 6 du décret du 07/11/2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique. Applicables à l'Agence depuis le 1er janvier 2016, les dispositions de ce Recueil sont composées de 24 normes comptables.



Les comptes de l'Agence sont établis selon les dispositions de la norme 1 du RNCEP dont les modalités d'application sont précisées par l'instruction comptable commune en sa version du 16/12/2022 BOFIP-GCP-22-0014 pour une application au 01/01/2023 (cf. fascicule n° 1 Modalité de présentation des états financiers dite Norme 1).

Le compte financier 2023 sera communiqué en version dématérialisée à la Cour des comptes selon les modalités habituelles (Infocentre DGFiP).

La tenue des comptes respecte les principes généraux de prudence, de régularité, de sincérité et d'image fidèle de la situation financière de l'établissement.

La présente annexe fait partie intégrante des états financiers. Elle fournit l'ensemble des informations utiles à la compréhension des données du bilan et du compte de résultat. Elle vise l'information du lecteur sur l'évolution du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'établissement.

Son format et contenu est ainsi strictement conforme aux règles en vigueur.

### 3 BILAN

| AGENCE NATIONALE DU SPORT  |                     | BILAN                           |                   |                   |   | GIP Agence nationale du Sport<br>GIP A.N.S.<br>Exercice 2023 |                       |               |
|--|---------------------|---------------------------------|-------------------|-------------------|---|--|-----------------------|---------------|
|  |                     | ACTIF                           |                   |                   | EXERCICE 2022   | PASSIF   |                       |               |
| Intitulé   | EXERCICE 2023       |                                 |                   |                   |   | Intitulé   | EXERCICE 2023         | EXERCICE 2022 |
|  | BRUT                | Amortissements<br>Dépréciations | NET               |                   |   |  |                       |               |
| <b>ACTIF IMMOBILISE</b>  |                     |                                 |                   |                   | <b>FONDS PROPRES</b>                                    |  |                       |               |
| Immobilisations incorporelles  | 1 194 181,08        | 644 096,05                      | 550 085,03        | 512 215,53        | Financements reçus                                      |  |                       |               |
| Immobilisations corporelles  |                     |                                 |                   |                   | Financement de l'actif par l'état                       | 74 600 000,00  | 74 600 000,00         |               |
| Terreins   |                     |                                 |                   |                   | Financement de l'actif par des tiers                    |  |                       |               |
| Constructions  |                     |                                 |                   |                   | Fonds propres des fondations                            |  |                       |               |
| Installations techniques, matériels et outillage   |                     |                                 |                   |                   | Ecart de réévaluation                                   |  |                       |               |
| Collections  |                     |                                 |                   |                   | Reserves  | 9 516 032,52   | 9 516 032,52          |               |
| Biens historiques et culturels   |                     |                                 |                   |                   | Report à nouveau  | 220 674 825,95   | 108 131 100,35        |               |
| Autres immobilisations corporelles   | 590 432,66          | 329 474,67                      | 260 957,99        | 313 298,44        | Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)              | -55 250 169,81   | 112 543 725,60        |               |
| Immobilisations mises en concession  |                     |                                 |                   |                   | Provisions réglementées                                 |  |                       |               |
| Immobilisations corporelles en cours   |                     |                                 |                   |                   | <b>TOTAL FONDS PROPRES</b>                              | <b>249 534 688,66</b>  | <b>304 790 858,47</b> |               |
| Avances et acomptes sur commandes  |                     |                                 |                   |                   | Provisions pour risques et charges                      |  |                       |               |
| Immobilisations grevées de droits  |                     |                                 |                   |                   | Provisions pour risques                                 |  |                       |               |
| Immobilisations corporelles (biens vivants)  |                     |                                 |                   |                   | Provisions pour charges                                 | 037 765,32   | 806 290,40            |               |
| Immobilisations financières  | 14 740,00           |                                 | 14 740,00         |                   | <b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>         | <b>837 765,32</b>  | <b>806 290,40</b>     |               |
| <b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>  | <b>1 799 353,74</b> | <b>973 570,72</b>               | <b>825 783,02</b> | <b>825 513,97</b> | <b>DETTES FINANCIERES</b>                               |  |                       |               |
|  |                     |                                 |                   |                   | Emprunts obligataires                                   |  |                       |               |
|  |                     |                                 |                   |                   | Emprunts souscrits auprès des établissements financiers |  |                       |               |
|  |                     |                                 |                   |                   | Dettes financières et autres emprunts                   |  |                       |               |
|  |                     |                                 |                   |                   | <b>TOTAL DETTES FINANCIERES</b>                         |  |                       |               |
| <b>ACTIF CIRCULANT</b>   |                     |                                 |                   |                   | <b>DETTES NON FINANCIERES</b>                           |  |                       |               |
| Stocks   |                     |                                 |                   |                   | Dettes fournisseurs et comptes rattachés                | 237 216,10   | 68 102,38             |               |
| Créances   |                     |                                 |                   |                   | Dettes fiscales et sociales                             | 386 484,22   | 283 249,31            |               |
| Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques), des organismes internationaux et la Commission européenne |                     |                                 |                   |                   | Avances et acomptes reçus                               |  |                       |               |
| Créances sur les clients et comptes rattachés  | 250 000,00          |                                 | 250 000,00        |                   |   |  |                       |               |

| AGENCE NATIONALE DU SPORT  |                       | BILAN                           |                       |                       |   | GIP Agence nationale du Sport |                       |  |
|--|-----------------------|---------------------------------|-----------------------|-----------------------|---|-------------------------------|-----------------------|--|
|  |                       |                                 |                       |                       |   | GIP A.N.S.<br>Exercice 2023   |                       |  |
| Intitulé   | ACTIF                 |                                 |                       | EXERCICE 2022         | PASSIF  |                               |                       |  |
|  | EXERCICE 2023         | Amortissements<br>Dépréciations | NET                   |                       | Intitulé  | EXERCICE 2023                 | EXERCICE 2022         |  |
| Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)<br>Avances et acomptes versés sur commandes                    |                       |                                 |                       |                       | Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers (dispositifs d'intervention) |                               |                       |  |
| Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers (dispositifs d'intervention)<br>Créances sur les autres débiteurs | 31 844 011,42         |                                 | 31 844 011,42         | 14 358 704,30         | Autres dettes non financières   | 379 713,51                    | 47 265,05             |  |
| Charges constatées d'avance  | 306 378,31            |                                 | 306 378,31            | 218 453,12            | Produits constatés d'avance   |                               |                       |  |
| <b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)</b>   | <b>32 400 389,73</b>  |                                 | <b>32 400 389,73</b>  | <b>14 577 157,42</b>  | <b>TOTAL DETTES NON FINANCIERES</b>   | <b>1 803 423,83</b>           | <b>398 596,74</b>     |  |
| <b>TRESORERIE</b><br>Valeurs mobilières de placement   |                       |                                 |                       |                       | <b>TRESORERIE</b><br>Autres éléments de trésorerie passive                              | 4 754 370,01                  | 225 000,00            |  |
| Disponibilités   | 222 904 075,07        |                                 | 222 904 075,07        | 290 818 074,22        |   |                               |                       |  |
| Autres   |                       |                                 |                       |                       |   |                               |                       |  |
| <b>TOTAL TRESORERIE</b>  | <b>222 904 075,07</b> |                                 | <b>222 904 075,07</b> | <b>290 818 074,22</b> | <b>TOTAL TRESORERIE</b>   | <b>4 754 370,01</b>           | <b>225 000,00</b>     |  |
| Comptes de régularisation  |                       |                                 |                       |                       | Comptes de régularisation   |                               |                       |  |
| Ecart de conversion actif  |                       |                                 |                       |                       | Ecart de conversion Passif  |                               |                       |  |
| <b>TOTAL GENERAL</b>   | <b>257 103 818,54</b> | <b>573 570,72</b>               | <b>256 130 247,82</b> | <b>306 220 745,64</b> | <b>TOTAL GENERAL</b>  | <b>256 130 247,82</b>         | <b>306 220 745,64</b> |  |

Le bilan est une photographie financière de l'Agence au 31/12/2023.

- Dans la colonne de gauche, appelée « Actif », figure tout le patrimoine du groupement, autrement dit tout ce que l'agence possède, à la date d'arrêté des écritures, grâce aux ressources figurant au passif. Les rubriques sont classées de la moins liquide (les immobilisations) en haut, en passant par les stocks, les créances sur les clients et jusqu'à la plus liquide (les disponibilités en caisse) en bas.
- Dans la colonne de droite, appelée « Passif » est fournie la liste des rubriques qui expliquent d'où proviennent les ressources financières dont dispose l'entreprise à la date d'arrêté des écritures comptables. Le classement de ces valeurs est effectué de la plus stable dans le temps, en haut (fonds investis en capital par les actionnaires), à la plus exigible (dettes à quelques jours ou semaines), en bas, en passant par ce qui est encore dû aux banques, aux fournisseurs, aux Impôts... et par ce que l'entreprise a gagné par elle-même : son résultat de l'exercice.

Au vu des règles de comptabilisation, mécaniquement, l'actif est toujours égal au passif, qu'il y ait un bénéfice ou une perte. En effet, la comptabilité est tenue « en partie double », c'est-à-dire que pour enregistrer tout flux financier, il faut inscrire deux montants identiques : un pour expliquer la provenance l'argent et un second pour en expliquer l'utilisation.

### **3.1 REGLES APPLICABLES AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES**

Le régime des amortissements a été fixé par le Conseil d'administration de l'Agence (cf. délibération n° 17-2019 du 24/04/2019 relative à l'adoption du règlement intérieur et financier du groupement).

Les immobilisations acquises sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur la durée probable d'utilisation du bien par l'établissement.

Les biens de faible valeur dont le montant est inférieur à 1 000 € HT ne sont pas immobilisés.

Les durées et taux d'amortissement actuellement en vigueur sont les suivants :

- Logiciels acquis ou sous-traités : deux ans (50%),
- Matériel de bureau : cinq ans (20%),
- Matériels informatiques : quatre ans (25%),
- Mobilier : 15 ans (10%).

En 2023, l'actif de l'Agence s'élève à 1,8 M€ soit une augmentation de 37,6% (+499 K€) par rapport à 2022, qui s'explique notamment par les acquisitions d'immobilisations corporelles.

Il s'agit plus particulièrement de logiciels acquis pour un montant de 467 K€ :

- Lots du logiciel Infrasport pour les Equipements sportifs ;
- Immonet pour la gestion de l'actif de l'Agence ;
- Acquisition du module Marchés de Sirepa.

On note toutefois une baisse marquée des acquisitions des immobilisations corporelles qui passent de 64 K€ en 2022 à 17 K€ en 2023.

Les sorties d'immobilisations s'élèvent à 8 K€ suite à la mise au rebus ou sortie de biens mobiliers corporels moins importante par rapport à l'exercice 2022 (28 K€). Les inventaires physique et comptable ont été rapprochés au 31/12/2023.

Le solde net des amortissements de l'année 2023 est de 491,4 K€ contre 182,4 K€. Cette forte augmentation est due à la courte durée d'amortissement des logiciels acquis (2 ans).

L'actif brut se trouve ainsi valorisé à 1,8 M€ contre 1,307 M€ en 2022.

### - Etat des immobilisations

| AGENCE NATIONALE DU SPORT            |                                     | TABLEAU DES IMMOBILISATIONS |             |                                     | GIP Agence nat Sport<br>GIP A.N.S.<br>Exercice 2023 |  |
|--------------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------|-------------|-------------------------------------|---|--|
| Rubriques et postes                  | Valeur brute au début de l'exercice | Augmentations               | Diminutions | Valeur brute à la fin de l'exercice |   |  |
| Immobilisations incorporelles        | 726 593,80                          | -467 187,28                 |             | 1 194 181,08                        |   |  |
| Immobilisations corporelles          | 500 605,48                          | 17 817,53                   | 7 990,35    | 500 432,66                          |   |  |
| Immobilisations corporelles en cours |                                     | 14 740,00                   |             | 14 740,00                           |   |  |
| Immobilisations financières          |                                     |                             |             |                                     |   |  |
| TOTAL                                | 1 227 199,28                        | 499 744,81                  | 7 990,35    | 1 795 353,74                        |   |  |

## - Etat des amortissements

| AGENCE NATIONALE DU SPORT     |   | TABLEAU DES AMORTISSEMENTS              |   |   | GIP Agence nat Sport<br>GIP A.N.S.<br>Exercice 2023 |
|-------------------------------|---|---|---|---|---|
| Rubriques et postes           | Amortissements cumulés au début de l'exercice | Augmentations (dotations de l'exercice) | Diminutions (amortissements affectés aux éléments de facilités) | Amortissements cumulés à la fin de l'exercice |   |
| Immobilisations incorporelles | 214 778,27                                    | 429 317,78                              |   | 644 096,05                                    |   |
| Immobilisations corporelles   | 267 307,04                                    | 70 157,96                               | 7 990,35  | 329 474,67                                    |   |
| Immobilisations financières   |   |   |   |   |   |
| <b>TOTAL</b>                  | <b>482 085,31</b>                             | <b>499 475,74</b>                       | <b>7 990,35</b>   | <b>973 576,72</b>                             |   |

### 3.2 REGLES APPLICABLES AUX IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Des immobilisations financières ont été comptabilisées pour 14,7 K€, qui correspondent à 2 dépôts de garanties suite à la réservation de logements pour les personnels de l'Agence lors des JOP.

### 3.3 REGLES APPLICABLES AUX CREANCES ET DETTES D'EXPLOITATION

Les créances et dettes d'exploitation sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances douteuses sont des créances certaines dans leur principe que l'Agence détiendrait à l'encontre de tiers dont la solvabilité apparaît douteuse.

Leur traitement comptable est régi par les dispositions suivantes :

- Les créances sont inscrites au compte 416 « Clients douteux » pour leur montant Toutes Taxes Comprises.
- La provision correspondante est passée au compte 491 « Provision pour dépréciation des créances » pour le montant Toutes Taxes Comprises.
- Les avances sur créances d'interventions sont inscrites au compte 46792 « Avances interventions équipements »

- Tableau des échéances des créances et des dettes

| AGENCE NATIONALE DU SPORT   |                      | TABLEAU DES CRÉANCES ET DES DETTES |               |   |                     | GIP Agence nat Sport<br>GIP A.N.S.<br>Exercice 2023 |                 |             |  |
|---|----------------------|------------------------------------|---------------|---|---------------------|---|-----------------|-------------|--|
| Rubriques et postes   | CRÉANCES             |                                    |               |   | Intitulés           | DETTES  |                 |             |  |
|   | Montant net au bilan | Degré de liquidité de l'actif      |               | Montant net au bilan  |                     | Degré d'exigibilité du passif                       |                 |             |  |
|   |                      | Échéances                          |               |   |                     | Échéances   |                 |             |  |
|   |                      | à au plus 1 an                     | à plus d'1 an |   | à au plus 1 an      | à plus d'1 an et 5 ans au plus                      | à plus de 5 ans |             |  |
| Créances de l'actif immobilisé  |                      |                                    |               | Dettes financières  |                     |   |                 |             |  |
| - Créances rattachées à des participations  |                      |                                    |               | - Emprunts obligataires   |                     |   |                 |             |  |
| - Pôles   |                      |                                    |               | - Emprunts souscrits auprès des établissements financiers                               |                     |   |                 |             |  |
| - Autres créances immobilisées  |                      |                                    |               | - Dettes financières et autres emprunts   |                     |   |                 |             |  |
| Créances de l'actif circulant   |                      |                                    |               | Dettes non financières  |                     |   |                 |             |  |
| - Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques), des organismes internationaux, et la Commission européenne |                      |                                    |               | - Dettes fournisseurs et comptes rattachés  | 237 216,10          | 237 216,10  |                 |             |  |
| - Créances clients et comptes rattachés   | 250 000,00           | 250 000,00                         |               | - Dettes fiscales et sociales   | 386 434,22          | 386 434,22  |                 |             |  |
| - Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)   |                      |                                    |               | - Avances et acomptes reçus   |                     |   |                 |             |  |
| - Avances et acomptes versés sur commandes  |                      |                                    |               | - Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (déposits d'intervention) |                     |   |                 |             |  |
| - Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (déposits d'intervention)   |                      |                                    |               | - Dettes liées au prélèvement sur ressources accumulées                                 |                     |   |                 |             |  |
| - Créances sur les autres débiteurs   | 1 750 853,02         | 1 750 853,02                       |               | - Autres dettes non financières   | 379 713,51          | 379 713,51  |                 |             |  |
| - Avances versées sur dépenses d'interventions  | 30 093 158,40        | 30 093 158,40                      |               | - Produits constatés d'avance   |                     |   |                 |             |  |
| - Charges constatées d'avance   | 306 378,31           | 306 378,31                         |               |   |                     |   |                 |             |  |
| <b>TOTAL</b>  | <b>32 409 389,73</b> | <b>32 409 389,73</b>               | <b>0,00</b>   | <b>TOTAL</b>  | <b>1 803 423,63</b> | <b>1 803 423,63</b>                                 | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b> |  |

Le montant des créances s'élève à 32,4 M€ en 2023 contre 14,5 M€ au 31/12/2022.

Le montant significatif des « avances versées sur dépenses d'interventions » d'un montant de 30 M€ correspond aux avances sur dépenses d'interventions destinées à financer les équipements sportifs des porteurs de projets publics et privés. Ces avances sont versées sur demande des porteurs de projets justifiant d'un démarrage des travaux. Tant que les bénéficiaires de subventions n'ont pas fourni de facture justifiant la réalisation et paiement des travaux, elles constituent pour le groupement, une créance envers ces porteurs de projets. Celles-ci sont récupérées au fil des demandes de paiements présentées sur factures en fonction de l'avancement des travaux.

Les « autres créances sur les autres débiteurs », d'un montant de 1,7 M€ sont en forte augmentation par rapport à 2022 (71 K€).

Elles sont composées de :

- 1,4 M€ liés à la signature d'une convention Fédération de football dans le cadre du fonds d'aide au football amateur (FAFA) dont le versement est prévu en 2024 ;
- 242,3 K€ dont 241 K€ correspondent à des prélèvements Urssaff de charges liées aux aides personnalisées versées, sur le 2ème semestre 2023, aux sportifs de haut niveau. Ces prélèvements étant intervenus le 29 décembre 2023, ils n'ont pas pu être pris en charge sur l'exercice 2023 ;
- 61,8 K€ relatifs à divers titres de recettes liés à des reversements de subventions de fonctionnement pris en charge fin 2023, à l'exception d'un titre de 2022 d'un montant de

25 K€. Ces créances sont cependant en légère baisse de 10 K€, passant à 61,8K€ contre 71 K€ en 2022.

Par ailleurs, la somme de 21 K€ correspondant à une créance sur la commune de Grigny (69), a été encaissée en janvier 2024. Le solde à recouvrer s'élève donc à 40 K€ environ à mi-janvier 2024.

D'autre part, les charges constatées d'avance (306 K€ contre 218 K€ en 2022) concernent notamment le loyer des locaux occupés par l'Agence, et les charges locatives du premier trimestre 2024, réglés par avance en décembre 2023 (188 K€ contre 175 K€ en 2022) et un abonnement au logiciel « tableau software » pour 50 K€, ainsi que divers abonnements et fluides.

En outre, un produit à recevoir de 250 K€ a été constaté afin de rattacher à l'exercice 2023, la convention « Du stade vers l'emploi 2023 » signée avec le Fonds de dotation Paris 2024, reçue tardivement à l'Agence comptable.

Quant aux dettes (1 M€ contre 400 K€ en 2022), elles sont en très forte augmentation (+ 150%).

Elles se décomposent comme suit :

- Les dettes fournisseurs et comptes rattachés (237,2 K€) correspondent à quelques factures reçues en fin d'année qui seront réglées début 2024 et surtout, aux charges à payer à comptabiliser (CAPAC), notamment pour 160 K€ (Infrasport et OSIRIS) ;
- Les charges fiscales et sociales (386,5 K€ contre 283 K€ en 2022) dues au 31/12/2023, et payable en 2024, sont constituées de charges de personnel à payer (congrés payés, CET, et taxes sur les salaires pour 71 K€). Cette hausse de 103 K€ s'explique notamment par un nombre plus important de congés payés et CET reportés ou indemnisés, ajouté à l'augmentation de la valorisation du coût journalier de l'indemnisation du CET (135 à 150 € pour un cadre A par ex.) ;
- L'augmentation des autres dettes non financières (379,7 K€ contre 47 K€ en 2022) trouve principalement son explication dans le transfert de la gestion des aides personnalisées du CNOSF à l'Agence au 1<sup>er</sup> janvier 2023. Elles sont constituées de charges à payer à comptabiliser (CAPAC) relatives aux contributions sociales et fiscales liées à ce dispositif ;
- 47 K€ concernent des virements à recréditer suite à des rejets de virements (comptes fermés ou coordonnées bancaires erronées, etc.) et de recettes perçues en fin d'année avant émission du titre (78 K€).

### **3.4 CHARGES A PAYER / VARIATIONS EXERCICES 2022 ET 2023**

Le tableau de suivi des charges à payer met en évidence leurs évolutions par nature de charges.

|                           | 2022         | 2023        |
|---------------------------|--------------|-------------|
| <b>Frais de structure</b> | 351 351,69 € | 862 980,97€ |

|                      |                     |                    |
|----------------------|---------------------|--------------------|
| Equipement DDPS/DHPS | 0,00 €              | 0,00€              |
| <b>Total</b>         | <b>351 351,69 €</b> | <b>862 980,97€</b> |

Plusieurs facteurs expliquent la hausse des charges à payer 2023 (+511,6 K€) liée notamment à l'activité croissante de l'Agence notamment avec le transfert de la gestion des aides personnalisées (AP) versées aux sportifs de haut niveau :

- Charges fiscales et sociales liées aux AP (249,7 K€) ;
- Nombre important des factures non parvenues des fournisseurs (260 K€ contre 78 K€ en 2022, dont 110 K€ pour Infrasport et 60 K€ pour dépenses OSIRIS TMA-TME) ;
- Charges à payer liées aux CP/CET reportés ou monétisés (280 K€ contre 185 K€ en 2022).

### 3.5 REGLES APPLICABLES AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges sont constituées lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Existence d'une obligation envers un tiers à la date de clôture ;
- Sortie de ressources certaine ou probable à la date d'arrêté des comptes et sans contrepartie équivalente ;
- Possibilité d'estimer le montant de la provision avec une fiabilité suffisante.

Les provisions pour dépréciation sont la constatation comptable d'un amoindrissement de la valeur d'un élément d'actif résultant de causes dont les effets ne sont pas jugés irréversibles, les dépréciations s'inscrivent au bilan en diminution de la valeur des postes de l'actif auxquels elles correspondent.

#### - Tableau des provisions pour dépréciations

| AGENCE NATIONALE DU SPORT          |                                   | TABLEAU DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS |                        |                                  | GIP Agence nat Sport<br>GIP A.N.S.<br>Exercice 2023 |
|------------------------------------|-----------------------------------|---|------------------------|----------------------------------|---|
| Rubriques et postes                | Solde à l'ouverture de l'exercice | Dotations de l'exercice                 | Reprises de l'exercice | Solde à la clôture de l'exercice |   |
| Provisions réglementées            |                                   |   |                        |                                  |   |
| Provisions pour risques et charges | 806 290,40                        | 31 474,92                               |                        | 837 765,32                       |   |
| Provisions pour dépréciation       |                                   |   |                        |                                  |   |
| <b>TOTAL</b>                       | <b>806 290,40</b>                 | <b>31 474,92</b>                        | <b>0,00</b>            | <b>837 765,32</b>                |   |

31,4 K€ contre 227 K€ en 2022, ont été provisionnés pour couvrir les charges potentielles liées au stock de compte épargne temps (CET), non monétisé.

Cette forte baisse s'explique par une dynamique moins forte du report des CET en comparaison avec les exercices 2021/2022 et dans une moindre mesure, par l'augmentation du coût journalier de l'indemnisation des jours CET par agent en 2023 (arrêté du 23 novembre 2023).

Le différentiel de report de jours de CET entre 2022 et 2023 est de 128 alors qu'il s'établissait à 261 jours entre 2021 et 2022, soit une baisse de plus du double.

### **3.6 LES DISPONIBILITES**

Les disponibilités désignent toutes les formes de trésorerie dont l'Agence est capable de disposer instantanément et font partie de son actif circulant susceptible d'être mobilisé à moins d'un an.

En 2023, le solde de la trésorerie du groupement, dont les fonds sont détenus à la DRFIP IDF, s'élève à 222,8 M€ contre 290,8 M€ en 2022, soit une baisse de 68 M€.

Cela s'explique par un dynamisme accru des paiements couplé au décalage du versement différé par le Ministère des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques des 96 M€ du Plan 5000 Terrains de Sports, et au non-recouvrement de 11 M€ des droits TV prévu par la loi de Finances pour 2023.

## **4 LE COMPTE DE RESULTAT**

Le compte de résultat est le baromètre de l'activité d'une entité en un exercice comptable. Il regroupe sur un an l'ensemble des enrichissements et des appauvrissements. Si les revenus sont supérieurs aux charges, l'entité est bénéficiaire. Il se décompose selon une triple distinction au niveau des opérations : celles relatives à l'activité économique courante, c'est le résultat d'exploitation ; celles relatives aux incidences de la gestion financière, c'est le résultat financier ; celles relatives aux opérations exceptionnelles, c'est le résultat exceptionnel.

Compte tenu de spécificité missions de l'Agence nationale du Sport, le compte de résultat se décompose en fonction de ses activités de fonctionnement, d'intervention et financières.



| AGENCE NATIONALE DU SPORT   |                      | COMPTES DE RESULTAT  |   | GIP Agence nationale du Sport |                |
|---|----------------------|----------------------|---|-------------------------------|----------------|
|   |                      |                      |   | GIP A.N.S.                    |                |
|   |                      |                      |   | Exercice 2023                 |                |
| CHARGES   |                      |                      | PRODUITS  |                               |                |
| Intitulé  | EXERCICE 2023        | EXERCICE 2022        | Intitulé  | EXERCICE 2023                 | EXERCICE 2022  |
| <b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>  |                      |                      | <b>PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>   |                               |                |
| Achats  |                      |                      |   |                               |                |
| Consommation de marchandises et approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de services par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation des stocks | 4 767 496.17         | 4 243 338.04         | <b>Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)</b>  |                               |                |
|   |                      |                      | Subventions pour charges de service public  | 7 048 761.00                  | 6 121 189.00   |
| Charges de personnel  |                      |                      | Subventions de fonctionnement en provenance de l'état et des autres entités publiques   | 151 689 789.00                | 142 062 904.00 |
| Salaires, traitements et rémunérations diverses   | 4 636 291.68         | 4 229 627.75         | Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'état et des autres entités publiques | 29 269 055.00                 | 179 960 000.00 |
| Charges sociales  | 2 096 837.22         | 1 972 648.58         | Dons et legs  | 10 739 001.00                 | 3 350 000.00   |
| Intéressement et participation  |                      |                      | Produits de la fiscalité affectée   | 148 369 328.64                | 154 315 208.64 |
| Autres charges de personnel   | 160 826.90           | 138 848.00           |   |                               |                |
| Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances incouvrables)   | 768 220.77           | 670 090.73           | <b>Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)</b>  |                               |                |
| Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés   | 530 950.68           | 434 577.69           | Ventes de biens ou prestations de services  |                               |                |
| <b>TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>  | <b>12 960 622.42</b> | <b>11 689 130.75</b> | Produits de cessions d'éléments d'actif   |                               |                |
| <b>CHARGES D'INTERVENTION</b>   |                      |                      | Autres produits de gestion  | 5 496 299.66                  | 1 461 217.12   |
| Dispositif d'intervention pour compte propre  |                      |                      | Production stockée et immobilisée   |                               |                |
| Transferts aux ménages  | 7 675 154.37         | 8 088 000.00         | Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public   |                               |                |
| Transferts aux entreprises  | 1 940 057.74         | 729 940.05           | <b>Autres produits</b>  |                               |                |
| Transferts aux collectivités territoriales  | 98 749 166.32        | 60 139 564.36        | Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)   |                               | 5 500.00       |
| Transferts aux autres collectivités   | 286 543 414.26       | 294 105 557.96       | Reprises du financement rattaché à un actif   |                               |                |
| Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme   |                      |                      |   |                               |                |

| AGENCE NATIONALE DU SPORT   |                       | COMPTES DE RESULTAT   |  | GIP Agence nationale du Sport |                       |
|---|-----------------------|-----------------------|--|-------------------------------|-----------------------|
|   |                       |                       |  | GIP A.N.S.                    |                       |
|   |                       |                       |  | Exercice 2023                 |                       |
| CHARGES   |                       |                       | PRODUITS   |                               |                       |
| Intitulé  | EXERCICE 2023         | EXERCICE 2022         | Intitulé   | EXERCICE 2023                 | EXERCICE 2022         |
| Dotations aux provisions et dépréciations                                 |                       |                       |  |                               |                       |
| <b>TOTAL CHARGES D'INTERVENTION</b>                                       | <b>394 907 781.69</b> | <b>363 063 062.37</b> | Rapport des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations) |                               |                       |
| Engagements à réaliser sur fonds dédiés (Fondations)                      |                       |                       |  |                               |                       |
| <b>TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION</b>                  | <b>407 868 404.11</b> | <b>374 752 193.16</b> | <b>TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>                                    | <b>352 612 234.30</b>         | <b>487 295 918.76</b> |
| <b>CHARGES FINANCIERES</b>  |                       |                       | <b>PRODUITS FINANCIERS</b>   |                               |                       |
| Charges d'intérêt   |                       |                       | Produits des participations et des prêts                                   |                               |                       |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement            |                       |                       | Produits nets sur cessions des immobilisations financières                 |                               |                       |
| Pertes de change  |                       |                       | Intérêts sur créances non immobilisées                                     |                               |                       |
| Autres charges financières  |                       |                       | Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie           |                               |                       |
| Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières |                       |                       | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement              |                               |                       |
|   |                       |                       | Gains de change  |                               |                       |
|   |                       |                       | Autres produits financiers   |                               |                       |
|   |                       |                       | Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières       |                               |                       |
| <b>TOTAL CHARGES FINANCIERES</b>  | <b>0.00</b>           | <b>0.00</b>           | <b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS</b>   | <b>0.00</b>                   | <b>0.00</b>           |
| Impôt sur les sociétés  |                       |                       |  |                               |                       |
| <b>RESULTAT DE L'ACTIVITE ( B E N E F I C E )</b>                         |                       | <b>112 543 725.60</b> | <b>RESULTAT DE L'ACTIVITE ( P E R T E )</b>                                | <b>55 256 169.81</b>          |                       |
| <b>TOTAL CHARGES</b>  | <b>407 868 404.11</b> | <b>487 295 918.76</b> | <b>TOTAL PRODUITS</b>  | <b>407 868 404.11</b>         | <b>487 295 918.76</b> |

Les produits de l'établissement proviennent principalement des versements affectés par les lois de finances au titre du programme 219 (cf. en particulier l'article 46 de la loi de finances 2012 n° 2011-1977 du 28/12/2011 qui dispose du montant plafonné des ressources brutes affectées).

Ils sont globalisés pour l'exploitation générale de l'Agence (dépenses de personnel, d'intervention, de fonctionnement et d'investissement).

Les charges du groupement sont réparties entre les dépenses de la structure pour son fonctionnement et celles d'interventions au profit des différents acteurs du sport subventionné.

### 4.1 REGLES APPLICABLES AUX PRODUITS DE LA FISCALITE AFFECTEE

Conformément à l'Instruction Comptable Commune 2023 BOFIP-GCP-22-0014 du 16/12/2022, les produits de la fiscalité affectée sont à enregistrer en subdivisions du compte 7571 « Taxes affectées » par les comptes 75711, 75713, 75714, 75715.

Au titre de l'exercice 2023 les produits comptables de la fiscalité affectée s'élèvent à 148 M€ contre 154 M€ en 2022, soit une baisse de 6 M€, qui concerne les droits de retransmission TV.

La ventilation de ces produits est la suivante (chiffres en €).

|   | Exercice 2023         | Exercice 2022         | Variation             |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
|   | Agence                | Agence                | 2022/2023             |
| Produits prélèvement principal FdJ          | 68 970 240,00         | 68 970 240 ,00        | -                     |
| Produits droits de retransmission TV        | 46 183 088,64         | 52 128 968,64         | - 5 945 879,64        |
| Produits paris sportifs FdJ                 | 9 666 492,48          | 9 710 002,56          | - 43 510,08           |
| Produits paris sportifs en ligne autres Fdj | 23 549 507,52         | 23 505 997,44         | 43 510,08             |
| <b>Total</b>                                | <b>148 369 328,64</b> | <b>154 315 208,64</b> | <b>- 5 945 879,64</b> |

### 4.2 REGLES APPLICABLES AUX SUBVENTIONS

#### ○ Subvention pour charges de service public (SCSP)

La SCSP constitue une subvention présentant un caractère annuel et destinée à financer les charges de fonctionnement de l'Agence dans le cadre de l'exécution des politiques publiques relevant de sa compétence directe.

Elle est comptabilisée aux comptes 741101 et s'élève à 7 M€ contre 6,1 M€ en 2022. Cette recette a été versée par le Ministère des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques au groupement par virement en avril 2023.

### ○ Subventions de fonctionnement Etat autre que SCSP

Les autres subventions de fonctionnement, annuelles ou pluriannuelles, en provenance de l'Etat sont destinées à financer les différents dispositifs relevant de la compétence de l'Agence. Comptabilisées au compte 741102, elles s'élèvent en 2023 à 151,7 M€ contre 142 M€ en 2022. Ces subventions ont fait l'objet de deux virements bancaires en avril pour 148,5 M€ et en décembre 2023 pour 3,2M€, par le Ministère des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques.

### ○ Produits d'intervention pour compte propre

Ces produits correspondent aux fonds reçus issus du Ministère des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques, au titre de l'intervention pour compte propre subdivisé en fonction des catégories de bénéficiaires finaux (PICP). Perçus en deux versements en novembre et décembre 2023, et enregistrés au compte 75733, ils s'élèvent à 29,3 M€ contre 180 M€ en 2022.

Ils se composent comme suit :

- Subvention Etat au titre du Plan de relance rénovation thermique (18,2M€)
- Subvention Etat au titre de la prise en gestion des équipements du COJOP (8 M€)
- Subvention Etat au titre de la mise en place dispositif Cours d'écoles actives (950 K€).
- Subvention Etat au titre du dispositif Fonds audio (950 K€)
- Subvention Etat au titre du dispositif Job- dating- contrats de développement (646 K€)

La baisse (- 150,7 M€) provient notamment :

- du décalage de calendrier du versement du financements de l'Etat du Plan 5000 Terrains de sports (-96 M) ;
- de la non reconduction de l'abondement relatif au soutien de l'emploi des jeunes (-20 M€)
- de la baisse de financement Plan de relance Rénovation thermique et transition énergétique (- 19,5 M€) ;
- de la fin du financement des équipements CPJ (- 11 M€).

Cela explique en partie le résultat comptable 2023 déficitaire de 55,2 M€ contre un bénéfice de 112,5 M€ en 2022, les recettes encaissées ayant augmenté moins vite que les dépenses réalisées.

### 4.3 LE MECENAT ET LES PARTENARIATS

Les produits de mécénats et partenariats sont enregistrés au compte 7542 pour 10,7 M€, contre 3,3 M€ en 2022, soit une hausse de 7,4 M€ composés comme suit :

- Fédération française de football (FFF) 3,5 M€ ;
- GIP France 2023 (Emploi Campus 2023) 3 M€ ;
- Fonds de dotation Paris 2024 (Impact 2024-Savoir Nager) 1,9 M€.
- CNOSF (Fonds audio- Impact 2024- Contrats de développements) 1 M€ ;
- FdJ (Gagner du terrain/Impact 2024) 475 K€;
- CPSF (Impact 2024) 200 K€;
- Fonds de dotation Paris 2024 (Convention du Stade vers l'emploi) 250 K€ ;
- Nike 214 K€
- Medef 100 K€
- COJO Savoir Nager 100 K€

### 4.4 PRODUITS A RECEVOIR

Un produit à recevoir est une écriture de régularisation de fin d'exercice qui permet le rattachement du produit à l'exercice au cours duquel le droit a été acquis (N) lorsque le titre de recette est émis et recouvré en N+1 mais concerne un droit acquis en N.

Un produit à recevoir de 250 K€ a été enregistré au compte 7542 à la suite de la réception tardive de la convention de financement liant le groupement au Fonds de dotation Paris 2024 dans le cadre du partenariat autour du dispositif « Du stade vers l'emploi 2023 ».

### 4.5 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

En application du principe de rattachement des charges à l'exercice, un produit constaté d'avance est une écriture de régularisation de fin d'exercice qui permet de rattacher un produit, presque toujours et en quasi-totalité un élément de la fiscalité affectée, à l'exercice suivant.

En d'autres termes, un produit constaté d'avance correspond à un produit comptabilisé pendant l'exercice comptable mais qui relève de l'exercice comptable suivant.

**Néant pour l'exercice 2023**

### 4.6 LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Les charges de fonctionnement s'élèvent à 12,6 M€ en 2023 contre 11,6 M€ sur l'exercice précédent, dont 4,7 M€ d'achats de marchandises et de prestation de services contre 4,2 M€ en 2022.

Cette augmentation (+ 1 M€), s'explique notamment :

- par la hausse de la masse salariale et des charges afférentes, liées en partie, aux mesures gouvernementales d'augmentation en 2023 de la rémunération des agents publics (+530 K€) ;
- par une augmentation des dépenses courantes de l'Agence, principalement celles liées aux prestations informatiques passant de 973 K€ en 2022 à 1,5 M€ en 2023 ;
- par les effets de l'inflation qui a fait croître les autres dépenses de structures de presque 100K€ ;
- par la relative croissance des dotations aux amortissements constituées pour le stock d'immobilisations acquises jusqu'en 2023.

### 4.7 LES CHARGES D'INTERVENTION

S'élevant à 394,9 M€ contre 363 M€ en 2022 (+8.77 %), les charges d'intervention sont réparties comme suit :

- Subventions aux ménages (aides aux sportifs): 7,6 M€ (8 M€ en 2022);
- Subventions aux entreprises (mesures emplois) : 1,9 M€ (730 K€ en 2022) K€ ;
- Subventions aux collectivités territoriales: 98,7 M€ (60,1 M€ en 2022) ;
- Subventions aux autres collectivités (associations, fédérations...) 286,5 M€ (294,1 M€ en 2022).

Alors que les transferts aux autres collectivités locales et les aides aux sportifs de haut niveau connaissent une baisse respectivement de 2,57% et 5,10%, les autres dépenses d'intervention (aides aux collectivités territoriales et transferts aux entreprises ont significativement augmenté (+64,20 % et 165,78%) par rapport à l'exercice 2022.

### 4.8 ADMISSIONS EN NON-VALEUR ET REMISES GRACIEUSES

Des créances, pour un montant total de onze mille deux-cent euros (11 200 €) sur les débiteurs mentionnés dans le tableau ci-dessous, dues au titre du reversement des subventions attribuées en 2019 dans le cadre des projets sportifs territoriaux, ont été admises en non-valeur en 2023, toutes les poursuites exercées à l'encontre de ces débiteurs s'étant révélées infructueuses.

| Date d'émission | Nom du client                          | N° de titre | Objet du titre SIREPA  | Montant du titre |
|-----------------|--|-------------|--|------------------|
| 05/04/2022      | ANGLES BLANCS ATHLETISME DE SAINT-PAUL | 0000086     | REVERSEMENT PSF 2019<br>ACTION : CROSS DE L'ETANG SAINT-PAUL   | 1 500,00         |
| 05/04/2022      | BADMINTON CLUB BENEDICTIN              | 0000088     | REVERSEMENT PSF 2019<br>ACTION : STAGE DE PREPARATION AUX COMPETITIONS   | 2 000,00         |
| 05/04/2022      | UNION JEUNESSE CLERMontoISE (UJC)      | 0000084     | REVERSEMENT PSF 2019<br>ACTION : MISE EN PLACE D'ACTIVITES SPORTIVES, SOCIO-EDUCATIVES POUR UNE MEILLEURE INSERTION SOCIALE PAR LE SPORT ET ACCES A LA CITOYENNETE | 1 500,00         |
| 05/04/2022      | UNION SPORTIVE LIMOGES BASTIDE - USLB  | 0000089     | REVERSEMENT PSF 2019<br>ACTION : RENFORCER LE ROLE SOCIO-EDUCATIF DU FOOTBALL  | 700,00           |
| 05/04/2022      | ASSOCIATION DES JEUNES DE KANI KELI    | 0000094     | REVERSEMENT PSF 2019<br>ACTION : LA PREVENTION DE LA MORT SUBITE DU SPORT  | 1 000,00         |
| 05/04/2022      | COMITE PROVINCIAL SUD DE FOOTBALL      | 0000095     | REVERSEMENT PSF 2019<br>ACTION : ORGANISATION DE PLATEAUX SPORTIFS DEDIES AUX CATEGORIES JEUNES  | 3 000,00         |
| 05/04/2022      | RUGBY CLUB QUINT-FONSEGRIVES (R.C.Q.F) | 0000104     | REVERSEMENT PSF 2019<br>ACTION : SOUTIEN ET RENFORCEMENT DE L'EDR  | 1 500,00         |
|                 |  |             | TOTAL  | 11 200,00        |

## 5 CHANGEMENTS DE REGLES ET DE METHODES COMPTABLES - COMPARABILITE DES COMPTES

Néant pour l'exercice 2023

## 6 NOTES ANNEXES

### NOTE 1 - Immobilisations financières

Des immobilisations financières ont été constatées au compte 275 lorsque le groupement a versé deux dépôts de garantie pour 14 740 € dans le cadre du contrat de sous-location de logements conclu en vue de l'hébergement de certains de ses personnels lors des Jeux olympiques et paralympiques Paris 2024.

### NOTE 2 - Valeurs mobilières de placement et certificats de dépôt

L'article 197 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique précise les conditions de tenue et de rémunération des disponibilités des établissements publics. Les dispositions en vigueur jusqu'au 23/01/2017 sont les suivantes :

*I) Sur autorisation délivrée par le ministre chargé de l'économie et le ministre chargé du budget et par dérogation à l'article 47, les organismes peuvent déposer leurs fonds à la Banque de France dans les conditions prévues par l'article L. 141-8 du code monétaire et financier, ou dans un établissement de crédit.*

*II) Les fonds déposés au Trésor par les organismes ne bénéficient d'aucune rémunération.*

*Toutefois, sur autorisation expresse des ministres chargés de l'économie et du budget, ou s'agissant des fonds libres provenant de libéralités ou d'aliénation d'éléments du patrimoine, ces dépôts peuvent être placés :*

*1° Sur un ou plusieurs comptes à terme ouverts auprès du Trésor ;*

*2° Sur un compte de placement rémunéré ouvert auprès du Trésor ;*

*3° En titres libellés en euros, détenus directement, émis ou garantis par les Etats membres de l'Union européenne ou les autres Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen.*

*Les modalités de fonctionnement du compte à terme et du compte de placement rémunéré sont fixées par arrêté conjoint des ministres chargés de l'économie et du budget.*

*III) Les autorisations ministérielles délivrées en application du I et du II sont valables pour une durée maximale de trois ans.*

Les fonds de l'Agence déposés au Trésor (DRFiP Ile-de-France) ne bénéficient ainsi d'aucune rémunération.

### Néant pour l'exercice 2023

#### **NOTE 3 - Engagements hors bilan**

Ces engagements, qui ne sont pas encore traduits en comptabilité générale, peuvent avoir une influence sur la situation financière de l'organisme.

Il s'agit notamment des engagements donnés qui répondent à la définition des passifs éventuels à savoir les obligations potentielles de l'organisme à l'égard de tiers résultant d'évènements dont l'existence sera confirmée par la survenance ou non d'un ou plusieurs évènements futurs qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'organisme : cf. fascicule n° 13 de l'instruction comptable commune relatif aux engagements à mentionner dans l'annexe (application de la norme 13 du RNCEP). En d'autres termes, l'engagement hors bilan est constaté même si les conditions du service fait ne sont pas réalisées dans leur totalité.

Le tableau de synthèse infra met en évidence les engagements pluriannuels de l'Agence constatés au 31/12/2023.

| Opération | Nature                                    | Coût total de l'opérateur | EXECUTION 2023                  |                       |                         |                                  |                      |                        | RàP réels au 31/12/2023 |
|-----------|---|---------------------------|---------------------------------|-----------------------|-------------------------|----------------------------------|----------------------|------------------------|-------------------------|
|           |   |                           | AE ouvertes sur années < à 2023 | AE consommées en 2023 | TOTAL des AE consommées | CP consommés sur années < à 2023 | CP consommés en 2023 | TOTAL des CP consommés |                         |
|           |   | A                         | B                               | C                     | D=A+C                   | E                                | F                    | G=D+F                  | H=G+B                   |
|           | Aides aux projets d'équipement DDPS       | 1 387 499 392             | 825 846 546                     | 163 158 047           | 989 004 592             | 528 055 471                      | 98 689 902           | 626 735 432            | 162 249 160             |
|           | Financements au plus territorial DDPS     | 335 036 419               | 225 941 064                     | 3 037 785             | 228 978 849             | 225 941 064                      | 3 037 785            | 228 972 849            | 6 000                   |
|           | Autres financements au plus national DDPS | 238 685                   | 0                               | 238 685               | 238 685                 | 0                                | 190 235              | 190 235                | 48 450                  |
|           | Financements au plus national DHPS        | 1 869 380                 | 0                               | 1 869 380             | 1 869 380               | 0                                | 1 825 568            | 1 825 568              | 43 814                  |
|           | Aides aux projets d'équipement DHPS       | 93 768 332                | 91 810 146                      | 1 058 206             | 93 768 332              | 46 880 820                       | 15 981 902           | 62 872 722             | 30 895 630              |
|           | Frais de structure                        | 10 892 250                | 7 339 137                       | 3 553 093             | 10 892 250              | 3 162 530                        | 3 419 540            | 8 662 073              | 2 290 133               |
|           | <b>TOTAL GENERAL</b>                      | <b>1 729 304 459</b>      | <b>1 150 936 893</b>            | <b>173 815 197</b>    | <b>1 324 752 099</b>    | <b>806 069 885</b>               | <b>123 148 996</b>   | <b>929 218 881</b>     | <b>395 533 209</b>      |

La dette hors bilan de l'Agence, tous engagements confondus, s'élève ainsi à un montant **total de 395,5 M€**, alors que le montant prévisionnel des restes à payer qui figurait au BR2-2023 s'élevait à **376,7 M€**, soit **18,8 M€** de plus.

Elle est également en augmentation de **40,4 M€** par rapport aux RàP constatés au 31/12/2022. Pour mémoire, le niveau total des engagements constatés au 31/12/2022 se chiffrait à **355,1 M€**.

La dette hors bilan de l'Agence, subventions d'équipements, s'élève à un montant total de **393,1 M€** dont 363,2 M€ sur le pôle Développement des pratiques et 30,9 M€ en Haute performance. Les RàP « Equipements » représentent 99,39 % du total des engagements hors bilan.

Cette hausse doit être relativisée, les nouveaux engagements 2023 en subventions d'équipement (**155 M€**) représentent **39,19 % du total des RàP** au 31/12/2023, dont **105,8 M€** relatifs au nouveau programme « 5000 terrains de sports ».

Au 31/12/2023, les RàP concernant le dispositif « 5000 terrains de sports » s'élèvent à **99,2 M€ contre 78,5 à fin 2022**. La consommation sur ce dispositif est de **6,6 M€ contre 3,9 M€ en 2022**.

Par ailleurs, une action de relance soutenue et coordonnée au sein de l'Agence et des services déconcentrés, a été effectuée en 2023, sur quelques dispositifs ciblés en raison des enjeux qu'ils représentent.

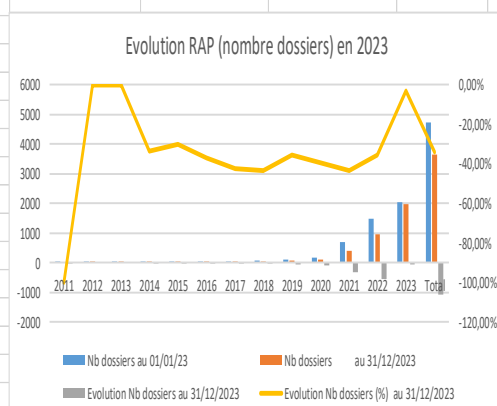
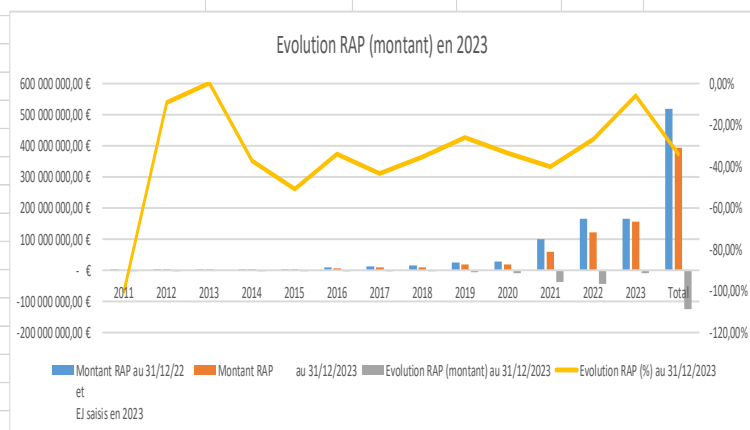
Même si l'impact en terme de demande de paiements n'a pas pu être mesuré à court terme, cette action a permis d'apurer le dossier de subvention le plus ancien qui datait de 2011.



## Actions de relances sur les RàP Equipements en 2023

| Dispositif - Equipements | Nombre       | Type de relance | Montant               |
|--------------------------|--------------|-----------------|-----------------------|
| PEP                      | 76           | courrier        | 7 075 797,00          |
| PEP                      | 932          | mails           | 62 447 168,10         |
| CPJ                      | 54           | courrier        | 15 217 422,45         |
| EQUIPEMENTS STRUCTURANTS | 19           | courrier        | 7 285 018,67          |
| PLAN HERITAGE            | 9            | courrier        | 501 200,00            |
| OMC                      | 70           | courrier        | 18 595 394,07         |
|                          | <b>1 160</b> |                 | <b>111 122 000,29</b> |

| Evolution RAP 2011 à 2022 en 2023 |  |                         |                           |                           |                                       |                                 |                                     |   |  |
|-----------------------------------|--|-------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------------------|---------------------------------|-------------------------------------|---|--|
| Année                             | Montant RAP au 31/12/22 et EJ saisis en 2023 | Nb dossiers au 01/01/23 | Montant RAP au 31/12/2023 | Nb dossiers au 31/12/2023 | Evolution RAP (montant) au 31/12/2023 | Evolution RAP (%) au 31/12/2023 | Evolution Nb dossiers au 31/12/2023 | Evolution Nb dossiers (%) au 31/12/2023 |  |
| 2011                              | 200 000,00 €                                 | 1                       | - €                       | 0                         | 200 000,00 €                          | -100,00%                        | -1                                  | -100,00%                                |  |
| 2012                              | 860 019,20 €                                 | 3                       | 781 856,06 €              | 3                         | 78 163,14 €                           | -9,09%                          | 0                                   | 0,00%                                   |  |
| 2013                              | 250 685,26 €                                 | 1                       | 250 685,26 €              | 1                         | - €                                   | 0,00%                           | 0                                   | 0,00%                                   |  |
| 2014                              | 1 132 244,74 €                               | 6                       | 711 239,24 €              | 4                         | 421 005,50 €                          | -37,18%                         | -2                                  | -33,33%                                 |  |
| 2015                              | 2 339 049,65 €                               | 10                      | 1 146 969,10 €            | 7                         | 1 192 080,55 €                        | -50,96%                         | -3                                  | -30,00%                                 |  |
| 2016                              | 7 157 720,21 €                               | 27                      | 4 722 358,01 €            | 17                        | 2 435 362,20 €                        | -34,02%                         | -10                                 | -37,04%                                 |  |
| 2017                              | 12 664 684,18 €                              | 59                      | 7 156 178,53 €            | 34                        | 5 508 505,65 €                        | -43,50%                         | -25                                 | -42,37%                                 |  |
| 2018                              | 14 176 071,83 €                              | 78                      | 9 138 129,19 €            | 44                        | 5 037 942,64 €                        | -35,54%                         | -34                                 | -43,59%                                 |  |
| 2019                              | 25 384 269,56 €                              | 112                     | 18 718 224,98 €           | 72                        | 6 666 044,58 €                        | -26,26%                         | -40                                 | -35,71%                                 |  |
| 2020                              | 25 855 893,15 €                              | 176                     | 17 180 326,91 €           | 107                       | 8 675 566,24 €                        | -33,55%                         | -69                                 | -39,20%                                 |  |
| 2021                              | 98 514 228,60 €                              | 702                     | 58 851 339,90 €           | 399                       | 39 662 888,70 €                       | -40,26%                         | -303                                | -43,16%                                 |  |
| 2022                              | 164 270 379,36 €                             | 1496                    | 119 593 668,20 €          | 967                       | 44 676 711,16 €                       | -27,20%                         | -529                                | -35,36%                                 |  |
| 2023                              | 164 742 384,00 €                             | 2048                    | 154 893 814,85 €          | 1982                      | -9 848 569,15 €                       | -5,98%                          | -66                                 | -3,22%                                  |  |
| <b>Total</b>                      | <b>517 547 629,74 €</b>                      | <b>4 719,00 €</b>       | <b>393 144 790,23 €</b>   | <b>3 637</b>              | <b>-124 402 839,51 €</b>              | <b>-34,12%</b>                  | <b>-1082</b>                        | <b>-34,08%</b>                          |  |



## NOTE 4 - Tableau de synthèse budgétaire et comptable

La règlementation prévoit la production dans l'annexe des comptes d'un tableau présentant l'articulation entre les résultats de la comptabilité générale et de la comptabilité budgétaire.

Ce tableau, présenté en page suivante pour faciliter sa lecture, a vocation à synthétiser les principaux agrégats budgétaires et comptables et mettre en évidence leur cohérence d'ensemble (chiffres en €).

|   |   | Montants de l'exécution<br>Agence 2022<br>(CF-2022 voté au CA du<br>13/03/2023) | Montants Budget Initial<br>2023 (BI-2023 voté au CA<br>du 08/12/2022) | Montants Budget (BR1-<br>2023 voté au CA du<br>22/06/2023) | Montant du BR2 (dernier<br>budget en vigueur, voté au<br>CA du 30/11/2023) | Montants Exécution 2023 |               |
|---|---|---|---|--|--|-------------------------|---------------|
| Stocks<br>initiaux  | 1 Niveau initial de restes à payer (exécution 2022)   | 269 149 805,96  | 340 860 487   | 355 145 027  | 355 145 027  | 355 145 027,15          |               |
|   | Retraits d'EJ sur 2023 ne rendant pas de disponible (Agence)  | -13 792 524,84  | 0   | -1 914 814   | -7 583 510   | -10 278 018,75          |               |
|   | Niveau initial retraité de restes à payer   | 255 357 281,12  | 340 860 487   | 353 230 214  | 347 561 518  | 344 867 008,40          |               |
|   | 2 Niveau initial du fonds de roulement (exécution 2022)   | 192 304 080,17  | 259 539 401   | 304 771 635  | 304 771 635  | 304 771 634,90          |               |
| 3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement (exécution 2022)   | 1 405 356,59  | 1 430 536   | 14 178 561  | 14 178 561   | 14 178 560,68  |                         |               |
| 4 Niveau initial de la trésorerie (exécution 2022)  | 190 898 723,58  | 258 108 865   | 290 593 074   | 290 593 074  | 290 593 074,22   |                         |               |
| 4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée  | 72 232 217,49   | 179 370 077   | 194 626 612   | 194 626 612  | 194 626 612,26   |                         |               |
| 4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée  | 118 666 506,09  | 78 738 787  | 95 966 462  | 95 966 462   | 95 966 461,96  |                         |               |
| Flux de<br>l'année  | 5 Autorisations d'engagement  | 488 585 168,64  | 455 061 035   | 484 910 988  | 476 244 678  | 472 427 691,10          |               |
|   | 6 Résultat patrimonial  | 112 543 725,60  | -24 988 573   | 2 758 990  | -86 287 251  | -55 256 169,81          |               |
|   | 7 Capacité d'autofinancement (CAF)  | 112 972 803,29  | -24 760 959   | 3 262 224  | -85 799 933  | -54 725 219,13          |               |
|   | 8 Variation du fonds de roulement   | 112 467 554,73  | -25 231 659   | 2 524 115  | -86 323 042  | -55 224 963,94          |               |
|   | 9 Opérations bilanciellen non budgétaires   | SENS  | 0,00  | 0  | 0  | 0,00                    |               |
|   | Nouvel emprunt / remboursement de prêt  | +/-   | 0,00  | 0  | 0  | 0,00                    |               |
|   | Remboursement d'emprunt / prêt accordé  | +   | 0,00  | 0  | 0  | 0,00                    |               |
|   | Cautionnements et dépôts  | -   | 0,00  | 0  | 0  | 0,00                    |               |
|   | 10 Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires   | SENS  | -9 500,00   | 0  | 0  | 0                       | -11 200,00    |
|   | Variation des stocks  | +/-   | 0,00  | 0  | 0  | 0,00                    |               |
|   | Production immobilisée  | +   | 0,00  | 0  | 0  | 0,00                    |               |
|   | Charges sur créances irrécouvrables   | -   | -9 500,00   | 0  | 0  | 0                       | -11 200,00    |
|   | Produits divers de gestion courante   | +   | 0,00  | 0  | 0  | 0                       | 0,00          |
|   | 11 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires  | SENS  | 12 749 259,17   | 0  | 0  | 0                       | 16 321 171,44 |
|   | Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs | +/-   | -1 200 666,92   | 0  | 0  | 0                       | -34 522,70    |
|   | Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours   | +/-   | -34 132,49  | 0  | 0  | 0                       | 2 420 201,53  |
| Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs | +/-   | 0,00  | 0   | 0  | 0  | 0,00                    |               |
| Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours   | +/-   | 13 984 058,58   | 0   | 0  | 0  | 13 935 492,61           |               |
| 12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11   |   | 99 727 795,56   | -25 231 659   | 2 524 115  | -86 323 042  | -71 534 935,38          |               |
| 12.a Recettes budgétaires   |   | 488 525 218,17  | 437 689 172   | 456 320 379  | 360 790 379  | 350 226 555,47          |               |
| 12.b Crédits de paiement ouverts  |   | 388 797 422,61  | 462 920 831   | 453 796 264  | 447 113 421  | 421 761 490,85          |               |
| 13 Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires   |   | 33 444,92   | 0   | 0  | 0  | 908 433,78              |               |
| 14 Variation de la trésorerie = 12 - 13   |   | 99 694 350,64   | -25 231 659   | 2 524 115  | -86 323 042  | -72 443 369,16          |               |
| 14.a dont variation de la trésorerie fléchée  |   | 122 394 394,77  | 1 120 757   | 34 417 348   | -59 047 422  | -61 444 224,13          |               |
| 14.b dont variation de la trésorerie non fléchée  |   | -22 700 044,13  | -26 352 416   | -31 893 233  | -27 275 620  | -10 999 145,03          |               |
| 15 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13   |   | 12 773 204,09   | 0   | 0  | 0  | 17 218 405,22           |               |
| 16 Restes à payer (flux de l'année)   |   | 99 787 746,03   | -7 859 796  | 31 114 724   | 29 131 257   | 50 666 200,25           |               |
| Stocks<br>finaux  | 17 Niveau final de restes à payer   | 355 145 027,15  | 333 000 691   | 384 344 938  | 376 692 775  | 395 533 208,65          |               |
|   | 18 Niveau final du fonds de roulement   | 304 771 634,90  | 234 307 742   | 307 295 750  | 218 448 593  | 249 546 670,96          |               |
|   | 19 Niveau final du besoin en fonds de roulement   | 14 178 560,68   | 1 430 536   | 14 178 561   | 14 178 561   | 31 396 965,90           |               |
|   | 20 Niveau final de la trésorerie  | 290 593 074,22  | 232 877 206   | 293 117 189  | 204 270 032  | 218 149 705,06          |               |
|   | 20.a dont niveau final de la trésorerie fléchée   | 194 626 612,26  | 180 490 634   | 229 043 960  | 135 579 190  | 133 182 388,13          |               |
|   | 20.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée   | 95 966 461,96   | 52 386 572  | 64 073 229   | 68 690 842   | 84 967 316,93           |               |

## NOTE 5 - Ventilation des produits de la fiscalité affectée

Au titre de l'exercice 2023 les produits comptables de la fiscalité affectée se sont élevés à 148 M€ contre 154 M€ en 2022.

La ventilation de ces produits est la suivante (chiffres en €).

|   | Exercice 2023<br>Agence | Exercice 2022<br>Agence | Variation<br>2022/2023 |
|---|-------------------------|-------------------------|------------------------|
| Produits prélèvement principal FdJ          | 68 970 240,00           | 68 970 240,00           | -                      |
| Produits droits de retransmission TV        | 46 183 088,64           | 52 128 968,64           | - 5 945 879,64         |
| Produits paris sportifs FdJ                 | 9 666 492,48            | 9 710 002,56            | - 43 510,08            |
| Produits paris sportifs en ligne autres Fdj | 23 549 507,52           | 23 505 997,44           | 43 510,08              |
| <b>Total</b>                                | <b>148 369 328,64</b>   | <b>154 315 208,64</b>   | <b>- 5 945 879,64</b>  |

## NOTE 6 - Ventilation de l'effectif moyen en ETP

|  | Direction et cadres |        | Non cadres et employés administratifs |        |
|--|---------------------|--------|---------------------------------------|--------|
|  | Hommes              | Femmes | Hommes                                | Femmes |
| Sous plafond                             | 28                  | 19     | 12                                    | 12     |
|  | 47                  |        | 24                                    |        |
| Hors plafond (partenariats et apprentis) |                     | 1      | 5                                     | 4      |

|  | EMPLOIS SOUS PLAFOND LFI |                           | EMPLOIS HORS PLAFOND LFI |                           | PLAFOND ORGANISME |                           |
|--|--------------------------|---------------------------|--------------------------|---------------------------|-------------------|---------------------------|
|  | ETPT                     | Dépenses de personnel (*) | ETPT                     | Dépenses de personnel (*) | ETPT              | Dépenses de personnel (*) |
| <b>TOTAL DES EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DES AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL ( 1 + 2 + 3 + 4 )</b>   | <b>68,78</b>             | <b>6 545 940,05</b>       | <b>8,42</b>              | <b>175 024,94</b>         | <b>77,20</b>      | <b>7 446 487,54</b>       |
| <b>1 - TITULAIRES</b>  | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>               |                          |                           | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>               |
| * Titulaires État  | 0,00                     | 0,00                      |                          |                           | 0,00              | 0,00                      |
| * Titulaires organisme (corps propre)  | 0,00                     | 0,00                      |                          |                           | 0,00              | 0,00                      |
| <b>2 - CONTRACTUELS</b>  | <b>68,78</b>             | <b>6 545 940,05</b>       | <b>1,08</b>              | <b>66 064,37</b>          | <b>69,86</b>      | <b>6 612 004,42</b>       |
| * Contractuels de droit public   | 68,78                    | 6 545 940,05              | 1,08                     | 66 064,37                 | 69,86             | 6 612 004,42              |
| .CDI   | 1,00                     | 114 632,13                |                          |                           | 1,00              | 114 632,13                |
| .CDD   | 34,86                    | 2 346 202,07              | 1,08                     | 66 064,37                 | 35,94             | 2 412 266,44              |
| .Titulaires détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)  | 32,92                    | 4 085 105,85              | 0,00                     | 0,00                      | 32,92             | 4 085 105,85              |
| * Contractuels de droit privé  | 0,00                     | 0,00                      | 0,00                     | 0,00                      | 0,00              | 0,00                      |
| .CDI   | 0,00                     | 0,00                      |                          |                           | 0,00              | 0,00                      |
| .CDD   | 0,00                     | 0,00                      | 0,00                     | 0,00                      | 0,00              | 0,00                      |
| <b>3 - CONTRATS AIDES</b>  |                          |                           | <b>7,34</b>              | <b>108 960,57</b>         | <b>7,34</b>       | <b>108 960,57</b>         |
| <b>4 - AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL</b><br>(autres agents rémunérés à l'acte, à la tâche, prestations sociales, allocations diverses, impôts et taxes associés...) |                          |                           |                          |                           |                   | <b>725 522,55</b>         |

### NOTE 7 - Compte personnel d'activité (CPA) / Compte personnel de formation (CPF) et Droit individuel à la formation (DIF)

Les personnels de l'Agence sont soumis aux dispositions du décret n° 2013-292 du 5 avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public à l'Agence nationale du Sport et son directeur général à celle de l'arrêté du 16/08/2019 qui découle de l'arrêté précité.

Les collaborateurs du groupement, agents publics, ont droit au Compte personnel de formation (CPF) et au Compte d'engagement citoyen (CEC).

Le Compte personnel de formation est régi par le décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie.

### **Visa du compte financier de l'exercice 2023**

Vu le décret n° 2012-1246 du 07/11/2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment les articles 24, 32 et 212.

Le compte financier, établi par l'Agent comptable, soumis au visa de l'ordonnateur, comprend :

- Les états retraçant les autorisations budgétaires prévues au 1° de l'article 175 du décret du 7/11/2012 susvisé et leur exécution,
- Le tableau présentant l'équilibre financier prévu au 2° de l'article 175 du décret du 7/11/2012 susvisé, tel qu'exécuté,
- Les états financiers annuels prévus à l'article 202 du décret du 7/11/2012 susvisé : bilan, compte de résultat et annexe.

Je certifie que ce compte financier retrace les comptabilités dont j'ai la charge et les ordres transmis à l'Agent comptable en application des articles 24 et 32 du décret du 7/11/2012 susvisé.

Fait à Paris, le

Le Directeur général de l'Agence nationale du Sport

Frédéric SANAUR

## ANNEXE AU RAPPORT DE GESTION RAPPORT SUR LE DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE ET DE MAITRISE DES RISQUES EXERCICE 2023

Le présent rapport visera dans un premier temps à rappeler les obligations incombant aux organismes publics en matière de contrôle interne comptable et financier.

Il fera ensuite la synthèse des travaux et contrôles conduits en 2023 issus du plan d'actions, au titre de l'exercice 2023 au sein de l'Agence nationale du Sport.

Les points suivants porteront sur la présentation et les résultats des contrôles spécifiques aux subventions de fonctionnement de la part territoriale diligentés au cours de l'exercice 2023, les contrôles sur les dépenses de fonctionnement, de la paie et de la trésorerie opérés dans le cadre de l'Agence nationale du Sport, et la proposition de programme de contrôle interne pour l'exercice 2024.

### 1. RAPPEL DES OBLIGATIONS EN MATIERE DE CONTROLE INTERNE COMPTABLE ET FINANCIER

Le contrôle interne comptable et financier (CICF) découle directement de la logique de maîtrise des risques financiers et comptables. Il constitue un levier majeur d'amélioration de la qualité des comptes des organismes publics. A cet égard, il permet également d'atteindre l'objectif fixé par l'article 47-2 de la constitution, qui dispose que « Les comptes des administrations publiques sont réguliers et sincères. Ils donnent une image fidèle du résultat de leur gestion, de leur patrimoine et de leur situation financière ». Le CICF permet ainsi de répondre à l'impératif de transparence et de confiance de l'action publique.

La qualité comptable est la condition première d'une information financière précise et exacte des autorités et décideurs publics. Des comptes de qualité sont aussi le gage d'une information claire, pertinente, lisible et périodique. L'image fidèle reste le principe général de la qualité comptable.

L'article 215 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique dispose que « *Dans chaque organisme est mis en place un dispositif de contrôle interne budgétaire et de contrôle interne comptable* ». Il précise notamment que ce dispositif « *a pour objet la maîtrise des risques afférents à la poursuite des objectifs de qualité des comptes, depuis le fait générateur jusqu'à son dénouement comptable* ». Le texte dispose aussi que « *le ministre chargé du budget définit le cadre de référence des contrôles internes budgétaires et comptables* ».

Sous-ensemble du dispositif de maîtrise des risques du groupement, le contrôle interne comptable et financier correspond à l'ensemble des éléments organisés, formalisés et permanents, mis en œuvre par les responsables de tous niveaux pour garantir la maîtrise des risques comptables et financiers.

L'objectif de la démarche vise la maîtrise des événements (risques) dont la survenance pourrait entraîner la présence d'anomalies dans les comptes annuels mettant en cause la régularité, la sincérité et l'image fidèle de la situation financière et patrimoniale de l'établissement.

Dans ce contexte d'ensemble, la DGFIP met à disposition, dans le prolongement et continuité de la circulaire n° 2011/03/6791 du 1er juin 2011 et en liaison avec les ministères de tutelle, un dispositif visant à renforcer le contrôle interne comptable des opérateurs de l'Etat et EPN.

Ce dispositif est composé d'un cadre de référence des contrôles internes budgétaire et comptable prévu par l'article 215 du décret du 7 novembre 2012 qui se trouve précisé par l'arrêté du 17 décembre 2015. Des circulaires à fréquence annuelle, relatives à la gestion budgétaire et publique des organismes et opérateurs de l'Etat, dont la dernière en date du 26 juillet 2022, précisent les travaux à réaliser en la matière.

Elle rappelle au sein de la sixième et dernière partie, les principes de la mise en œuvre des dispositifs du contrôle interne budgétaire et comptable au sein des organismes ainsi que les objectifs poursuivis : qualité

de la comptabilité budgétaire et de la comptabilité générale, soutenabilité de la programmation et de son exécution.

## **2. PRESENTATION DES TRAVAUX CONDUITS EN 2023 INSCRITS AU PLAN D' ACTIONS DE MAITRISE DES RISQUES DE L'AGENCE NATIONALE DU SPORT**

### **2.1. Une animation de la démarche renforcée en 2023**

Le dispositif opérationnel du contrôle interne au sein du groupement, a été renforcé par le positionnement d'une personne complètement dédiée à cette mission.

Une collaboratrice rattachée aux ressources et affaires générales a été recrutée au 1<sup>er</sup> mars 2023 au poste de chargée de mission « maîtrise des risques », couvrant tant la sphère ordonnateur que l'Agence comptable.

Le dispositif de maîtrise des risques ainsi particulièrement suivi, a permis l'élaboration d'un plan d'actions 2023. En 2022, la documentation de la démarche de maîtrise des risques de l'Agence nationale du Sport avait fait l'objet d'une refonte totale, pour permettre une meilleure lisibilité et une appropriation facilitée par tous les acteurs.

Pour rappel, un guide de la maîtrise des risques de l'Agence nationale du Sport a été initié en octobre 2019. Il a été actualisé fin 2020 et présenté dans sa nouvelle version au comité d'audit, d'éthique, de déontologie et des rémunérations en 2021. Ce document doit faire l'objet d'une mise à jour sur l'exercice 2024.

La finalité première de ce document de référence est d'explicitier les notions de risques et de maîtrise des risques, le périmètre de la démarche, les acteurs du contrôle interne et leurs fonctions respectives sur ce chantier, ainsi que la mise en œuvre opérationnelle de ce dispositif au sein de l'Agence.

Le guide précise que la démarche est globale, partant des métiers et englobant les aspects comptables et financiers qui constituent dès lors un sous-ensemble du contrôle interne de l'Agence nationale du Sport. Ce document fixe ainsi le cadre des travaux amenés à être engagés au sein de l'Agence et s'inscrivant dans la durée.

Constituée en 2019, la comitologie dédiée à la maîtrise des risques est maintenant complètement effective. Ses fonctions sont décrites dans le guide de la maîtrise des risques de l'établissement mentionné supra.

Le comité de maîtrise des risques de l'Agence pilote la démarche de maîtrise des risques au sein du groupement. Sa présidence est assurée par la direction de l'agence (Directeur général ou Directrice adjointe chargée des ressources et affaires générales). Sa fréquence de réunion est fonction de la nature des travaux à conduire sur le chantier de la maîtrise des risques et de leurs échéances. Il associe la Directrice adjointe chargée des affaires générales, l'Agent comptable, le référent maîtrise des risques de l'Agence, les correspondants désignés dans chaque direction et les responsables de processus. Le cas échéant et sur des sujets spécifiques, des correspondants territoriaux et / ou fédéraux travaillant en lien avec l'Agence pourront être conviés.

Deux réunions du comité de maîtrise des risques se sont tenues en 2023, respectivement les 18 avril et 17 octobre. Ces réunions ont permis de présenter les travaux en matière de contrôle interne et de restituer les réalisations menées en 2023 en matière de gestion des risques.

La première réunion tenue le 18 avril 2023 avait pour objet, d'une part de présenter l'état de l'avancement du plan d'actions à date. D'autre part, ont été évoqués la poursuite des travaux de refonte des documents de contrôle interne et maîtrise de risques engagés en 2022. Une feuille de route, avec les principales échéances, a été présentée en séance.

La seconde réunion, tenue le 17 octobre 2023, était consacrée d'une part aux restitutions et échanges sur le plan d'actions de maîtrise des risques 2023. Une première restitution du groupe de travail sur l'élaboration du plan de continuité d'activité a également fait l'objet d'une présentation en cours de séance.

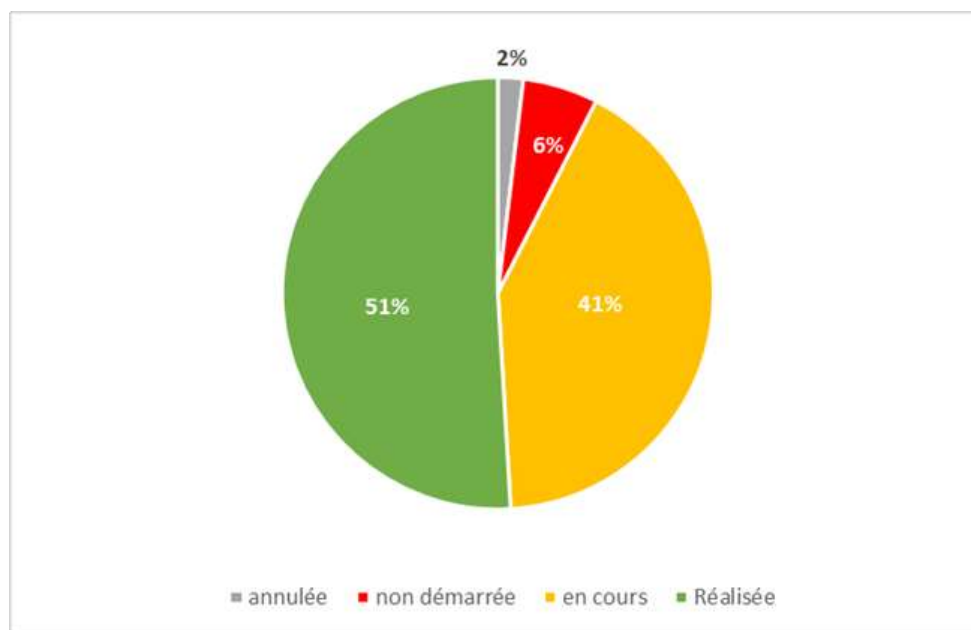
Le comité de maîtrise de risques de l'Agence nationale du Sport se réunit en amont du comité d'audit et a pour vocation à valider les éléments en interne qui seront par la suite, présentés aux membres du comité d'audit, d'éthique, de déontologie et des rémunérations

Le comité d'audit, d'éthique, de déontologie et des rémunérations voit sa composition et son rôle définis au sein de l'article 4.2 du règlement intérieur et financier de l'Agence. Cet article dispose que le comité est chargé de « superviser la mise en place d'une procédure et d'un comité de contrôle interne et de gestion des risques au sein de groupement ».

Il est en outre chargé de valider le plan d'action de maîtrise des risques et le programme d'audit annuel de l'agence.

Deux réunions du comité d'audit, d'éthique, de déontologie et des rémunérations se sont tenues en 2023, respectivement les 22 mai et 06 novembre.

Un bilan des travaux conduits par l'Agence en matière de maîtrise des risques a été présenté aux membres de ce comité lors de la session de novembre 2023.



Réalisation entre mars 2023 et octobre 2023 :  
92% actions ont été initiées dont 51% réalisées et 41% sont en cours.

### 1 action a été annulée

Etudier la possibilité de faire évoluer le processus budgétaire (fréquence de révision du budget)

### 3 actions à engager

- Mise en place d'un programme de formation et d'un plan annuel de développement des compétences
- Renforcement des procédures de gestion des archives
- Représentation des délégués territoriaux dans les instances nationales chargées de la définition et du suivi des dispositifs de contrôle interne

## 3. La réingénierie du dispositif de maîtrise des risques en 2022.

### 3.1. L'élaboration de la nouvelle cartographie simplifiée des dispositifs.

L'ensemble des dispositifs de l'Agence est formalisé dans un document unique appelé « la cartographie des dispositifs ». Cet outil permet d'une part, d'identifier en un seul coup d'œil l'ensemble des dispositifs et par pôle de l'Agence (haute performance / haut niveau, développement des pratiques et équipements sportifs) et d'autre part, de renvoyer vers la fiche synthétique du dispositif pour plus d'informations (objectif du dispositif, date de création, durée, enveloppe budgétaire, bénéficiaires et cibles, ...).

### 3.2. L'actualisation de la cartographie des processus

La revue des processus initiée en 2022 a conduit à la refonte des documents existants de description des processus en vue de faciliter leur lecture (continuité des actions, formalisation des points de contrôle et activités à améliorer) et leur mise à jour.

Les travaux de refonte consistent à la bascule des tableurs à des logigrammes : flowchart) ont été réalisés pour faciliter leur lecture (continuité des actions, formalisation des points de contrôle et des activités à améliorer) et leur mise à jour. La création d'une fiche d'identité du processus vient compléter le flowchart. Elle décrit une activité étape par étape et recense les risques qui peuvent intervenir à certaines d'entre elles ainsi que le dispositif de maîtrise des risques mis en place pour maîtriser ces risques. Les fiches d'identité disposent également d'indicateurs de performance qui permettent d'évaluer l'efficacité du processus.

### 3.3. Mise à jour de la cartographie des risques

La cartographie des risques a fait l'objet d'une mise à jour suite aux différents travaux conduits et notamment au regard de l'état d'avancement du plan d'actions de maîtrise des risques qui est présenté dans le point suivant.

Le niveau de criticité a évolué pour trois risques :

- Indisponibilité des systèmes d'information, pour lequel le niveau de risque est passé de moyen à significatif,
- Destruction ou perte de dossier, données, avec un niveau de risque qui a été réévalué à moyen au lieu de faible,
- Non soutenabilité budgétaire, le risque est passé moyen au lieu de significatif.

Sont déjà identifiés dans la cartographie des risques cinq familles de risques avec leurs sous-risques, qui constituent une base solide pour la maîtrise des risques au sein de l'Agence.

L'approche par les processus qui existe pourrait être complétée par une analyse par les risques. Les nouveaux risques identifiés seront pris en considération afin d'enrichir la cartographie des risques et de s'assurer qu'elle reste pertinente et exhaustive.

Sont envisagés l'ajout de risques liés à la gestion interne dits risques opérationnels (mauvaise gestion des projets transverses, problèmes de coordination entre les deux pôles d'action, mauvaise définition des missions, etc.) mais aussi sur l'aspect des risques sociaux (interne - dégradation du climat ou de la qualité du dialogue social...).

La nouvelle cartographie fera l'objet d'une présentation plus détaillée au prochain comité d'audit, d'éthique, de déontologie et des rémunérations prévu le 27 mai 2024.



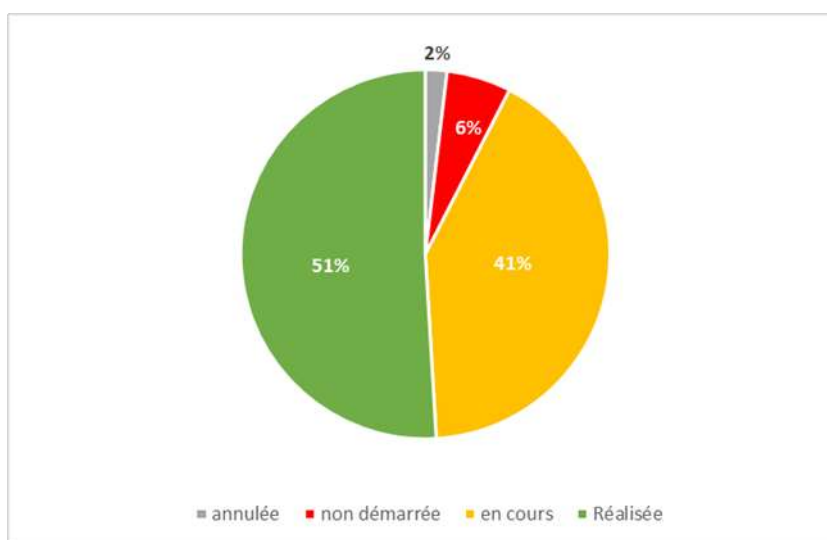
## 3.4. Le plan d'actions de maîtrise des risques

### 3.4.1. Etat d'avancement du plan d'actions 2022-2024 à octobre 2023

Le plan d'actions 2022-2024 compte à date 53 actions à réaliser avec une échéance prévue sur la période 2022-2024. 26 ont déjà été réalisées soit 51%. On compte cinq actions pour lesquelles la date d'échéance a été repoussée sur l'exercice 2024, en raison d'une charge de travail importante.

Les graphiques présentés ci-après précisent l'état d'avancement du plan d'actions à date.

Suivi du PA de maîtrise des risques à fin octobre 2023



Le taux d'avancement élevé d'actions initiées (92%) montre une implication des managers de l'Agence dans la démarche de maîtrise des risques.

Les actions réalisées de priorité 1 sont les suivantes :

Action 2 - Renforcer l'organisation et la structuration de l'Agence correspondent à l'instauration d'un suivi dédié aux partenariats nationaux et aux aides personnalisées et à l'ajustement des procédures aux changements induits par la mise en place des conférences des financeurs du sport;

Action 5 - Renforcer la fiabilisation du processus d'élaboration du budget de l'Agence portent principalement sur la définition des perspectives pluriannuelles pour renforcer la soutenabilité budgétaire, l'évolution de la structure budgétaire pour mieux identifier les enveloppes dédiées aux partenariats, l'évolution des clés de paiements pour les dépenses liées aux équipements sportifs et les travaux réalisés pour réduire le montant de restes à payer;

Action 4 - Renforcer la sécurité juridique des documents liés à l'organisation, aux missions, aux activités de l'Agence relèvent du renforcement des circuits de relecture interne, la finalisation du registre des traitements et la prise en compte du RGPD dans les documents contractuels;

Action 7 - Adapter aux métiers de l'agence et sécuriser les systèmes d'information se réfèrent aux actions réalisées en faveur du contrôle et de l'instruction des demandes de subvention, de la gouvernance des systèmes d'information, de la politique de sécurité des systèmes d'information, de la réalisation d'évolution de SI et de la sécurisation des postes de travail;

Les actions réalisées de priorité 2 sont les suivantes :

Action 3 - Renforcer les modalités d'évaluation et de contrôle de la correcte utilisation des fonds versés par l'Agence ou pour le compte de l'Agence correspondent à l'instauration d'une démarche de gestion de projet et une méthodologie pour répondre aux enjeux et mener à bien la mission d'audit et à l'organisation et la documentation de campagne de contrôle des subventions accordées;

Action 1 - Sécuriser la gestion et la santé des personnels de l'Agence concernent principalement l'élaboration d'un plan de continuité d'activité avec la création de fiches de continuité d'activité qui correspondent chacune à un scénario précis;

Action 10 - Anticiper, évaluer et accompagner les évolutions organisationnelles et métiers de l'Agence concernent la définition de l'organisation et les circuits de décision / validation du pôle HP et la création d'un processus de contrôle sur les modifications de RIB;

Action 6 - Sécuriser l'exécution du budget de l'Agence correspondent à la rédaction d'une procédure de reversement à destination des services déconcentrés;

Les actions réalisées de priorité 3 sont :

Action 9 - Sécuriser les achats et le processus de la commande publique correspondent à la détermination du besoin et du type de marché, la rédaction d'une procédure dédiée, la mise en place d'une politique des conditions générales d'achat et la formation / sensibilisation des collaborateurs à la réglementation et à l'établissement d'un bordereau de transmission achat.

En ce qui concerne les 35 actions en cours de réalisation à fin 2023, elles ont été reprises dans le nouveau plan d'actions 2024 présenté ci-dessous.

### 3.4.2. Elaboration du plan d'actions 2024

Le plan d'actions 2024 de l'Agence est élaboré à partir à la fois à partir du plan d'actions 2022-2023 et également à partir de la cartographie des risques actualisée. Il contient 25 actions à réaliser.

Il reprend les actions restantes à fin 2023, soit 15 actions en cours de réalisation. On compte 10 nouvelles actions, dont 3 actions non démarrée à date. Ce plan d'actions 2024 se décompose comme suit :

#### Actions de niveau de priorité 1

| Priorité | Calendrier   | Type action   | non démarrée | en cours |           |
|----------|--------------|---|--------------|----------|-----------|
| 1        | 2023         | Intégrer dans les processus l'anticipation des risques budgétaires, juridiques et liés aux SI   |              | 1        |           |
|          | 2023 - 25    | Transfert des données et applications hébergées à la DNUM et nouvelle offre de service informatique pour les collaborateurs de l'Agence                                       |              | 1        |           |
|          | 2023 - 24    | Sécuriser la migration de l'outil et des données SIREPA vers PEP  |              | 1        |           |
|          | 2023 - 24    | Optimisation du traitement des titres de reservation, Renforcement de la capacité de traitement des titres de reversement   |              | 1        |           |
|          | 2023         | Optimisation des restes à payer pour une gestion financière efficace et une trésorerie maîtrisée  |              | 1        |           |
|          | 2023 - 24    | Disposer d'un meilleur suivi RH - mise en place d'une nouvelle solution SI RH (WINPAIE+)  |              | 1        |           |
|          | 2023         | Définir les enjeux à moyen et long terme stratégie de GRH, renforcer l'équipe chargée du pilotage des SI de l'Agence.   |              | 1        |           |
|          | 2024         | Mise en place d'un programme de formation et d'un plan annuel de développement des compétences  | 1            |          |           |
|          | 2021 - 24    | Faire appel à un conseil externe pour un audit sécurité, la rédaction de la PSSI propre à l'Agence et le suivi de cette PSSI par des ressources compétentes                   |              | 1        |           |
|          | 2021 - 23    | Formaliser le plan de sauvegarde de l'Agence  |              | 1        |           |
|          | 2023 - 24    | Optimisation de la gestion des subventions : Cohérence et simplification des procédures grâce aux outils informatiques  |              | 1        |           |
|          | 2021 - 24    | Réaliser un suivi spécifique pour les projets à enjeux (INFRASPORT, Gagner en France et partenariats) pour permettre d'anticiper ou de recadrer au regard des objectifs fixés |              | 3        |           |
|          | 2021 - 23    | Sécuriser INFRASPORT. Recourir à une homologation de sécurité du SI   |              | 1        |           |
|          | <b>TOTAL</b> |   |              | <b>1</b> | <b>14</b> |

## Actions de niveau de priorité 2

| Priorité     | Calendrier | Type action   | non démarrée | en cours |
|--------------|------------|---|--------------|----------|
| 2            | 2023       | Améliorer le cadrage des dispositifs et leur communication  |              | 1        |
|              | 2023       | Elaborer un tableau de traçabilité des documents à destination du CBCM. Proposer un modèle type de convention, soumis à validation seulement en cas de modification |              | 1        |
|              | 2023       | Réaliser un suivi plus précis des déclarations de conflit d'intérêts avec les managers  |              | 1        |
|              | 2021 - 23  | Elaborer et diffuser les organigrammes fonctionnels nominatifs  |              | 1        |
|              | 2020 - 23  | Prévoir des procédures spécifiques dédiées à la survenance de risques extérieurs, élaboration d'un PCA  |              | 1        |
|              | 2022 - 23  | Prévoir d'élargir l'audit des subventions publiques versées à d'autres dispositifs de l'Agence  |              | 1        |
|              | 2024       | Représentation des délégués territoriaux dans les instances nationales chargées de la définition et du suivi des dispositifs de contrôle interne                    | 1            |          |
| <b>TOTAL</b> |            |   | <b>1</b>     | <b>6</b> |

## Actions de niveau de priorité 3

| Priorité     | Calendrier | Type action  | non démarrée | en cours |
|--------------|------------|--|--------------|----------|
| 3            | 2021 - 23  | Elaborer et proposer aux services de l'Agence un document permettant le contrôle de la validité juridique des achats compris entre 8 000€ HT et 39 999€ HT |              | 1        |
|              | 2023       | Sensibiliser les agents sur les règles posées par le Règlement général sur la protection des données (RGPD), mesurer son impact sur l'Agence               |              | 1        |
|              | 2024       | Renforcement des procédures de gestion des archives  | 1            |          |
| <b>TOTAL</b> |            |  | <b>1</b>     | <b>2</b> |

## 4. Bilan des contrôles effectués en 2023

### 4.1. LES CONTROLES DE MANDATEMENT DES SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT DE LA PART TERRITORIALE (PST-PSF)

#### Principes généraux

Ces contrôles visent les objectifs suivants :

- Vérifier la régularité des documents et informations transmis par les délégués territoriaux en vue du mandatement des subventions (décisions prises, engagements contractés et toutes pièces justificatives nécessaires au paiement),
- S'assurer du rapprochement entre les bases « OSIRIS » et « Sirep@Net »,
- Contrôler la réalisation des actions subventionnées dans le cadre du PSF 2020.

- **Nature des contrôles :**

Les contrôles opérés sont de trois ordres :

- Contrôles réalisés par le service du Développement fédéral et territorial (DFT) en cours de campagne,
- Contrôles réalisés par l'Agence comptable en cours de campagne,
- Contrôles réalisés par le service DFT a posteriori des campagnes précédentes.

Contrôles réalisés par le service du Développement fédéral et territorial (DFT) en cours de campagne :

- Vérification de la concordance entre l'application OSIRIS et l'état de paiement papier ;
- Vérification de la conformité des états de paiement papier ;
- Vérification des pièces justificatives.

Contrôles réalisés par l'Agence comptable en cours de campagne :

Ces contrôles visent à s'assurer de la réalisation des vérifications opérées par le service DFT et à préparer et mandater les documents destinés au paiement.

- Vérification des listes transmises et des documents annexés ;
- Préparation en vue du bordereau des demandes de paiement des subventions par le pôle ordonnancement ;
- Etablissement d'un bordereau des demandes de paiement ;
  - Contrôle et paiement par le pôle comptable.

Le délai moyen comptable de paiement des listes entre le moment où les états de paiements ont été déversés dans SIREPA depuis l'outil OSIRIS et le paiement effectif par l'Agence comptable est d'environ 7 jours.

En 2023, 24 251 subventions ont été payées (contre 23 985 en 2022) pour un total de 138 590 002 € (contre 154 765 177 € en 2022), soit 99,14 % (contre 99,48 % en 2022) des crédits votés au titre de la part territoriale.

Au titre des 3 149 états de paiement reçus et réglés (contre 3 312 en 2022), les contrôles se sont portés essentiellement autour de deux rubriques et 108 anomalies ont été constatées (contre 53 en 2022) soit un taux de 3,4% (contre 1,6% en 2022).

L'évolution du nombre d'anomalies constaté est principalement lié à une plus grande vigilance collective (DFT/ACSF), dans la gestion et suivi des états de paiements.

- Conventions et/ou avenants
- Autres (RIB)

**Conventions et/ou avenants** : 31 anomalies (contre 36 en 2022) ont été relevées à l'occasion des contrôles réalisés par les services DFT et l'Agence comptable. Il s'agit d'erreurs dues à l'absence des pièces (conventions annuelles/avenants, conventions pluriannuelles/avenants) ou à leur incomplétude (conventions avec des pages manquantes ou annexes manquantes), ainsi qu'aux erreurs de montant, soit dans la convention, soit dans l'annexe, qu'il s'agisse du total attribué ou du montant total des actions ainsi qu'à l'absence de signature ou de signature non originale.

**Autres** : 13 autres anomalies (17 en 2022) ont été constatées, elles concernent essentiellement des problèmes liés à des incohérences entre les informations qui diffèrent entre les différents documents (n° SIRET, numéro bénéficiaire) ou de des états de paiements non datés.

16 anomalies (5 en 2022) sont liées à l'absence ou la non-conformité des RIB.

On note également 9 anomalies dites techniques liées aux systèmes d'information qui concernent essentiellement des problèmes liés à des incohérences techniques entre les deux outils de gestion (SIREPA/OSIRIS).

### Contrôles réalisés par le service DFT a posteriori des campagnes précédentes :

Ces contrôles ont pour but de s'assurer de la réalité des actions financées au titre de la part territoriale, sur la base des comptes rendus financiers transmis par les bénéficiaires des subventions.

L'évaluation des projets des PSF 2020 débuté en 2022 est en cours de traitement pour finalisation en 2023. Pour rappel, la campagne 2020 a enregistré l'attribution de 30 500 subventions pour un montant de 63,4 M€ (proposées par 77 fédérations et le CNOSF).

La vérification par les fédérations a permis de justifier les subventions afin de mettre en place, le cas échéant, les procédures de reversement. A ce jour :

- 2 497 subventions pourraient faire l'objet d'une proposition de reversement pour un montant de 3 792 591 €. Un courrier de demande de reversement a fait l'objet d'un envoi le 28/11/2023.

Parmi celles-ci et à la date du 31/12/2023 on compte :

- 112 subventions reversées suite aux relances pour un montant de 138 526 €
- 302 subventions justifiées par leurs bénéficiaires pour un montant de 465 019 €

Par ailleurs, l'Agence est toujours dans l'attente de l'instruction par certaines fédérations de compte-rendus financiers.

Pour mémoire, le contrôle 2021 avait principalement porté sur les projets dans le cadre du PSF 2019 mis en place par 28 fédérations et le CNOSF. La campagne 2019 avait permis de soutenir 13 590 subventions pour un montant de 37,5 M€.

La vérification visant la justification des subventions a été réalisée afin de mettre en place, le cas échéant, les procédures de reversement.

A ce titre :

- 355 subventions ont fait l'objet d'une proposition de reversement par les fédérations pour un montant de 674 996 €
- Parmi celles-ci, 75 subventions inférieures ou égal à 500 € ont été abandonnées par l'Agence au regard de son règlement financier pour un montant 28 848 €.
- 280 dossiers ont fait l'objet d'un courrier envoyé en AR début juillet 2021 sollicitant le reversement de la subvention.
- Enfin en mars 2022, 63 subventions (149 423 €) ont fait l'objet d'une demande de titre par l'ordonnateur auprès de l'Agent comptable en vue de procéder au recouvrement

Il en a résulté:

- 102 subventions reversées suite aux relances pour un montant de 201 039 €
- 149 subventions justifiées par leurs bénéficiaires pour un montant de 356 459 €
- 4 procédures de compensation qui ont concerné 14 subventions PSF 2022 pour un montant de 64 150 €

15 subventions non reversées pour 24 500 € (action de l'ASCF sur ces 15 subventions).

#### 4.2. LES CONTROLES DES SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT DE LA PART NATIONALE ET TERRITORIALE

Le premier plan d'audits réalisé par l'Agence concernait les financements versés en 2020 aux fédérations sportives dans le cadre de contrats de développement et de performance. Son bilan a été diffusé à l'ensemble des fédérations sportives pour harmoniser et partager les bonnes pratiques en prévision des prochains audits qui seront menés.

Sur les 20 fédérations auditées, les subventions accordées ont été dans l'ensemble correctement utilisées. Les conclusions de l'audit ont relevé quelques irrégularités qui ont conduit dans deux cas à une demande de reversement (le montant justifié reconstitué était inférieur au montant accordé. Sur un montant total d'actions auditées de 1,9 M€, les reversements identifiés s'élèvent à 4 824€, soit 0,25% du montant total des actions auditées. Ce ratio permet à la fois de renforcer le constat initial de bonne utilisation des subventions mais rappelle la nécessité de veiller à une utilisation conforme des fonds alloués.

Le plan annuel d'audit 2023, validé lors du dernier comité d'audit, d'éthique, de déontologie et des rémunérations est de portée plus large :

- Les contrats de développement et de performance,
- Les projets sportifs fédéraux (PSF),
- Le programme d'accession (PPF).

L'échantillon définitif se compose de cinq structures par dispositif. Celui-ci a été réalisé sur la base de plusieurs critères (représentativité et montant des dossiers de subvention financé). L'audit a été lancé par courrier transmis aux structures concernées en date du 03/11/2023 et est en cours de réalisation.

A l'issue de l'analyse des documents transmis, des entretiens et tests d'audit menés auprès des fédérations, un rapport d'audit sera établi.

#### 5. LES CONTROLES SUR LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT, de la PAIE ET DE LA TRESORERIE DE L'AGENCE NATIONALE DU SPORT.

##### 5.1. Contrôles sur les dépenses de fonctionnement

- **Principe général** : les dépenses de fonctionnement de l'Agence nationale du Sport font l'objet de vérifications opérées par le service des affaires générales et par l'Agence comptable/Service financier (ACSF) avant toute mise en paiement.

- **Nature des contrôles :**

Ces contrôles sont diligentés en application des règles en matière de dépenses publiques.

Contrôles opérés par le service des affaires générales

- Vérification de la réalité de la dépense ;
- Contrôle de conformité à la commande et au marché ;
- Certification du service fait par l'ordonnateur ;
- Transmission à l'ACSF de la facture pour mandatement et paiement.

Contrôles opérés par l'ACSF

- Vérification des factures :
  - o Contrôle de la présence et de la cohérence des pièces (pièces justificatives ; attestation service fait, conformité aux termes du contrat ou du marché) ;
  - o Vérification approfondie pour les dépenses relevant de marchés publics ou de contrats complexes ;
  - o Détermination ou contrôle de l'imputation budgétaire suivant la nature de l'engagement juridique, et du compte d'exécution ;
  - o Emission des demandes de paiement (ACSF - secteur fonctionnement) après vérification ;
  - o Mise à jour des tableaux de suivi (révision de prix /suivi des rejets).
- Transmission des demandes de paiement et pièces justificatives à l'adjoint de l'Agent comptable :
  - o Vérification des demandes de paiement ;
  - o Visa sur le bordereau de demandes de paiement.
- Transmission à l'Agent comptable :
  - o Contrôle aléatoire (marchés, montants conséquents) ;
  - o Transmission pour signature à l'ordonnateur.
- Traitement des demandes de paiement par les collaborateurs de l'Agence comptable :
  - o Contrôles comptables : disponibilité des crédits, pièces justificatives, imputation, paiement au bon créancier puis prise en charge et préparation des fichiers de virements ;
  - o Transmission des fichiers de virements à l'Agent comptable ou son adjoint pour contrôle, notamment des RIB et signature des virements ;
  - o Transmission des virements à la Direction régionale des finances publiques (DRFiP IDF).
- Contrôles a posteriori par la responsable du suivi des affaires budgétaires et financières :
  - o Suivi de l'exécution des dépenses, par le biais d'arrêtés mensuels permettant de suivre la cadence de consommation de crédits comparé aux prévisions budgétaires ;
  - o Contrôle mensuel des restes à payer (RàP) en tenant compte des nouveaux engagements, des retraits et des paiements ;
  - o Présentation mensuelle de la situation des dépenses au directeur général.

**Résultat des contrôles :**

Les contrôles diligentés au cours de l'exercice ont mis en évidence quelques anomalies qui ont été traitées en temps réel avant mise en paiement des factures correspondantes. La faiblesse des anomalies constatées a permis de régler la totalité des factures reçues en 2023 dans les délais définis dans le calendrier de clôture

Le rejet plus régulier des factures erronées des dépenses de structure, déposées dans Chorus pro a permis de maîtriser le risque financier relatif au non-respect éventuel du délai global de paiement.

Le délai global de paiement sur les dépenses de structure, resté stable à 15 jours en 2023, pourrait être amélioré par un suivi plus régulier des factures qui sont adressées via le progiciel Chorus pro.

Par ailleurs, le plan d'actions de maîtrise des risques de l'Agence a prévu une action spécifique visant la sécurisation des achats et du processus « Commande publique ». C'est dans ce contexte que l'Agence a

acquis en 2022 le module « Marchés » de SIREPA afin de fiabiliser le suivi des commandes effectuées dans le cadre des marchés publics.

Concernant particulièrement les frais de déplacement, l'outil GFD, est maintenant maîtrisé, entraînant la suppression du double circuit de transmission de pièces justificatives « papier ». La sécurisation des paramétrages de l'outil ayant été renforcée, en 2022 seul le circuit de transmission dématérialisé des pièces à l'Agence comptable pour contrôle est utilisé.

**Le processus de visa des frais de déplacements peut être considéré sous contrôle.**

### **5.2. Contrôles de la paie**

Pour alléger la gestion de la paie, l'Agence nationale du Sport bénéficie d'une prestation des services de la DRFiP qui permet notamment l'édition des bulletins de paie et les versements aux différents bénéficiaires (paie à façon).

Le caractère sensible de ce processus mérite le rappel de la procédure.

**Principe général : le calcul et la liquidation de la paie sont réalisés par la Direction régionale des finances publiques selon les éléments transmis par l'Agence.**

Les données sont collectées et saisies sous l'applicatif « *Winpaie* » acquis en 2022, par la direction des ressources et des affaires générales (RAG) puis transmises à l'Agent comptable pour vérification et transmission à la DRFiP. Les éléments de la paie sont également contrôlés a posteriori.

**Le pôle ressources affaires générales :**

Il établit les contrats et collecte tous les éléments ayant une incidence sur la rémunération des collaborateurs du groupement. Après production puis contrôle de l'exhaustivité des pièces justificatives, il saisit ces éléments dans le logiciel Winpaie et transmet les pièces correspondantes à l'Agent comptable.

**L'Agence comptable/Service financier :**

L'ACSF vérifie les éléments saisis sous Winpaie ainsi que leur conformité avec les pièces justificatives. La liste des mouvements est éditée et transmise pour signature de l'ordonnateur et de l'Agent comptable avant envoi à la DRFiP.

Après liquidation de la paie, les bulletins de paie sont vérifiés exhaustivement par le service financier : éléments du salaire, cotisations et cohérence de la ventilation comptable produite par la DRFiP. Le mandatement est ensuite effectué.

Ces vérifications sont retracées sur un tableur. Par ailleurs, l'outil Winpaie facilite ces contrôles notamment grâce aux restitutions qu'il permet.

Le mandat est transmis après vérification à l'ordonnateur pour signature.

Avant prise en charge du mandat qui incombe à l'Agent comptable, sont réalisés :

- Les contrôles d'imputation comptable (compte de charges et compte de tiers) et des pièces justificatives, paiement au bon bénéficiaire ;
- Le rapprochement du montant du mandat avec le prélèvement effectué par la DRFiP ;
- Les contrôles et vérifications de l'apurement des comptes de tiers.

**Résultat des contrôles : augmentation des anomalies/impact insignifiant/**

Très peu d'anomalies sont ressorties des contrôles effectués en 2023.

Les réunions mensuelles entre RAG et l'ACSF sur la paie du mois suivant, permettent de minimiser les risques d'erreurs.

La saisie préalable dans le logiciel Winpaie par le service RH, est suffisamment maîtrisée. Les collaborateurs des deux services (RH et Agence comptable) ont bénéficié d'une formation externe dispensée par l'éditeur de cette solution informatique.

**Le processus peut être considéré sous contrôle.**

### 5.3. Les contrôles comptables et de trésorerie

Des contrôles sont opérés mensuellement pour s'assurer de la qualité du traitement des opérations financières et de la conformité des informations budgétaires et comptables enregistrées dans le système d'information budgétaire et comptable « Sirep@Net ».

Un contrôle mensuel de cohérence est effectué entre le tableau de trésorerie tenu par l'Agence comptable avec l'état de suivi budgétaire établi par la responsable du suivi des affaires budgétaires et financières et/ou le chargé du suivi budgétaire.

**Aucune anomalie significative n'ayant été relevée au cours de l'exercice, le processus peut être considéré sous contrôle.**

### PROPOSITION DE PROGRAMME POUR L'EXERCICE 2024

Le plan d'action 2022-2024 constitue la feuille de route de l'Agence sur le chantier du renforcement de sa démarche de maîtrise des risques. Au même titre que la cartographie des risques, il est amené à être actualisé dans le courant de l'année 2024.

| Famille risque | N° risque | Risque identifié   | Niveau priorité | Projet / Dispositif concerné | Actions de maîtrise des risques (AMR) à réaliser   | Année de programmation | Échéance revue (oct-2023) |
|----------------|-----------|--|-----------------|------------------------------|--|------------------------|---------------------------|
| R2             | 2.1       | Insuffisance des ressources humaines                         | Priorité 1      | Formation                    | Mise en place d'un programme de formation et d'un plan annuel de développement des compétences   | 2024                   | Action permanente         |
| R4             | 4.1       | Destruction ou perte de dossier, données                     | Priorité 3      | Gestion des archives         | Renforcement des procédures de gestion des archives  | 2024                   | Action permanente         |
| R1             | 1.2       | Non-respect / rallongement des délais / Retard de traitement | Priorité 1      | Traitement de la paye        | Mise en place d'une nouvelle solution SI RH - WINPAIE+   | 2024                   | 01/02/2024                |
| R1             | 1.3       | Favoritisme / Conflit d'intérêt / Corruption                 | Priorité 2      | Contrôle interne             | Représentation des délégués territoriaux dans les instances nationales chargées de la définition et du suivi des dispositifs de contrôle interne | 2024                   | 31/12/2024                |



## EXERCICE 2023

### Compte financier - Exécution budgétaire

## SOMMAIRE

|            |  |                |
|------------|--|----------------|
| Tableau 1  | AUTORISATIONS D'EMPLOIS                          | <i>Page 3</i>  |
| Tableau 2  | AUTORISATIONS BUDGETAIRES                        | <i>Page 4</i>  |
| Tableau 3  | DEPENSES DECAISSABLES PAR DESTINATION            | <i>Page 6</i>  |
| Tableau 4  | EQUILIBRE FINANCIER                              | <i>Page 7</i>  |
| Tableau 5  | COMPTE DE TIERS                                  | <i>Page 8</i>  |
| Tableau 6  | SITUATION PATRIMONIALE                           | <i>Page 9</i>  |
| Tableau 7  | PLAN DE TRESORERIE                               | <i>Page 11</i> |
| Tableau 8  | RECETTES FLECHES                                 | <i>Page 12</i> |
| Tableau 9  | OPERATIONS PLURIANNUELLES PAR NATURE - PREVISION | <i>Page 13</i> |
| Tableau 10 | SYNTHESE BUDGETAIRE ET COMPTABLE                 | <i>Page 17</i> |

## TABLEAU 1 - AUTORISATIONS D'EMPLOIS

### POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

#### Tableau des autorisations d'emplois

|   | Sous plafond LFI<br>(a) | Hors plafond LFI<br>(b) | Plafond organisme<br>(= a + b) |
|---|-------------------------|-------------------------|--------------------------------|
| Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT (Autorisé au BR2 2023) | 68,79                   | 8,42                    | 77,21                          |
| Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT (Réalisé au CF 2023)   | 68,78                   | 8,42                    | 77,20                          |

Rappel du plafond d'emplois notifié par le responsable de programme en ETPT ( c ) : 70,00

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI (a) doit être inférieure ou égale au plafond notifié par le responsable du programme chef de file du budget général de l'Etat ( c ) .

### POUR INFORMATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

#### Pour information : Tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme (décomptant dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme) et des autres dépenses de personnel

|  | EMPLOIS SOUS PLAFOND LFI |                           | EMPLOIS HORS PLAFOND LFI |                           | PLAFOND ORGANISME |                           |
|--|--------------------------|---------------------------|--------------------------|---------------------------|-------------------|---------------------------|
|  | ETPT                     | Dépenses de personnel (*) | ETPT                     | Dépenses de personnel (*) | ETPT              | Dépenses de personnel (*) |
| <b>TOTAL DES EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DES AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL ( 1 + 2 + 3 + 4 )</b>   | <b>68,78</b>             | <b>6 545 940,05</b>       | <b>8,42</b>              | <b>175 024,94</b>         | <b>77,20</b>      | <b>7 446 487,54</b>       |
| <b>1 - TITULAIRES</b>  | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>               |                          |                           | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>               |
| * Titulaires État  | 0,00                     | 0,00                      |                          |                           | 0,00              | 0,00                      |
| * Titulaires organisme (corps propre)  | 0,00                     | 0,00                      |                          |                           | 0,00              | 0,00                      |
| <b>2 - CONTRACTUELS</b>  | <b>68,78</b>             | <b>6 545 940,05</b>       | <b>1,08</b>              | <b>66 064,37</b>          | <b>69,86</b>      | <b>6 612 004,42</b>       |
| * Contractuels de droit public   | 68,78                    | 6 545 940,05              | 1,08                     | 66 064,37                 | 69,86             | 6 612 004,42              |
| . CDI  | 1,00                     | 114 632,13                |                          |                           | 1,00              | 114 632,13                |
| . CDD  | 34,86                    | 2 346 202,07              | 1,08                     | 66 064,37                 | 35,94             | 2 412 266,44              |
| . Titulaires détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)   | 32,92                    | 4 085 105,85              | 0,00                     | 0,00                      | 32,92             | 4 085 105,85              |
| * Contractuels de droit privé  | 0,00                     | 0,00                      | 0,00                     | 0,00                      | 0,00              | 0,00                      |
| . CDI  | 0,00                     | 0,00                      |                          |                           | 0,00              | 0,00                      |
| . CDD  | 0,00                     | 0,00                      | 0,00                     | 0,00                      | 0,00              | 0,00                      |
| <b>3 - CONTRATS AIDES</b>  |                          |                           | <b>7,34</b>              | <b>108 960,57</b>         | <b>7,34</b>       | <b>108 960,57</b>         |
| <b>4 - AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL</b><br>(autres agents rémunérés à l'acte, à la tâche, prestations sociales, allocations diverses, impôts et taxes associés...) |                          |                           |                          |                           |                   | <b>725 522,55</b>         |

(\*) Dépenses de personnel relevant de l'enveloppe de dépenses de personnel du budget de l'organisme (en AE=CP). Le total des dépenses de personnel mentionné dans le tableau ci-dessus doit être égal au montant total des dépenses de personnel figurant dans le tableau des autorisations budgétaires. Par ailleurs, le total des emplois doit être égal au plafond d'autorisation d'emplois voté par l'organe délibérant (figurant ci-dessus pour vote).

#### Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme et décomptant le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme mais en fonction dans une autre entité

(Mises à disposition sortantes - ETPT et dépenses de personnel inclus dans le précédent tableau)

|  | EMPLOIS EN FONCTION DANS UNE AUTRE ENTITE REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DECOMPTEES DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS |                          |
|--|---|--------------------------|
|  | ETPT **   | Dépenses de personnel ** |
| <b>EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME ( 5 + 6 )</b> | <b>0,00</b>   | <b>0</b>                 |
| <b>5 - EMPLOIS REMBOURSES A L'ORGANISME</b>        | <b>0,00</b>   | <b>0</b>                 |
| <b>6 - EMPLOIS NON REMBOURSES A L'ORGANISME</b>    | <b>0,00</b>   | <b>0</b>                 |

\*\* Nombre d'emplois en ETPT décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de personnel du budget de l'organisme.

#### Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par d'autres personnes morales et ne décomptant pas dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme

(Mise à disposition entrantes)

|   | EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME NON REMUNERES PAR LUI ET NON DECOMPTEES DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS |                                |  |
|---|--|--------------------------------|--|
|   | ETPT ***   | Dépenses de fonctionnement *** | Dépenses de personnel (pour mémoire) *** |
| <b>EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES ( 7 + 8 )</b> | <b>0,00</b>  | <b>0</b>                       | <b>0</b>                                 |
| <b>7 - EMPLOIS REMBOURSES PAR L'ORGANISME</b>                     | <b>0,00</b>  | <b>0</b>                       | <b>0</b>                                 |
| <b>8 - EMPLOIS NON REMBOURSES PAR L'ORGANISME</b>                 | <b>0,00</b>  | <b>0</b>                       | <b>0</b>                                 |

\*\*\* Nombre d'emplois en ETPT non décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de fonctionnement du budget de l'organisme.

**TABLEAU 2 - AUTORISATIONS BUDGETAIRES (1/2)**

**POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

| <b>DEPENSES</b>                                     |  |                       |  |                    |  |                    |   |                    |                         |                       |
|---|--|-----------------------|--|--------------------|--|--------------------|---|--------------------|-------------------------|-----------------------|
|   | Montants de l'exécution<br>Agence 2022<br>(CF-2022 voté au CA du 13/03/2023) |                       | Montants Budget Initial 2023 (BI-2023 voté au<br>CA du 08/12/2022) |                    | Montants Budget (BR1-2023 voté au CA du<br>22/06/2023) |                    | Montant du BR2 (dernier budget en vigueur,<br>voté au CA du 30/11/2023) |                    | Montants Exécution 2023 |                       |
|   | AE   | CP                    | AE   | CP                 | AE   | CP                 | AE  | CP                 | AE                      | CP                    |
| <b>Personnel</b>                                    | <b>6 883 960,75</b>  | <b>6 883 960,75</b>   | <b>8 270 000</b>   | <b>8 270 000</b>   | <b>7 920 000</b>                                       | <b>7 920 000</b>   | <b>7 920 000</b>  | <b>7 920 000</b>   | <b>7 446 487,54</b>     | <b>7 446 487,54</b>   |
| <i>dont charges de pensions civiles</i>             | <i>855 567,04</i>  | <i>855 567,04</i>     | <i>1 140 000</i>   | <i>1 140 000</i>   | <i>894 004</i>   | <i>894 004</i>     | <i>1 210 000</i>  | <i>1 210 000</i>   | <i>913 674,08</i>       | <i>913 674,08</i>     |
| <b>Fonctionnement</b>                               | <b>3 420 316,98</b>  | <b>3 955 273,75</b>   | <b>6 388 867</b>   | <b>6 926 680</b>   | <b>6 006 869</b>                                       | <b>6 529 005</b>   | <b>5 682 790</b>  | <b>6 049 426</b>   | <b>4 930 261,69</b>     | <b>4 946 390,89</b>   |
| <b>Intervention</b>                                 | <b>477 850 968,93</b>  | <b>377 453 891,15</b> | <b>439 695 768</b>   | <b>447 253 451</b> | <b>470 181 986</b>                                     | <b>438 609 150</b> | <b>461 899 755</b>  | <b>432 620 886</b> | <b>459 320 044,71</b>   | <b>408 879 656,01</b> |
| <b>Investissement</b>                               | <b>429 921,98</b>  | <b>504 296,96</b>     | <b>706 400</b>   | <b>470 700</b>     | <b>802 133</b>   | <b>738 109</b>     | <b>742 133</b>  | <b>523 109</b>     | <b>730 897,16</b>       | <b>488 956,41</b>     |
| <b>TOTAL DES DÉPENSES AE (A) CP (B)</b>             | <b>488 585 168,64</b>  | <b>388 797 422,61</b> | <b>455 061 035</b>   | <b>462 920 831</b> | <b>484 910 988</b>                                     | <b>453 796 264</b> | <b>476 244 678</b>  | <b>447 113 421</b> | <b>472 427 691,10</b>   | <b>421 761 490,85</b> |
| <b>SOLDE BUDGETAIRE (excédent)<br/>(D1 = C - B)</b> |  | <b>99 727 795,56</b>  |  | <b>0</b>           |  | <b>2 524 115</b>   |   | <b>0</b>           |                         | <b>0,00</b>           |

| RECETTES   |  |  |   |                         |  |
|--|--|--|---|-------------------------|--|
| Montants de l'exécution<br>Agence 2022<br>(CF-2022 voté au CA du 13/03/2023) | Montants Budget Initial 2023 (BI-2023 voté<br>au CA du 08/12/2022) | Montants Budget (BR1-2023 voté au CA<br>du 22/06/2023) | Montant du BR2 (dernier budget en<br>vigueur, voté au CA du 30/11/2023) | Montants Exécution 2023 |  |
| <b>303 795 218,17</b>  | <b>315 695 117</b>   | <b>319 042 990</b>                                     | <b>319 512 990</b>  | <b>309 112 266,47</b>   | <b>Recettes globalisées</b>                                  |
| 6 121 189,00   | 7 050 888  | 7 048 761  | 7 048 761   | 7 048 761               | Subvention pour charges de service public                    |
| 142 062 804,00   | 148 474 789  | 151 799 789  | 151 719 789   | 151 689 789,00          | Autres financements de l'Etat                                |
| 154 315 208,64   | 159 469 440  | 159 469 440  | 159 469 440   | 148 369 328,64          | Fiscalité affectée   |
| 0,00   | 0  | 0  | 0   | 0,00                    | Autres financements publics                                  |
| 1 296 016,53   | 700 000  | 700 000  | 1 250 000   | 1 979 387,83            | Recettes propres   |
| 0,00   | 0  | 25 000   | 25 000  | 25 000,00               | Mécénat et partenariats                                      |
| <b>184 730 000,00</b>  | <b>121 994 055</b>   | <b>137 277 389</b>                                     | <b>41 277 389</b>   | <b>41 114 289,00</b>    | <b>Recettes fléchées</b>                                     |
| 179 980 000,00   | 114 223 055  | 125 269 055  | 29 269 055  | 29 269 055,00           | Financements de l'Etat fléchés                               |
| 200 000,00   | 2 600 000  | 2 800 000  | 2 800 000   | 2 800 000,00            | Autres financements publics fléchés                          |
| 4 550 000,00   | 5 171 000  | 9 208 334  | 9 208 334   | 9 045 234,00            | Recettes propres fléchées dt Mécénat et partenariats fléchés |
|  |  |  |   |                         |  |
|  |  |  |   |                         |  |
|  |  |  |   |                         |  |
|  |  |  |   |                         |  |
| <b>488 525 218,17</b>  | <b>437 689 172</b>   | <b>456 320 379</b>                                     | <b>360 790 379</b>  | <b>350 226 555,47</b>   | <b>TOTAL DES RECETTES (C)</b>                                |
|  |  |  |   |                         |  |
| <b>0,00</b>  | <b>25 231 659</b>  | <b>0</b>   | <b>86 323 042</b>   | <b>71 534 935,38</b>    | <b>SOLDE BUDGETAIRE (déficit)<br/>(D2 = B - C)</b>           |

TABLEAU 3 - DEPENSES DECAISSABLES PAR DESTINATION

OUR INFORMATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

BLEAU DES DEPENSES PAR DESTINATION (OBLIGATOIRE)

s axes de destination, décidés en commun accord avec les familles, sont propres à l'organisme.

| Destinations   | Dépenses de l'opérateur |                     |                     |                     |                       |                       |                   |                   |                        |                       | Ecart CF - BR2       |                       | Rappel BR2            |                       |
|--|-------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|------------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
|  | Personnel               |                     | Fonctionnement      |                     | Intervention          |                       | Investissement    |                   | TOTAL Compte financier |                       | AE                   | CP                    | AE                    | CP                    |
|  | AE=CP                   |                     | AE                  | CP                  | AE                    | CP                    | AE                | CP                | AE                     | CP                    |                      |                       |                       |                       |
| FRAIS DE STRUCTURE   | 7 446 487,54            | 7 446 487,54        | 2 822 196,07        | 2 930 589,17        | 0                     | 0                     | 730 897,16        | 488 956,41        | 10 999 580,77          | 10 866 033,12         | -896 542,23          | -1 177 701,88         | 11 896 123,00         | 12 043 735,00         |
| AIDES AUX PROJETS DE FONCTIONNEMENT - DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES                  |                         |                     | 238 685,40          | 190 235,40          | 185 288 528,00        | 185 282 528,00        | 0                 | 0                 | 185 527 213,40         | 185 472 763,40        | -913 248,60          | -967 698,60           | 186 440 462,00        | 186 440 462,00        |
| 2.1 Financements au Plan national  |                         |                     | 238 685,40          | 190 235,40          | 46 383 542,00         | 46 383 542,00         | 0                 | 0                 | 46 622 227,40          | 46 573 777,40         | -29 735,60           | -78 185,60            | 46 651 963,00         | 46 651 963,00         |
| 2.1.1 Contrats de développement (fédérations et associations sportives nationales) |                         |                     |                     |                     | 32 198 562,00         | 32 198 562,00         |                   |                   | 32 198 562,00          | 32 198 562,00         | 110 852,00           | 110 852,00            | 32 087 710,00         | 32 087 710,00         |
| 2.1.3 Soutien à l'Emploi   |                         |                     |                     |                     | 1 000 000,00          | 1 000 000,00          |                   |                   | 1 000 000,00           | 1 000 000,00          | 0,00                 | 0,00                  | 1 000 000,00          | 1 000 000,00          |
| 2.1.4 Autres dispositifs   |                         |                     | 238 685,40          | 190 235,40          | 13 184 980,00         | 13 184 980,00         |                   |                   | 13 423 665,40          | 13 375 215,40         | -140 587,60          | -189 037,60           | 13 564 253,00         | 13 564 253,00         |
| 2.2 Financements au Plan territorial   |                         |                     | 0                   | 0                   | 138 904 986,00        | 138 898 986,00        | 0                 | 0                 | 138 904 986,00         | 138 898 986,00        | -883 513,00          | -889 513,00           | 139 788 499,00        | 139 788 499,00        |
| <i>Dont Plan de Relance</i>  |                         |                     |                     |                     | 2 135 149,00          | 2 135 149,00          |                   |                   | 2 135 149,00           | 2 135 149,00          | -5 000,00            | -5 000,00             | 2 140 149,00          | 2 140 149,00          |
| 2.2.1 Projet Sportif Fédéral   |                         |                     |                     |                     | 74 963 928,00         | 74 963 928,00         |                   |                   | 74 963 928,00          | 74 963 928,00         | -36 072,00           | -36 072,00            | 75 000 000,00         | 75 000 000,00         |
| 2.2.2 Projet Sportif Territorial - Emploi & apprentissage                          |                         |                     |                     |                     | 49 510 743,00         | 49 504 743,00         |                   |                   | 49 510 743,00          | 49 504 743,00         | -397 756,00          | -403 756,00           | 49 908 499,00         | 49 908 499,00         |
| 2.2.3 Projet Sportif Territorial - Autres aides                                    |                         |                     |                     |                     | 14 430 315,00         | 14 430 315,00         |                   |                   | 14 430 315,00          | 14 430 315,00         | -449 685,00          | -449 685,00           | 14 880 000,00         | 14 880 000,00         |
| 2.2.4 Fonds territorial de solidarité  |                         |                     |                     |                     | 0                     | 0                     |                   |                   | -                      | -                     | 0,00                 | 0,00                  | -                     | -                     |
| AIDES AUX PROJETS D'EQUIPEMENT - DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES                       |                         |                     | 0                   | 0                   | 163 158 046,32        | 98 699 961,81         | 0                 | 0                 | 163 158 046,32         | 98 699 961,81         | -186 046,88          | -16 603 356,19        | 163 344 093,20        | 115 303 318,00        |
| 3.1 Plan aisance aquatique   |                         |                     |                     |                     | -                     | 8 526 239,90          |                   |                   | -                      | 8 526 239,90          | 0,00                 | -893 760,10           | -                     | 9 420 000,00          |
| 3.2 Enveloppe équipements niveau local   |                         |                     |                     |                     | 156 648 557,32        | 83 997 793,04         |                   |                   | 156 648 557,32         | 83 997 793,04         | -186 716,88          | -8 178 180,96         | 156 835 274,20        | 92 175 974,00         |
| <i>Dont Projet Sportif Territorial (nouveaux engagements) hors Plan de Relance</i> |                         |                     |                     |                     | 19 314 907,20         | 10 706 704,06         |                   |                   | 19 314 907,20          | 10 706 704,06         | 14 907,20            | 402 661,06            | 19 300 000,00         | 10 304 043,00         |
| <i>Dont Plan de Relance</i>  |                         |                     |                     |                     | 20 609 861,00         | 26 435 785,24         |                   |                   | 20 609 861,00          | 26 435 785,24         | -31 008,00           | -1 472 627,76         | 20 640 869,00         | 27 908 413,00         |
| <i>Dont plan 5000 terrains de sport</i>  |                         |                     |                     |                     | 112 423 789,12        | 31 472 937,83         |                   |                   | 112 423 789,12         | 31 472 937,83         | -170 616,08          | -2 838 994,17         | 112 594 405,20        | 34 311 932,00         |
| 3.3 Enveloppe Outre-mer et Corse   |                         |                     |                     |                     | 6 509 489,00          | 4 778 882,87          |                   |                   | 6 509 489,00           | 4 778 882,87          | 670,00               | -3 530 997,13         | 6 508 819,00          | 8 309 880,00          |
| <i>Dont Projet Sportif Territorial (nouveaux engagements)</i>                      |                         |                     |                     |                     | 6 509 489,00          |                       |                   |                   | 6 509 489,00           |                       | 670,00               |                       | 6 508 819,00          |                       |
| 3.4 Autres engagements CNDP - R&P  |                         |                     |                     |                     |                       | 1 397 046,00          |                   |                   | 0                      | 1 397 046,00          | 0,00                 | -4 000 418,00         | 0                     | 5 397 464,00          |
| AIDES AUX PROJETS DE FONCTIONNEMENT - HAUTE PERFORMANCE                            |                         |                     | 1 869 380,22        | 1 825 566,32        | 108 915 264,39        | 108 915 264,39        | 0                 | 0                 | 110 784 644,61         | 110 740 830,71        | -1 779 355,39        | -1 823 169,29         | 112 564 000,00        | 112 564 000,00        |
| 4.1 Soutien aux Projets de performance des fédérations sportives                   |                         |                     |                     |                     | 71 848 725,00         | 71 848 725,00         |                   |                   | 71 848 725,00          | 71 848 725,00         | -10 275,00           | -10 275,00            | 71 859 000,00         | 71 859 000,00         |
| <i>Dont Plan de Relance</i>  |                         |                     |                     |                     | -                     | -                     |                   |                   | -                      | -                     | 0,00                 | 0,00                  | -                     | -                     |
| 4.2 Soutien aux athlètes   |                         |                     |                     |                     | 14 119 213,39         | 14 119 213,39         |                   |                   | 14 119 213,39          | 14 119 213,39         | -1 443 786,61        | -1 443 786,61         | 15 563 000,00         | 15 563 000,00         |
| 4.3 Optimisation de la performance   |                         |                     | 1 869 380,22        | 1 825 566,32        | 2 160 000,00          | 2 160 000,00          |                   |                   | 4 029 380,22           | 3 985 566,32          | -235 619,78          | -279 433,68           | 4 265 000,00          | 4 265 000,00          |
| 4.4 Autres dispositifs nationaux   |                         |                     |                     |                     | 12 500 000,00         | 12 500 000,00         |                   |                   | 12 500 000,00          | 12 500 000,00         | 0,00                 | 0,00                  | 12 500 000,00         | 12 500 000,00         |
| 4.5 Déclinaison territoriale du haut niveau  |                         |                     |                     |                     | 8 287 326,00          | 8 287 326,00          |                   |                   | 8 287 326,00           | 8 287 326,00          | -89 674,00           | -89 674,00            | 8 377 000,00          | 8 377 000,00          |
| <i>Dont Fonds territorial de solidarité</i>  |                         |                     |                     |                     | 0                     | 0                     |                   |                   | 0                      | 0                     | 0,00                 | 0,00                  | 0                     | 0                     |
| AIDES AUX PROJETS D'EQUIPEMENT - HAUTE PERFORMANCE                                 |                         |                     |                     |                     | 1 958 206,00          | 8 278 431,29          |                   |                   | 1 958 206,00           | 8 278 431,29          | -41 794,00           | -899 475,71           | 2 000 000,00          | 9 177 907,00          |
| AIDES AUX PROJETS D'EQUIPEMENT - CENTRES DE PREPARATION AUX JOP (CPJ)              |                         |                     |                     |                     | -                     | 7 703 470,52          |                   |                   | -                      | 7 703 470,52          | 0,00                 | -3 880 528,48         | -                     | 11 583 999,00         |
| <b>TOTAL</b>   | <b>7 446 487,54</b>     | <b>7 446 487,54</b> | <b>4 930 261,69</b> | <b>4 946 390,89</b> | <b>459 320 044,71</b> | <b>408 879 656,01</b> | <b>730 897,16</b> | <b>488 956,41</b> | <b>472 427 691,10</b>  | <b>421 761 490,85</b> | <b>-3 816 987,10</b> | <b>-25 351 930,15</b> | <b>476 244 678,20</b> | <b>447 113 421,00</b> |
| Sous-total Développement des Pratiques   | -                       | -                   | 238 685,40          | 190 235,40          | 348 446 574,32        | 283 982 489,81        | -                 | -                 | 348 685 259,72         | 284 172 725,21        | -1 099 295,48        | -17 571 054,79        | 349 784 555,20        | 301 743 780,00        |
| Sous-total Haute Performance (y compris CPJ)                                       | -                       | -                   | 1 869 380,22        | 1 825 566,32        | 110 873 470,39        | 124 897 166,20        | -                 | -                 | 112 742 850,61         | 126 722 732,52        | -1 821 149,39        | -6 603 173,48         | 114 564 000,00        | 133 325 906,00        |
| dont Fonds de solidarité   | -                       | -                   | -                   | -                   | -                     | -                     | -                 | -                 | -                      | -                     | 0,00                 | 0,00                  | -                     | -                     |
| dont Plan de relance   | -                       | -                   | -                   | -                   | 22 745 010,00         | 28 570 934,24         | -                 | -                 | 22 745 010,00          | 28 570 934,24         | -36 008,00           | -1 477 627,76         | 22 781 018,00         | 30 048 562,00         |

TABLEAU 4 - EQUILIBRE FINANCIER

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

| BESOINS (utilisation des financements)  |  |   |   |  |                         | FINANCEMENTS   |   |   |  |                         |   |
|---|--|---|---|--|-------------------------|--|---|---|--|-------------------------|---|
|   | Montants de l'exécution Agence 2022 (CF-2022 voté au CA du 13/03/2023) | Montants Budget Initial 2023 (BI-2023 voté au CA du 08/12/2022) | Montants Budget (BR1-2023 voté au CA du 22/06/2023) | Montant du BR2 (dernier budget en vigueur, voté au CA du 30/11/2023) | Montants Exécution 2023 | Montants de l'exécution Agence 2022 (CF-2022 voté au CA du 13/03/2023) | Montants Budget Initial 2023 (BI-2023 voté au CA du 08/12/2022) | Montants Budget (BR1-2023 voté au CA du 22/06/2023) | Montant du BR2 (dernier budget en vigueur, voté au CA du 30/11/2023) | Montants Exécution 2023 |   |
| Solde budgétaire (déficit) (D2)*  | 0  | 25 231 639  | 0   | 86 323 042   | 71 534 935,38           | 99 727 796   | 0   | 2 524 115   | 0  | 0,00                    | Solde budgétaire (excédent) (D1)*   |
| Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)                  | 0  | 0   | 0   | 0  | 0,00                    | 0  | 0   | 0   | 0  | 0,00                    | Nouveaux emprunts (b2)  |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**   | 25 180   | 0   | 0   | 0  | 0,00                    | 0  | 0   | 0   | 0  | 0,00                    | Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)** (encaissements de l'exercice)                               |
| Autres décaissements non budgétaires (e1)   | 2 916 557  | 2 500 000   | 2 500 000   | 2 500 000  | 5 755 166,36            | 2 908 292  | 2 500 000   | 2 500 000   | 2 500 000  | 4 846 732,58            | Autres encaissements non budgétaires (e2)   |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)</b> | 2 941 737  | 27 731 639  | 2 500 000   | 88 823 042   | 77 290 101,74           | 102 636 087  | 2 500 000   | 5 024 115   | 2 500 000  | 4 846 732,58            | <b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)</b> |
| <b>Variation de trésorerie (ABONDEMENT) (I)=(2) - (1)</b>   | 99 694 351   | 0   | 2 524 115   | 0  | 0,00                    | 0  | 25 231 639,00   | 0   | 86 323 042   | 72 443 369,16           | <b>Variation de trésorerie (PRELEVEMENT) (II)=(1) - (2)</b>   |
| <i>dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***</i>  | 122 394 395  | 1 120 757   | 34 417 348  | 0  | 0,00                    | 0  | 0   | 0   | 59 047 422   | 61 444 224,13           | <i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***</i>  |
| <i>dont Abondement de la trésorerie disponible (d) (non fléchée)</i>  | 0  | 0   | 0   | 0  | 0,00                    | 22 700 044   | 26 352 416  | 31 893 233  | 27 275 620   | 10 999 145,03           | <i>dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (d) (non fléchée)</i>  |
| <b>TOTAL DES BESOINS (1) + (I)</b>  | 102 636 087  | 27 731 639  | 5 024 115   | 88 823 042   | 77 290 101,74           | 102 636 087  | 27 731 639  | 5 024 115   | 88 823 042   | 77 290 101,74           | <b>TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)</b>  |

(\*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(\*\*) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(\*\*\*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

## TABLEAU 5 - OPERATIONS POUR COMPTES DE TIERS

POUR INFORMATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

| Opérations ou regroupement d'opérations de même nature | Comptes | Libellé | Solde réel au 31/12/2022 | Réalisation encaissements 2023 | Réalisation décaissements 2023 | Solde réel au 31/12/2023 |
|--|---------|---------|--------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------|
| NEANT  | NEANT   | NEANT   | 0                        | 0                              | 0,00                           | 0,00                     |



TABLEAU 6 - SITUATION PATRIMONIALE

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL

| CHARGES   | Montants de l'exécution Agence 2022 (CF-2022 voté au CA du 13/03/2023) | Montants Budget Initial 2023 (BI-2023 voté au CA du 08/12/2022) | Montants Budget (BR1-2023 voté au CA du 22/06/2023) | Montant du BR2 (dernier budget en vigueur, voté au CA du 30/11/2023) | Montants Exécution 2023 | PRODUITS  | Montants de l'exécution Agence 2022 (CF-2022 voté au CA du 13/03/2023) | Montants Budget Initial 2022 (BI-2022 voté au CA du 02/12/2021) | Montants Budget (BR1-2023 voté au CA du 22/06/2023) | Montant du BR2 (dernier budget en vigueur, voté au CA du 30/11/2023) | Montants Exécution 2023 |
|---|--|---|---|--|-------------------------|---|--|---|---|--|-------------------------|
| Personnel   | 6 341 124,33   | 15 533 143  | 7 183 143   | 7 183 143  | 6 893 955,80            | Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat   | 148 183 993,00   | 7 050 888   | 10 373 761  | 7 048 761  | 158 738 550,00          |
| <i>Dont charges de pensions civiles *</i>                                       | 884 031,84   | 1 140 000   | 894 004   | 1 210 000  | 939 609,84              | Fiscalité affectée  | 154 315 208,64   | 159 469 440   | 159 469 440   | 159 469 440  | 148 369 328,64          |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel                               | 5 348 006,46   | 7 891 151   | 7 769 096   | 7 273 601  | 6 066 666,62            | Autres subventions  | 3 550 000,00   | 156 245 789   | 160 483 123   | 163 728 123  | 13 539 001,00           |
| Intervention  | 363 063 062,37   | 439 253 451   | 438 609 150   | 432 620 886  | 394 907 781,69          | Autres produits   | 1 266 717,12   | 700 000   | 725 000   | 1 275 000  | 2 696 299,66            |
|   |  |   |   |  |                         | Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat | 179 980 000,00   | 114 223 055   | 125 269 055   | 29 269 055   | 29 269 055,00           |
| <b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>  | <b>374 752 193,16</b>  | <b>462 677 745</b>  | <b>453 561 389</b>                                  | <b>447 077 630</b>   | <b>407 868 404,11</b>   | <b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>   | <b>487 295 918,76</b>  | <b>437 689 172</b>  | <b>456 320 379</b>                                  | <b>360 790 379</b>   | <b>352 612 234,30</b>   |
| Résultat : bénéfice (3) = (2) - (1)   | 112 543 725,60   | 0   | 2 758 990   | 0  | -                       | Résultat : perte (4) = (1) - (2)  | -  | 24 988 573  | 0   | 86 287 251   | 55 256 169,81           |
| <b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b> | <b>487 295 918,76</b>  | <b>462 677 745</b>  | <b>456 320 379</b>                                  | <b>447 077 630</b>   | <b>407 868 404,11</b>   | <b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>                                 | <b>487 295 918,76</b>  | <b>462 677 745</b>  | <b>456 320 379</b>                                  | <b>447 077 630</b>   | <b>407 868 404,11</b>   |

\* il s'agit des sous catégories présentant les contributions employeur au CAS Pensions

CALCUL DE LA CAPACITE DE FINANCEMENT (CAF)

|  | Montants de l'exécution Agence 2022 (CF-2022 voté au CA du 13/03/2023) | Montants Budget Initial 2023 (BI-2023 voté au CA du 08/12/2022) | Montants Budget (BR1-2023 voté au CA du 22/06/2023) | Montant du BR2 (dernier budget en vigueur, voté au CA du 30/11/2023) | Montants Exécution 2023 |
|--|--|---|---|--|-------------------------|
| Résultat de l'exercice bénéfice (3) ou perte -(4)                                | 112 543 725,60   | -24 988 573   | 2 758 990   | -86 287 251  | - 55 256 169,81         |
| + (C68) dotations aux amortissements et provisions                               | 433 977,69   | 227 614   | 503 234   | 487 318  | 530 950,68              |
| - (C78) reprises sur amortissements et provisions                                | - 5 500,00   | 0   | 0   | 0  | -                       |
| - (C7813) quote part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs | -  | 0   | 0   | 0  | 0,00                    |
|  |  | 0   |   |  | -                       |
| + (C656) valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés                      | 600,00   | 0   | 0   | 0  | -                       |
| - (C756) produits de cession d'éléments d'actifs                                 | -  |   | 0   | 0  | 0,00                    |
| <b>= C A F ou IAF*</b>   | <b>112 972 803,29</b>  | <b>-24 760 959</b>  | <b>3 262 224</b>                                    | <b>-85 799 933</b>   | <b>- 54 725 219,13</b>  |

\* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

ETAT DE L'EVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE EN DROITS CONSTATES

| EMPLOIS                                      | Montants de l'exécution Agence 2022 (CF-2022 voté au CA du 13/03/2023) | Montants Budget Initial 2023 (BI-2023 voté au CA du 08/12/2022) | Montants Budget (BR1-2023 voté au CA du 22/06/2023) | Montant du BR2 (dernier budget en vigueur, voté au CA du 30/11/2023) | Montants Exécution 2023 | RESSOURCES  | Montants de l'exécution Agence 2022 (CF-2022 voté au CA du 13/03/2023) | Montants Budget Initial 2023 (BI-2023 voté au CA du 08/12/2022) | Montants Budget (BR1-2023 voté au CA du 22/06/2023) | Montant du BR2 (dernier budget en vigueur, voté au CA du 30/11/2023) | Montants Exécution 2023 |
|--|--|---|---|--|-------------------------|---|--|---|---|--|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement               | -  | 24 760 959  | 0   | 85 799 933   | 54 725 219,13           | Capacité d'autofinancement                              | 112 972 803,29   | 0   | 3 262 224   | 0  | -                       |
| Investissements                              | 505 248,56   | 470 700   | 738 109   | 523 109  | 499 744,81              | Financement non rattaché à des actifs déterminés - Etat | -  | 0   | 0   | 0  | -                       |
|  |  |   |   |  |                         | Financement de l'actif par l'Etat                       | -  | 0   | 0   | 0  | -                       |
|  |  |   |   |  |                         | Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat  | -  | 0   | 0   | 0  | -                       |
|  |  |   |   |  |                         | Autres ressources                                       | -  | 0   | 0   | 0  | -                       |
| Remboursement des dettes financières         | -  | 0   | 0   | 0  | -                       | Augmentation des dettes financières                     | -  | 0   | 0   | 0  | -                       |
| <b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>                 | <b>505 248,56</b>  | <b>25 231 659</b>   | <b>738 109</b>                                      | <b>86 323 042</b>  | <b>55 224 963,94</b>    | <b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>                         | <b>112 972 803,29</b>  | <b>0</b>  | <b>3 262 224</b>                                    | <b>0</b>   | <b>-</b>                |
| APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6) - (5) | 112 467 554,73   | 0   | 2 524 115   | 0  | -                       | PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (5) - (6)      | -  | 25 231 659  | 0   | 86 323 042   | 55 224 963,94           |

VARIATION ET NIVEAU DU FOND DE ROULEMENT, DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT ET DE LA TRESORERIE

|  | Montants de l'exécution Agence 2022 (CF-2022 voté au CA du 13/03/2023) | Montants Budget Initial 2023 (BI-2023 voté au CA du 08/12/2022) | Montants Budget (BR1-2023 voté au CA du 22/06/2023) | Montant du BR2 (dernier budget en vigueur, voté au CA du 30/11/2023) | Montants Exécution 2023 |
|--|--|---|---|--|-------------------------|
| Variation du FONDS DE ROULEMENT            | 112 467 554,73   | -25 231 659   | 2 524 115   | -86 323 042  | -55 224 963,94          |
| Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT  | 12 773 204,09  | 0   | 0   | 0  | 17 218 405,22           |
| Variation de la TRESORERIE                 | 99 694 350,64  | -25 231 659   | 2 524 115   | -86 323 042  | -72 443 369,16          |
| Niveau du FONDS DE ROULEMENT               | 304 771 634,90   | 234 307 742   | 307 295 750   | 218 448 593  | 249 546 670,96          |
| Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (+) | 14 178 560,68  | 1 430 536   | 14 178 561  | 14 178 561   | 31 396 965,90           |
| Niveau de la TRESORERIE                    | 290 593 074,22   | 232 877 206   | 293 117 189   | 204 270 032  | 218 149 705,06          |

\* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

TABLEAU 7 - PLAN DE TRESORERIE

POUR INFORMATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

| ( K€ TTC )  | Agence            | Agence            | Agence            | Agence            | Agence            | Agence            | Agence            | Agence            | Agence            | Agence            | Agence            | Agence            | Agence              |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---------------------|
|   | réalisé           | réalisé           | réalisé           | réalisé           | réalisé           | réalisé           | réalisé           | réalisé           | réalisé           | réalisé           | réalisé           | réalisé           | réalisé             |
|   | janvier           | février           | mars              | avril             | mai               | juin              | juillet           | août              | septembre         | octobre           | novembre          | décembre          | TOTAUX<br>(12 mois) |
| <b>(1) SOLDE INITIAL (début de mois)</b>  | <b>290 593 K€</b> | <b>326 008 K€</b> | <b>324 127 K€</b> | <b>418 581 K€</b> | <b>375 404 K€</b> | <b>352 421 K€</b> | <b>359 365 K€</b> | <b>314 293 K€</b> | <b>254 342 K€</b> | <b>262 549 K€</b> | <b>222 533 K€</b> | <b>247 668 K€</b> | <b>290 593 K€</b>   |
| <b>ENCAISSEMENTS</b>  |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                     |
| <b>Recettes budgétaires globalisées</b>   | 3 K€              | 41 990 K€         | 7 046 K€          | 102 637 K€        | 68 K€             | 45 176 K€         | 5 842 K€          | 5 853 K€          | 47 064 K€         | 2 780 K€          | 44 633 K€         | 6 022 K€          | 309 112 K€          |
| Financements de l'Etat (dont SCSP)  | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 1 762 K€          | 0 K€              | 1 762 K€          | 0 K€              | 0 K€              | 1 762 K€          | 0 K€              | 1 762 K€          | 0 K€              | 7 049 K€            |
| Autres financements de l'Etat   | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 37 119 K€         | 0 K€              | 37 119 K€         | 0 K€              | 0 K€              | 37 089 K€         | 0 K€              | 37 119 K€         | 3 245 K€          | 151 690 K€          |
| Recettes Française des jeux (FdJ) hors paris sportifs                                     | 0 K€              | 25 423 K€         | 17 K€             | 43 531 K€         | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 68 970 K€           |
| Recettes Paris sportifs FdJ et Paris sportifs en ligne des autres opérateurs              | 0 K€              | 14 803 K€         | 6 871 K€          | 11 542 K€         | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 33 216 K€           |
| Recettes Droits TV  | 0 K€              | 1 518 K€          | 13 K€             | 8 516 K€          | 0 K€              | 6 152 K€          | 5 737 K€          | 5 737 K€          | 8 197 K€          | 2 445 K€          | 5 640 K€          | 2 228 K€          | 46 183 K€           |
| Autres financements publics   | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€                |
| Autres recettes budgétaires (hors fiscalité) dont Mécénat & Partenariats                  | 3 K€              | 246 K€            | 145 K€            | 167 K€            | 68 K€             | 143 K€            | 104 K€            | 116 K€            | 16 K€             | 335 K€            | 112 K€            | 549 K€            | 2 004 K€            |
| <b>Recettes budgétaires fléchées</b>  | 0 K€              | 0 K€              | 100 K€            | 0 K€              | 0 K€              | 700 K€            | 1 000 K€          | 0 K€              | 700 K€            | 1 450 K€          | 18 223 K€         | 18 941 K€         | 41 114 K€           |
| Financements de l'Etat fléchés  | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 18 223 K€         | 11 046 K€         | 29 269 K€           |
| Autres financements publics fléchés   | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 300 K€            | 0 K€              | 0 K€              | 100 K€            | 0 K€              | 2 400 K€          | 2 800 K€            |
| Autres recettes budgétaires (hors fiscalité) fléchées dont Mécénat & Partenariats fléchés | 0 K€              | 0 K€              | 100 K€            | 0 K€              | 0 K€              | 700 K€            | 700 K€            | 0 K€              | 700 K€            | 1 350 K€          | 0 K€              | 5 495 K€          | 9 045 K€            |
| <b>Recettes non budgétaires</b>   | 42 065 K€         | -34 731 K€        | 96 280 K€         | -102 498 K€       | 7 201 K€          | -374 K€           | 249 K€            | 2 762 K€          | -5 364 K€         | 3 473 K€          | -3 215 K€         | -1 002 K€         | 4 847 K€            |
| Autres encaissements  | 42 065 K€         | -34 731 K€        | 96 280 K€         | -102 498 K€       | 7 201 K€          | -374 K€           | 249 K€            | 2 762 K€          | -5 364 K€         | 3 473 K€          | -3 215 K€         | -1 002 K€         | 4 847 K€            |
| <b>A. TOTAL ENCAISSEMENTS</b>   | <b>42 068 K€</b>  | <b>7 259 K€</b>   | <b>103 426 K€</b> | <b>140 K€</b>     | <b>7 269 K€</b>   | <b>45 502 K€</b>  | <b>7 090 K€</b>   | <b>8 615 K€</b>   | <b>42 400 K€</b>  | <b>7 704 K€</b>   | <b>59 641 K€</b>  | <b>23 961 K€</b>  | <b>355 073 K€</b>   |
| <b>DECAISSEMENTS</b>  |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                     |
| <b>Dépenses liées à des recettes globalisées</b>  | 3 909 K€          | 5 326 K€          | 4 362 K€          | 39 715 K€         | 25 469 K€         | 28 702 K€         | 43 935 K€         | 59 305 K€         | 26 430 K€         | 31 183 K€         | 23 631 K€         | 26 746 K€         | 318 714 K€          |
| Personnel   | 492 K€            | 148 K€            | 589 K€            | 616 K€            | 552 K€            | 567 K€            | 556 K€            | 628 K€            | 6 K€              | 1 158 K€          | 504 K€            | 1 558 K€          | 7 375 K€            |
| Fonctionnement - Frais de structure   | 31 K€             | 60 K€             | 314 K€            | 37 K€             | 51 K€             | 385 K€            | 74 K€             | 113 K€            | 36 K€             | 74 K€             | 226 K€            | 1 248 K€          | 2 899 K€            |
| Fonctionnement - Dépenses spécifiques DDPS et DHPS  | 0 K€              | 4 K€              | 14 K€             | 130 K€            | 215 K€            | 52 K€             | 69 K€             | 150 K€            | 0 K€              | 45 K€             | 317 K€            | 922 K€            | 1 919 K€            |
| Intervention - Aides aux projets de fonctionnement au plan territorial DDPS               | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 996 K€            | 14 213 K€         | 29 338 K€         | 45 511 K€         | 16 060 K€         | 15 484 K€         | 8 287 K€          | 3 843 K€          | 133 732 K€          |
| Intervention - Aides aux projets de fonctionnement au plan national DDPS                  | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 128 K€            | 210 K€            | 5 242 K€          | 4 603 K€          | 6 986 K€          | 3 091 K€          | 1 452 K€          | 3 001 K€          | 8 485 K€          | 33 199 K€           |
| Intervention - Aides aux projets d'équipement DDPS  | 3 120 K€          | 4 342 K€          | 2 697 K€          | 1 991 K€          | 2 610 K€          | 2 262 K€          | 2 453 K€          | 1 160 K€          | 4 820 K€          | 2 599 K€          | 4 668 K€          | 2 599 K€          | 34 897 K€           |
| Intervention - Aides aux projets de fonctionnement au plan territorial DHPS               | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 731 K€            | 889 K€            | 2 541 K€          | 1 162 K€          | 845 K€            | 952 K€            | 1 166 K€          | 8 287 K€            |
| Intervention - Aides aux projets de fonctionnement au plan national DHPS                  | 0 K€              | 0 K€              | 738 K€            | 35 872 K€         | 20 731 K€         | 4 884 K€          | 5 657 K€          | 2 099 K€          | 3 899 K€          | 6 965 K€          | 5 018 K€          | 2 265 K€          | 88 128 K€           |
| Intervention - Aides aux projets d'équipement DHPS  | 266 K€            | 772 K€            | 9 K€              | 939 K€            | 104 K€            | 366 K€            | 297 K€            | 117 K€            | 0 K€              | 92 K€             | 2 726 K€          | 2 591 K€          | 8 278 K€            |
| <b>Dépenses liées à des recettes fléchées</b>   | 2 667 K€          | 2 956 K€          | 3 885 K€          | 4 104 K€          | 4 000 K€          | 8 900 K€          | 8 080 K€          | 8 907 K€          | 7 179 K€          | 16 357 K€         | 10 695 K€         | 24 830 K€         | 102 559 K€          |
| Personnel   | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 4 K€              | 11 K€             | 0 K€              | 24 K€             | 11 K€             | 23 K€             | 72 K€               |
| Fonctionnement - Frais de structure   | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 4 K€              | 2 K€              | 4 K€              | 0 K€              | 1 K€              | 2 K€              | 10 K€             | 0 K€              | 8 K€              | 31 K€               |
| Fonctionnement - Dépenses spécifiques DDPS et DHPS  | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 10 K€             | 0 K€              | 0 K€              | 39 K€             | 48 K€             | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 97 K€               |
| Intervention - Aides aux projets de fonctionnement au plan territorial DDPS               | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 111 K€            | 9 K€              | 352 K€            | 245 K€            | 1 280 K€          | 2 346 K€          | 825 K€            | 5 167 K€            |
| Intervention - Aides aux projets de fonctionnement au plan national DDPS                  | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 1 574 K€          | 3 409 K€          | 1 129 K€          | 4 681 K€          | 1 488 K€          | 904 K€            | 13 185 K€           |
| Intervention - Aides aux projets d'équipement DDPS  | 2 042 K€          | 2 941 K€          | 2 932 K€          | 4 080 K€          | 3 285 K€          | 7 319 K€          | 6 089 K€          | 4 931 K€          | 5 691 K€          | 9 611 K€          | 6 093 K€          | 8 790 K€          | 63 803 K€           |
| Intervention - Aides aux projets de fonctionnement au plan territorial DHPS               | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€                |
| Intervention - Aides aux projets de fonctionnement au plan national DHPS                  | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 12 500 K€         | 12 500 K€           |
| Intervention - Aides aux projets d'équipement DHPS  | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€                |
| Intervention - Autres dispositifs (CPJ)   | 625 K€            | 15 K€             | 953 K€            | 20 K€             | 703 K€            | 1 467 K€          | 404 K€            | 165 K€            | 63 K€             | 751 K€            | 758 K€            | 1 780 K€          | 7 703 K€            |
| <b>Emplois</b>  | 3 952             | 3 294             | -                 | -                 | -                 | 220 181           | -                 | 10 260            | -                 | 10 260            | -                 | 241 010           | 488 956             |
| Immobilisations - frais de structure  | 4 K€              | 3 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 0 K€              | 220 K€            | 0 K€              | 10 K€             | 0 K€              | 10 K€             | 0 K€              | 241 K€            | 489 K€              |
| Immobilisations - dépenses spécifiques DDPS et DHPS                                       |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 0 K€                |
| <b>Opérations non budgétaires</b>   | 73 K€             | 855 K€            | 725 K€            | -503 K€           | 782 K€            | 736 K€            | 148 K€            | 343 K€            | 584 K€            | 169 K€            | 180 K€            | 1 663 K€          | 5 755 K€            |
| Autres décaissements  | 73 K€             | 855 K€            | 725 K€            | -503 K€           | 782 K€            | 736 K€            | 148 K€            | 343 K€            | 584 K€            | 169 K€            | 180 K€            | 1 663 K€          | 5 755 K€            |
| <b>B. TOTAL DECAISSEMENTS</b>   | <b>6 652 K€</b>   | <b>9 140 K€</b>   | <b>8 972 K€</b>   | <b>43 316 K€</b>  | <b>30 252 K€</b>  | <b>38 558 K€</b>  | <b>52 163 K€</b>  | <b>68 565 K€</b>  | <b>34 193 K€</b>  | <b>47 720 K€</b>  | <b>34 506 K€</b>  | <b>53 480 K€</b>  | <b>427 517 K€</b>   |
| <b>(2) SOLDE DU MOIS = A - B</b>  | <b>35 415 K€</b>  | <b>-1 881 K€</b>  | <b>94 454 K€</b>  | <b>-43 177 K€</b> | <b>-22 983 K€</b> | <b>6 944 K€</b>   | <b>-45 072 K€</b> | <b>-59 950 K€</b> | <b>8 206 K€</b>   | <b>-40 016 K€</b> | <b>25 135 K€</b>  | <b>-29 518 K€</b> | <b>-72 443 K€</b>   |
| <b>SOLDE CUMULE (1) + (2)</b>   | <b>326 008 K€</b> | <b>324 127 K€</b> | <b>418 581 K€</b> | <b>375 404 K€</b> | <b>352 421 K€</b> | <b>359 365 K€</b> | <b>314 293 K€</b> | <b>254 342 K€</b> | <b>262 549 K€</b> | <b>222 533 K€</b> | <b>247 668 K€</b> | <b>218 150 K€</b> | <b>218 150 K€</b>   |

**TABLEAU 8 - OPERATIONS LIEES AUX RECETTES FLECHEES**

**POUR INFORMATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

|   | Antérieures à 2023<br>non dénouées | 2023                   | 2024               | 2025               | 2026 et suivantes  |
|---|------------------------------------|------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| <b>Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice<br/>(a)</b>    |                                    | <b>194 626 612,26</b>  | <b>133 182 388</b> | <b>125 515 486</b> | <b>79 570 672</b>  |
| <b>Recettes fléchées (b)</b>  | <b>385 460 000</b>                 | <b>41 114 289,00</b>   | <b>136 374 758</b> | <b>80 289 684</b>  | <b>200 833 553</b> |
| Financements de l'État fléchés  | 379 580 000,00                     | 29 269 055,00          | 124 018 708,00     | 80 289 684,00      | 200 833 553,00     |
| Autres financements publics fléchés   | 200 000,00                         | 2 800 000,00           | 900 000,00         | -                  | -                  |
| Recettes propres fléchées   | -                                  | 27 900,00              | -                  | -                  | -                  |
| Mécénat et partenariats fléchés   | 5 680 000,00                       | 9 017 334,00           | 11 456 050,00      | -                  | -                  |
| <b>Dépenses sur recettes fléchées CP (c)</b>  | <b>190 833 388</b>                 | <b>102 558 513,13</b>  | <b>144 041 660</b> | <b>126 234 498</b> | <b>293 284 150</b> |
| Personnel   |                                    |                        |                    |                    |                    |
| AE=CP   | 0                                  | 71 905,20              | 150 000            |                    |                    |
| Fonctionnement  |                                    |                        |                    |                    |                    |
| AE  | 0                                  | 176 560,42             | 95 000             | 0                  | 0                  |
| CP  | 0                                  | 128 110,42             | 143 450            | 0                  | 0                  |
| Intervention  |                                    |                        |                    |                    |                    |
| AE  | 311 106 855                        | 163 891 564,12         | 122 054 358        | 97 531 785         | 94 500 000         |
| CP  | 190 833 388                        | 102 358 497,51         | 143 748 210        | 126 234 498        | 293 284 150        |
| Investissement  |                                    |                        |                    |                    |                    |
| AE  | 0                                  | -                      |                    |                    |                    |
| CP  | 0                                  | -                      |                    |                    |                    |
| <b>Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées<br/>(b) - (c)</b> | <b>194 626 612</b>                 | <b>- 61 444 224,13</b> | <b>-7 666 902</b>  | <b>-45 944 814</b> | <b>-92 450 597</b> |

Solde budgétaire N repris au tableau "Equilibre financier" en (a)

**Au cas où l'organisme utilise ce tableau pour un suivi individuel par opération, cette seconde partie permet de vérifier l'équilibre final de chaque opération.**

|  |                    |                       |                    |                   |                    |
|--|--------------------|-----------------------|--------------------|-------------------|--------------------|
| <b>Autofinancement des opérations fléchées (d)</b>   |                    |                       |                    |                   |                    |
| <b>Opérations de trésorerie (décaissements) financées par recettes fléchées (e)</b>                      |                    |                       |                    |                   |                    |
| <b>Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice<br/>(a) + (b) - (c) + (d) - (e)</b> | <b>194 626 612</b> | <b>133 182 388,13</b> | <b>125 515 486</b> | <b>79 570 672</b> | <b>-12 879 925</b> |

TABLEAU 9 - OPERATIONS PLURIANNUELLES PAR NATURE - PREVISION

POUR INFORMATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A- Exécution d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

| AIDES AUX PROJETS D'EQUIPEMENT - DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES |  |                           |                                 |                       |                         |                                  |                      |                        |                             |                    |                   |                    |                   |                   |                  |
|--|--|---------------------------|---------------------------------|-----------------------|-------------------------|----------------------------------|----------------------|------------------------|-----------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|-------------------|-------------------|------------------|
| Opération  | Nature                                   | Coût total de l'opération | EXECUTION 2023                  |                       |                         |                                  |                      |                        | PREVISION 2024 ET SUIVANTES |                    |                   |                    |                   |                   |                  |
|  |  |                           | AE ouvertes sur années < à 2023 | AE consommées en 2023 | TOTAL des AE consommées | CP consommés sur années < à 2023 | CP consommés en 2023 | TOTAL des CP consommés | RaP réels au 31/12/2023     | AE prévues en 2024 | CP prévus en 2024 | AE prévues en 2025 | CP prévus en 2025 | AE prévues > 2026 | CP prévus > 2026 |
|  |  | (1)                       | (2)                             | (3)                   | (6) = (4) + (5)         | (7)                              | (8)                  | (9) = (8) + (9)        | (1) - (7) - (9)             | (10)               | (12)              | (13)               | (14)              | (15)              | (16)             |
| Op. 8  | 2009 enveloppe nationale                 | 41 574 084                | 41 574 084                      | 0                     | 41 574 084              | 41 574 084                       | 0                    | 41 574 084             | 0                           | 0                  | 0                 | 0                  | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 13   | 2010 enveloppe nationale                 | 53 766 783                | 53 766 783                      | 0                     | 53 766 783              | 53 766 783                       | 0                    | 53 766 783             | 0                           | 0                  | 0                 | 0                  | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 16   | 2011 enveloppe nationale                 | 67 159 804                | 67 159 804                      | 0                     | 67 159 804              | 67 111 359                       | 48 445               | 67 159 804             | 0                           | 0                  | 0                 | 0                  | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 17   | 2011 crédits régionalisés                | 12 770 650                | 12 770 650                      | 0                     | 12 770 650              | 12 770 650                       | 0                    | 12 770 650             | 0                           | 0                  | 0                 | 0                  | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 18   | 2011 politique contractuelle             | 18 294 410                | 18 294 410                      | 0                     | 18 294 410              | 18 294 410                       | 0                    | 18 294 410             | 0                           | 0                  | 0                 | 0                  | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 21   | 2012 enveloppe nationale                 | 31 886 593                | 31 886 593                      | 0                     | 31 886 593              | 31 886 593                       | 0                    | 31 886 593             | 0                           | 0                  | 0                 | 0                  | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 22   | 2012 crédits régionalisés                | 12 879 049                | 12 879 049                      | 0                     | 12 879 049              | 12 759 049                       | 78 163               | 12 837 213             | 41 837                      | 0                  | 41 837            | 0                  | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 23   | 2012 politique contractuelle             | 17 265 161                | 17 265 161                      | 0                     | 17 265 161              | 16 525 142                       | 0                    | 16 525 142             | 740 019                     | 0                  | 740 020           | 0                  | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 24   | 2013 enveloppe nationale                 | 37 712 753                | 37 712 753                      | 0                     | 37 712 753              | 37 462 068                       | 0                    | 37 462 068             | 250 685                     | 0                  | 250 686           | 0                  | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 25   | 2013 politique contractuelle             | 17 327 244                | 17 327 244                      | 0                     | 17 327 244              | 17 327 244                       | 0                    | 17 327 244             | 0                           | 0                  | 0                 | 0                  | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 26   | 2014 enveloppe nationale                 | 31 267 986                | 31 267 986                      | 0                     | 31 267 986              | 30 553 579                       | 371 551              | 30 725 130             | 542 856                     | 0                  | 542 856           | 0                  | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 27   | 2014 politique contractuelle             | 6 881 980                 | 6 881 980                       | 0                     | 6 881 980               | 6 713 596                        | 0                    | 6 713 596              | 168 383                     | 0                  | 168 384           | 0                  | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 28   | 2015 Equippt structurant local / niv NAT | 23 091 472                | 23 091 472                      | 0                     | 23 091 472              | 21 335 315                       | 812 090              | 22 147 405             | 944 067                     | 0                  | 870 846           | 0                  | 51 964            | 0                 | 21 257           |
| Op. 30   | 2015 politique contractuelle             | 3 842 778                 | 3 842 778                       | 0                     | 3 842 778               | 3 639 876                        | 0                    | 3 639 876              | 202 903                     | 0                  | 202 903           | 0                  | 0                 | 0                 | 0                |

| SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT |   |                           |                                 |                       |                        |                                  |                      |                        |                             |                    |                   |                    |                   |                   |                  |
|--------------------------|---|---------------------------|---------------------------------|-----------------------|------------------------|----------------------------------|----------------------|------------------------|-----------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|-------------------|-------------------|------------------|
| Opération                | Nature  | Coût total de l'opération | EXECUTION 2023                  |                       |                        |                                  |                      |                        | PREVISION 2024 ET SUIVANTES |                    |                   |                    |                   |                   |                  |
|                          |   |                           | AE ouvertes sur années < à 2023 | AE consommées en 2023 | TOTAL des AE consommés | CP consommés sur années < à 2023 | CP consommés en 2023 | TOTAL des CP consommés | R&P réels au 31/12/2023     | AE prévues en 2024 | CP prévus en 2024 | AE prévues en 2025 | CP prévus en 2025 | AE prévues > 2026 | CP prévus > 2026 |
|                          |   |                           | (1)                             | (2)                   | (3)                    | (4) = (2) + (3)                  | (5)                  | (6)                    | (7) = (5) + (6)             | (8) = (7) - (9)    | (10)              | (11)               | (12)              | (13)              | (14)             |
| Op. 31                   | 2016 Sinistre   | 71 489                    | 71 489                          | 0,00                  | 71 489                 | 71 489                           | -                    | 71 489                 | 0                           | 0                  | 0                 | 0                  | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 32                   | 2016 Equip structurant local / niv NAT                          | 24 970 877                | 24 970 877                      | 0,00                  | 24 970 877             | 23 027 738                       | 759 052,34           | 23 786 790             | 1 184 087                   | 0                  | 1 184 087         | 0                  | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 34                   | 2016 Politique contractuelle                                    | 9 219 248                 | 9 219 248                       | 0,00                  | 9 219 248              | 5 955 804                        | 741 641,21           | 6 697 445              | 2 521 803                   | 0                  | 2 521 803         | 0                  | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 35                   | 2017 Equip structurant local / niv NAT                          | 26 397 634                | 26 397 634                      | 0,00                  | 26 397 634             | 22 922 822                       | 2 932 512,61         | 25 855 334             | 542 300                     | 0                  | 542 300           | 0                  | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 37                   | 2017 Politique contractuelle                                    | 5 500 000                 | 5 500 000                       | 0,00                  | 5 500 000              | 5 500 000                        | -                    | 5 500 000              | 0                           | 0                  | 0                 | 0                  | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 38                   | 2017 Outre mer  | 9 040 830                 | 9 040 830                       | 0,00                  | 9 040 830              | 5 052 827                        | 408 434,81           | 5 461 262              | 3 579 569                   | 0                  | 3 579 569         | 0                  | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 39                   | 2017 Plan héritage  | 8 652 069                 | 8 652 069                       | 0,00                  | 8 652 069              | 8 100 035                        | 117 974,81           | 8 218 009              | 434 060                     | 0                  | 434 060           | 0                  | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 40                   | 2018 Equip structurant local / niv NAT                          | 18 900 696                | 18 900 696                      | 0,00                  | 18 900 696             | 14 310 265                       | 2 540 314,18         | 16 850 579             | 2 050 117                   | 0                  | 1 401 452         | 0                  | 648 665           | 0                 | 0                |
| Op. 41                   | 2018 Outre mer  | 6 056 609                 | 6 056 609                       | 0,00                  | 6 056 609              | 2 841 763                        | 641 515,88           | 3 483 279              | 2 573 330                   | 0                  | 490 000           | 0                  | 2 083 330         | 0                 | 0                |
| Op. 42                   | 2018 Plan héritage  | 4 467 388                 | 4 467 388                       | 0,00                  | 4 467 388              | 3 778 473                        | 459 266,84           | 4 237 740              | 229 648                     | 0                  | 229 648           | 0                  | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 44                   | 2019 Outre-mer et Corse   | 7 808 438                 | 7 808 438                       | 0,00                  | 7 808 438              | 2 965 631                        | 770 552,59           | 3 736 183              | 4 072 255                   | 0                  | 700 000           | 0                  | 700 000           | 0                 | 2 672 255        |
| Op. 45                   | 2019 Equipts structurants locaux niv national                   | 20 990 743                | 20 990 743                      | 0,00                  | 20 990 743             | 15 852 490                       | 1 139 073,10         | 14 991 563             | 5 999 180                   | 0                  | 1 540 000         | 0                  | 1 539 999         | 0                 | 2 919 181        |
| Op. 46                   | 2019 Plan Aisance aquatique                                     | 12 049 073                | 12 049 073                      | 0,00                  | 12 049 073             | 5 335 251                        | 2 398 748,73         | 7 734 000              | 4 315 073                   | 0                  | 980 000           | 0                  | 980 000           | 0                 | 2 355 073        |
| Op. 49                   | 2020 Equipts structurants locaux niv national                   | 14 639 436                | 14 639 436                      | 0,00                  | 14 639 436             | 6 789 351                        | 2 507 450,60         | 9 296 802              | 5 342 634                   | 0                  | 2 250 000         | 0                  | 1 050 000         | 0                 | 2 042 634        |
| Op. 50                   | 2020 Outre-mer et Corse   | 4 434 882                 | 4 434 882                       | 0,00                  | 4 434 882              | 214 882                          | 346 428,41           | 561 310                | 3 873 572                   | 0                  | 750 000           | 0                  | 350 000           | 0                 | 2 773 572        |
| Op. 51                   | 2020 Plan Aisance aquatique                                     | 11 736 799                | 11 736 799                      | 0,00                  | 11 736 799             | 5 136 914                        | 2 717 518,09         | 7 854 433              | 3 882 366                   | 0                  | 1 800 000         | 0                  | 840 000           | 0                 | 1 242 366        |
| Op. 52                   | Equipts structurants locaux env PST 2020                        | 4 661 437                 | 4 661 437                       | 0,00                  | 4 661 437              | 2 406 082                        | 887 844,82           | 3 293 927              | 1 367 510                   | 0                  | 747 117           | 0                  | 348 654           | 0                 | 271 739          |
| Op. 53                   | Outre-mer et Corse env PST 2020                                 | 2 877 866                 | 2 877 866                       | 0,00                  | 2 877 866              | 725 741                          | 717 879,37           | 1 443 621              | 1 434 245                   | 0                  | 449 861           | 0                  | 209 935           | 0                 | 774 449          |
| Op. 57                   | Equipts structurants locaux env nationale 2021                  | 3 877 758                 | 3 877 758                       | 0,00                  | 3 877 758              | 1 222 273                        | 1 067 598,48         | 2 289 871              | 1 587 887                   | 0                  | 1 320 000         | 0                  | 267 887           | 0                 | 0                |
| Op. 58                   | Rénovation énergétique Plan de Relance 2021 national            | 24 784 088                | 24 784 088                      | 0,00                  | 24 784 088             | 7 898 347                        | 8 989 692,29         | 16 888 039             | 7 896 050                   | 0                  | 7 896 050         | 0                  | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 62                   | Outre-mer et Corse env PST 2021                                 | 2 868 009                 | 2 868 009                       | 0,00                  | 2 868 009              | 576 202                          | 599 070,38           | 1 175 272              | 1 692 737                   | 0                  | 976 393           | 0                  | 443 815           | 0                 | 272 529          |
| Op. 60                   | Plan Aisance aquatique 2021                                     | 10 963 660                | 10 963 660                      | 0,00                  | 10 963 660             | 2 025 979                        | 2 088 053,70         | 4 114 033              | 6 849 628                   | 0                  | 3 960 000         | 0                  | 1 800 000         | 0                 | 1 089 628        |
| Op. 61                   | Equipts structurants locaux env PST 2021                        | 11 631 658                | 11 616 751                      | 14 907,20             | 11 631 658             | 3 030 219                        | 3 134 495,98         | 6 164 715              | 5 466 943                   | 0                  | 3 960 760         | 0                  | 1 495 450         | 0                 | 10 733           |
| Op. 59                   | Outre-mer et Corse env nationale 2021                           | 4 996 982                 | 4 996 982                       | 0,00                  | 4 996 982              | 339 600                          | 685 881,89           | 1 025 482              | 3 971 500                   | 0                  | 1 650 000         | 0                  | 750 000           | 0                 | 1 571 500        |
| Op. 63                   | Rénovation énergétique Plan de Relance 2021 & 2023 territorial  | 20 454 306                | 20 454 306                      | 0,00                  | 20 454 306             | 4 908 491                        | 8 092 038,85         | 13 000 530             | 7 453 776                   | 0                  | 7 453 776         | 0                  | 0                 | 0                 | 0                |
| Op. 64                   | Equipts quartiers prioritaires 2021 & 2022 CIV                  | 9 977 791                 | 9 977 791                       | 0,00                  | 9 977 791              | 629 000                          | 1 620 843,90         | 2 249 844              | 7 727 947                   | 0                  | 2 611 144         | 0                  | 2 274 964         | 0                 | 2 841 839        |
| Op. 65                   | Equipts quartiers prioritaires 2021 & 2022 CIV PST              | 19 067 661                | 19 067 661                      | 0,00                  | 19 067 661             | 2 538 655                        | 4 273 546,02         | 6 812 201              | 12 255 460                  | 0                  | 6 524 090         | 0                  | 3 077 565         | 0                 | 2 653 805        |
| Op. 69                   | Equipts structurants locaux env nationale 2022                  | 3 543 795                 | 3 543 795                       | 0,00                  | 3 543 795              | 180 000                          | 1 578 335,47         | 1 758 335              | 1 785 459                   | 0                  | 603 500           | 0                  | 1 171 500         | 0                 | 10 459           |
| Op. 20                   | Equipts H accessibilité env nat 2023-2027                       | 11 000 000                | 0                               | 2 000 000,00          | 2 000 000              | 0                                | 5 100,00             | 5 100                  | 1 994 900                   | 3 000 000          | 860 000           | 2 000 000          | 1 800 000         | 4 000 000         | 8 334 900        |
| Op. 71                   | Plan Aisance aquatique 2022                                     | 12 000 000                | 12 000 000                      | 0,00                  | 12 000 000             | 120 000                          | 1 321 919,38         | 1 441 919              | 10 558 081                  | 0                  | 2 040 000         | 0                  | 3 960 000         | 0                 | 4 558 081        |
| Op. 72                   | Equipts structurants locaux env PST 2022-2027                   | 97 000 696                | 11 955 696                      | 19 300 000,00         | 31 255 696             | 81 748                           | 2 410 817,24         | 2 492 565              | 28 763 131                  | 20 145 000         | 6 177 500         | 15 200 000         | 10 976 950        | 30 400 000        | 77 353 681       |
| Op. 70                   | Outre-mer et Corse env nationale 2022 puis OM territ. 2023-2027 | 42 508 947                | 7 999 458                       | 6 509 489,00          | 14 508 947             | 161 700                          | 609 119,54           | 770 820                | 13 738 128                  | 7 000 000          | 2 776 044         | 7 000 000          | 5 216 613         | 14 000 000        | 33 745 471       |
| Op. 75                   | Transition énergétique 2022 niveau national                     | 27 835 308                | 25 000 000                      | 2 835 308,00          | 27 835 308             | 0                                | 5 908 937,35         | 5 908 937              | 21 926 371                  | 0                  | 10 623 768        | 0                  | 9 860 948         | 0                 | 1 441 655        |
| Op. 76                   | Transition énergétique 2022 niveau territorial                  | 24 968 992                | 7 194 439                       | 17 774 553,00         | 24 968 992             | 0                                | 3 445 116,75         | 3 445 117              | 21 523 875                  | 0                  | 6 788 178         | 0                  | 14 258 691        | 0                 | 477 006          |
| Op. 73                   | Plan 5000 terrains de sport - niv national                      | 29 374 587                | 6 139 798                       | 23 234 789,00         | 29 374 587             | 1 789 770                        | 5 861 703,75         | 7 651 474              | 21 723 113                  | 0                  | 8 851 786         | 0                  | 9 101 252         | 0                 | 3 770 075        |
| Op. 74                   | Plan 5000 terrains de sport - niveau territorial                | 164 399 094               | 75 210 093                      | 89 189 000,51         | 164 399 094            | 2 046 180                        | 25 611 234,08        | 27 657 414             | 136 741 680                 | 0                  | 53 912 400        | 0                  | 52 169 385        | 0                 | 30 659 894       |
| Op. 77                   | PSTS  | 10 300 000                | 0                               | 2 300 000,00          | 2 300 000              | 0                                | -                    | 0                      | 2 300 000                   | 2 000 000          | 453 000           | 2 000 000          | 811 000           | 4 000 000         | 9 036 000        |
| Op. 78                   | Plan équipements Génération 2024                                | 287 749 800               | 0                               | 0,00                  | 0                      | 0                                | -                    | 0                      | 0                           | 98 749 800         | 9 874 980         | 94 500 000         | 30 384 944        | 94 500 000        | 247 489 876      |

|   |               |             |             |             |             |            |             |             |             |             |             |             |             |             |
|---|---------------|-------------|-------------|-------------|-------------|------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| S/ T AIDES EQUIPEMENT DDP   | 1 387 499 392 | 825 846 546 | 163 158 047 | 989 004 592 | 528 055 471 | 98 699 962 | 626 755 432 | 362 249 160 | 130 894 800 | 161 730 799 | 120 700 000 | 158 623 511 | 146 900 000 | 440 389 657 |
| <i>Pour information Retrait d'UE sur N ne rendant pas de disponible d'AE (point à date)</i> | -             |             |             |             |             |            |             |             |             |             |             |             |             |             |
|   | 1 387 499 392 |             |             |             |             |            |             |             |             |             |             |             |             |             |

| FINANCEMENTS AU PLAN TERRITORIAL - DEVELOPEMENT DES PRATIQUES |  |                           |                                 |                       |                         |                                  |                      |                        |                         |                             |                   |                    |                   |                   |                  |                  |           |          |
|---|--|---------------------------|---------------------------------|-----------------------|-------------------------|----------------------------------|----------------------|------------------------|-------------------------|-----------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|-------------------|------------------|------------------|-----------|----------|
| Opération   | Nature   | Coût total de l'opération | EXECUTION 2023                  |                       |                         |                                  |                      |                        | RàP réels au 31/12/2023 | PREVISION 2024 ET SUIVANTES |                   |                    |                   |                   |                  |                  |           |          |
|   |  |                           | AE ouvertes sur années < à 2023 | AE consommées en 2023 | TOTAL des AE consommées | CP consommés sur années < à 2023 | CP consommés en 2023 | TOTAL des CP consommés |                         | AE prévues en 2024          | CP prévus en 2024 | AE prévues en 2025 | CP prévus en 2025 | AE prévues > 2026 | CP prévus > 2026 |                  |           |          |
|   |  |                           | (1)                             | (2)                   | (3) = (1) + (2)         | (4)                              | (5)                  | (6) = (4) + (5)        |                         | (7)                         | (8)               | (9) = (7) + (8)    | (10)              | (11)              | (12)             | (13)             | (14)      | (15)     |
| 2.2.1   | Conventions < 2018 Emploi                                    | 62 960 567                | 62 960 567                      |                       | 62 960 567              | 62 960 567                       |                      | 62 960 567             | 0                       |                             |                   |                    |                   |                   |                  |                  |           |          |
| 2.2.1   | Conventions 2018 Emploi                                      | 30 992 420                | 30 992 420                      |                       | 30 992 420              | 30 992 420                       |                      | 30 992 420             | 0                       |                             |                   |                    |                   |                   |                  |                  |           |          |
| 2.2.1   | Conventions 2020 Emploi                                      | 19 365 632                | 19 365 632                      |                       | 19 365 632              | 19 365 632                       |                      | 19 365 632             | 0                       |                             |                   |                    |                   |                   |                  |                  |           |          |
| 2.2.1   | Conventions 2021 Emploi                                      | 69 087 263                | 69 087 263                      |                       | 69 087 263              | 69 087 263                       |                      | 69 087 263             | 0                       |                             |                   |                    |                   |                   |                  |                  |           |          |
| 2.2.1   | Conventions 2021 Emploi 1 jeune 1 solution (Plan de Relance) | 15 843 576                | 15 843 576                      |                       | 15 843 576              | 15 843 576                       |                      | 15 843 576             | 0                       |                             |                   |                    |                   |                   |                  |                  |           |          |
| 2.2.1   | Conventions 2022 Emploi                                      | 27 691 606                | 27 691 606                      |                       | 27 691 606              | 27 691 606                       |                      | 27 691 606             | 0                       |                             |                   |                    |                   |                   |                  |                  |           |          |
| 2.2.1   | Conventions 2023 Emploi Campus 2023                          | 9 095 355                 | 0                               | 3 037 785             | 3 037 785               |                                  | 0                    | 3 031 785              | 3 031 785               | 6 000                       | 3 025 785         | 3 031 785          | 3 031 785         | 3 031 785         | 3 031 785        | 3 031 785        | 3 031 785 | 0        |
| <b>S/ T FINANCEMENT AU PLAN TERRITORIAL</b>                   |  | <b>235 036 419</b>        | <b>225 941 064</b>              | <b>3 037 785</b>      | <b>228 978 849</b>      | <b>225 941 064</b>               | <b>3 031 785</b>     | <b>228 972 849</b>     | <b>6 000</b>            | <b>3 025 785</b>            | <b>3 031 785</b>  | <b>3 031 785</b>   | <b>3 031 785</b>  | <b>3 031 785</b>  | <b>3 031 785</b> | <b>3 031 785</b> | <b>0</b>  | <b>0</b> |

Pour information Retrait d'UE sur N ne rendant pas de disponible d'AE (point à date)

- 163 817

| AIDES AUX PROJETS D'EQUIPEMENT - HAUTE PERFORMANCE |  |                           |                                 |                       |                         |                                  |                      |                        |                         |                             |                   |                    |                   |                   |                  |          |                  |          |
|--|--|---------------------------|---------------------------------|-----------------------|-------------------------|----------------------------------|----------------------|------------------------|-------------------------|-----------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|-------------------|------------------|----------|------------------|----------|
| Opération  | Nature   | Coût total de l'opération | EXECUTION 2023                  |                       |                         |                                  |                      |                        | RàP réels au 31/12/2023 | PREVISION 2024 ET SUIVANTES |                   |                    |                   |                   |                  |          |                  |          |
|  |  |                           | AE ouvertes sur années < à 2023 | AE consommées en 2023 | TOTAL des AE consommées | CP consommés sur années < à 2023 | CP consommés en 2023 | TOTAL des CP consommés |                         | AE prévues en 2024          | CP prévus en 2024 | AE prévues en 2025 | CP prévus en 2025 | AE prévues > 2026 | CP prévus > 2026 |          |                  |          |
|  |  |                           | (1)                             | (2)                   | (3) = (1) + (2)         | (4)                              | (5)                  | (6) = (4) + (5)        |                         | (7)                         | (8)               | (9) = (7) + (8)    | (10)              | (11)              | (12)             | (13)     | (14)             | (15)     |
| Op. 29   | 2015 Equipets structurants nationaux                       | 9 889 811                 | 9 889 811                       | 0,0                   | 9 889 811               | 9 889 811                        | 0,00                 | 9 889 811              | 0                       | 0                           | 0                 | 0                  | 0                 | 0                 | 0                | 0        | 0                | 0        |
| Op. 33   | 2016 Equipets structurants nationaux                       | 12 314 620                | 12 314 620                      | 0,0                   | 12 314 620              | 10 842 716                       | 823 935,48           | 11 666 651             | 647 969                 | 0                           | 647 969           | 0                  | 0                 | 0                 | 0                | 0        | 0                | 0        |
| Op. 36   | 2017 Equipets structurants nationaux                       | 12 504 450                | 12 504 450                      | 0                     | 12 504 450              | 8 155 700                        | 1 380 000,00         | 9 535 700              | 2 968 750               | 0                           | 2 968 750         | 0                  | 0                 | 0                 | 0                | 0        | 0                | 0        |
| Op. 43   | 2018 Equipets structurants nationaux (transfert Ministère) | 8 884 933                 | 8 884 933                       | 0                     | 8 884 933               | 3 847 467                        | 752 431,49           | 4 599 899              | 4 285 035               | 0                           | 664 860           | 0                  | 5 620 175         | 0                 | 0                | 0        | 0                | 0        |
| Op. 47   | 2019 Equipets structurants nationaux                       | 7 733 702                 | 7 733 702                       | 0                     | 7 733 702               | 2 882 683                        | 519 301,24           | 3 401 985              | 4 331 717               | 0                           | 630 000           | 0                  | 630 000           | 0                 | 0                | 0        | 3 071 717        | 0        |
| Op. 48   | 2020 Equipets structurants nationaux                       | 4 703 722                 | 4 703 722                       | 0                     | 4 703 722               | 3 017 204                        | 406 518,04           | 3 423 722              | 1 280 000               | 0                           | 750 000           | 0                  | 350 000           | 0                 | 0                | 0        | 180 000          | 0        |
| Op. 54   | Grands Equipets structurants nationaux 2021                | 2 900 000                 | 2 900 000                       | 0                     | 2 900 000               | 320 000                          | 2 000 000,00         | 2 320 000              | 580 000                 | 0                           | 580 000           | 0                  | 0                 | 0                 | 0                | 0        | 0                | 0        |
| Op. 55   | Matériels immobilisés Haut niveau HP 2021                  | 2 701 829                 | 2 701 829                       | 0                     | 2 701 829               | 2 277 124                        | 335 705,08           | 2 612 829              | 89 000                  | 0                           | 89 001            | 0                  | 0                 | 0                 | 0                | 0        | 0                | 0        |
| Op. 56   | CPJ 2021   | 13 726 114                | 13 726 114                      | 0                     | 13 726 114              | 3 431 574                        | 4 488 060,79         | 7 919 635              | 5 806 479               | 0                           | 5 806 480         | 0                  | 0                 | 0                 | 0                | 0        | 0                | 0        |
| Op. 66   | Grands Equipets structurants nationaux 2022 à 2027         | 5 166 242                 | 3 208 036                       | 1 958 206             | 5 166 242               | 0                                | 841 035,52           | 841 036                | 4 325 206               | 0                           | 760 874           | 0                  | 1 391 748         | 0                 | 0                | 0        | 2 172 584        | 0        |
| Op. 67   | Matériels immobilisés Haut niveau HP 2022                  | 2 726 960                 | 2 726 960                       | 0                     | 2 726 960               | 1 051 945                        | 1 219 504,44         | 2 271 450              | 455 511                 | 0                           | 455 511           | 0                  | 0                 | 0                 | 0                | 0        | 0                | 0        |
| Op. 68   | CPJ 2022   | 10 515 969                | 10 515 969                      | 0                     | 10 515 969              | 1 174 596                        | 3 215 409,73         | 4 390 005              | 6 125 964               | 0                           | 4 601 000         | 0                  | 1 524 964         | 0                 | 0                | 0        | 0                | 0        |
| <b>S/ T AIDES EQUIPEMENT HP</b>                    |  | <b>93 768 352</b>         | <b>91 810 146</b>               | <b>1 958 206</b>      | <b>93 768 352</b>       | <b>46 890 820</b>                | <b>15 981 901,81</b> | <b>62 872 722</b>      | <b>30 895 630</b>       | <b>0</b>                    | <b>17 954 445</b> | <b>0</b>           | <b>7 516 887</b>  | <b>0</b>          | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>5 424 301</b> | <b>0</b> |

Pour information Retrait d'UE sur N ne rendant pas de disponible d'AE (point à date)

- 1 760 893

| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT SUR POLES METIER (développement des pratiques et haute performance) |  |                           |                                 |                       |                         |                                  |                      |                        |                         |                             |                   |                    |                   |                   |                  |          |          |          |
|--|--|---------------------------|---------------------------------|-----------------------|-------------------------|----------------------------------|----------------------|------------------------|-------------------------|-----------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|-------------------|------------------|----------|----------|----------|
| Opération  | Nature   | Coût total de l'opération | EXECUTION 2023                  |                       |                         |                                  |                      |                        | RàP réels au 31/12/2023 | PREVISION 2024 ET SUIVANTES |                   |                    |                   |                   |                  |          |          |          |
|  |  |                           | AE ouvertes sur années < à 2023 | AE consommées en 2023 | TOTAL des AE consommées | CP consommés sur années < à 2023 | CP consommés en 2023 | TOTAL des CP consommés |                         | AE prévues en 2024          | CP prévus en 2024 | AE prévues en 2025 | CP prévus en 2025 | AE prévues > 2026 | CP prévus > 2026 |          |          |          |
|  |  |                           | (1)                             | (2)                   | (3) = (1) + (2)         | (4)                              | (5)                  | (6) = (4) + (5)        |                         | (7)                         | (8)               | (9) = (7) + (8)    | (10)              | (11)              | (12)             | (13)     | (14)     | (15)     |
|  | Dépenses de fonctionnement pour le Développement des Pratiques | 238 685                   |                                 | 238 685,40            | 238 685                 | 0                                | 190 235,40           | 190 235                | 48 450,00               | 0                           | 48 450            | 0                  | 0                 | 0                 | 0                | 0        | 0        | 0        |
|  | Dépenses de fonctionnement pour la Haute Performance           | 1 869 380                 | 0                               | 1 869 380,22          | 1 869 380               | 0                                | 1 825 566,32         | 1 825 566              | 43 813,90               | 0                           | 43 814            | 0                  | 0                 | 0                 | 0                | 0        | 0        | 0        |
| <b>S/ T DEPENSES DE FONCTIONNEMENT SUR POLES METIER</b>  |  | <b>2 108 066</b>          | <b>0</b>                        | <b>2 108 066</b>      | <b>2 108 066</b>        | <b>0</b>                         | <b>2 015 802</b>     | <b>2 015 802</b>       | <b>92 263,90</b>        | <b>0</b>                    | <b>92 264</b>     | <b>0</b>           | <b>0</b>          | <b>0</b>          | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> |



| FRAIS DE STRUCTURE |   |                           |                                 |                       |                         |                                  |                      |                        |                             |                    |                   |                    |                   |                   |                  |         |
|--------------------|---|---------------------------|---------------------------------|-----------------------|-------------------------|----------------------------------|----------------------|------------------------|-----------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|-------------------|-------------------|------------------|---------|
| Opération          | Nature  | Coût total de l'opération | EXECUTION 2023                  |                       |                         |                                  |                      |                        | PREVISION 2024 ET SUIVANTES |                    |                   |                    |                   |                   |                  |         |
|                    |   |                           | AE ouvertes sur années < à 2023 | AE consommées en 2023 | TOTAL des AE consommées | CP consommés sur années < à 2023 | CP consommés en 2023 | TOTAL des CP consommés | RàP réels au 31/12/2023     | AE prévues en 2024 | CP prévus en 2024 | AE prévues en 2025 | CP prévus en 2025 | AE prévues > 2026 | CP prévus > 2026 |         |
|                    |   | (1)                       | (2)                             | (3)                   | (4) = (2) + (3)         | (5)                              | (6)                  | (7) = (5) + (6)        | (8) = (7) - (9)             | (10)               | (11)              | (12)               | (13)              | (14)              | (15)             | (16)    |
|                    | Engagements pluriannuels 2018/2019 (CNDP) - Env. fonct. | 939 223                   | 939 223                         | 0,00                  | 939 223                 | 939 223                          | 0,00                 | 939 223                | 0,00                        | 0                  | 0                 | 0                  | 0                 | 0                 | 0                | 0       |
|                    | Engagements pluriannuels 2019 (Agence) - Env. fonct.    | 313 433                   | 307 342                         | 6 090,38              | 313 433                 | 255 821                          | 54 868,40            | 310 689                | 2 743,20                    | 0                  | 2 743             | 0                  | 0                 | 0                 | 0                | 0       |
|                    | Engagements pluriannuels 2020 - Env. fonctiont          | 3 085 816                 | 3 040 985                       | 44 830,42             | 3 085 816               | 1 410 814                        | 497 166,66           | 1 907 981              | 1 177 835,23                | 0                  | 460 800           | 0                  | 460 800           | 0                 | 0                | 256 235 |
|                    | Engagements pluriannuels 2020 - Env. investmt           | 99 103                    | 99 103                          | 0,00                  | 99 103                  | 99 103                           | 0,00                 | 99 103                 | 0,00                        | 0                  | 0                 | 0                  | 0                 | 0                 | 0                | 0       |
|                    | Engagements 2021  | 782 539                   | 780 881                         | 1 657,20              | 782 539                 | 767 431                          | 14 663,46            | 782 095                | 444,06                      | 0                  | 444               | 0                  | 0                 | 0                 | 0                | 0       |
|                    | Engagements 2022  | 2 171 602                 | 2 171 602                       | 0,00                  | 2 171 602               | 1 710 138                        | 386 835,86           | 2 096 974              | 74 628,01                   | 0                  | 74 628            | 0                  | 0                 | 0                 | 0                | 0       |
|                    | Engagements 2023  | 3 500 515                 | 0                               | 3 500 515,23          | 3 500 515               | 0                                | 2 466 011,20         | 2 466 011              | 1 034 504,03                | 0                  | 1 034 504         | 0                  | 0                 | 0                 | 0                | 0       |
|                    | <b>S/ T FRAIS DE STRUCTURE</b>                          | <b>10 892 230</b>         | <b>7 339 137</b>                | <b>3 553 093</b>      | <b>10 892 230</b>       | <b>5 182 530</b>                 | <b>3 419 545,58</b>  | <b>8 602 075</b>       | <b>2 290 154,53</b>         | <b>0</b>           | <b>1 573 119</b>  | <b>0</b>           | <b>460 800</b>    | <b>0</b>          | <b>256 235</b>   |         |

Pour information Remarques sur N ne traitant pas de disponibilité d'AE (point à date)

-17-634

| RECAPITULATIF DES OPERATIONS PLURIANNUELLES PAR NATURE |   |                           |                                 |                       |                         |                                  |                      |                        |                             |                    |                    |                    |                    |                    |                    |      |
|--|---|---------------------------|---------------------------------|-----------------------|-------------------------|----------------------------------|----------------------|------------------------|-----------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|------|
| Opération  | Nature                                    | Coût total de l'opération | EXECUTION 2023                  |                       |                         |                                  |                      |                        | PREVISION 2024 ET SUIVANTES |                    |                    |                    |                    |                    |                    |      |
|  |   |                           | AE ouvertes sur années < à 2023 | AE consommées en 2023 | TOTAL des AE consommées | CP consommés sur années < à 2023 | CP consommés en 2023 | TOTAL des CP consommés | RàP réels au 31/12/2023     | AE prévues en 2024 | CP prévus en 2024  | AE prévues en 2025 | CP prévus en 2025  | AE prévues > 2026  | CP prévus > 2026   |      |
|  |   | (1)                       | (2)                             | (3)                   | (4) = (2) + (3)         | (5)                              | (6)                  | (7) = (5) + (6)        | (8) = (7) - (9)             | (10)               | (11)               | (12)               | (13)               | (14)               | (15)               | (16) |
|  | Aides aux projets d'équipement DDPS       | 1 387 499 392             | 825 846 546                     | 163 158 047           | 989 004 592             | 528 055 471                      | 98 699 962           | 626 755 432            | 362 249 160                 | 130 894 800        | 161 730 799        | 120 700 000        | 158 623 511        | 146 900 000        | 440 389 657        |      |
|  | Financements au plan territorial DDPS     | 235 036 419               | 225 941 064                     | 3 037 785             | 228 978 849             | 225 941 064                      | 3 031 785            | 228 972 849            | 6 000                       | 3 025 785          | 3 031 785          | 3 031 785          | 3 031 785          | 0                  | 0                  |      |
|  | Autres financements au plan national DDPS | 238 685                   | 0                               | 238 685               | 238 685                 | 0                                | 190 235              | 190 235                | 48 450                      | 0                  | 48 450             | 0                  | 0                  | 0                  | 0                  |      |
|  | Financements au plan national DHPS        | 1 869 380                 | 0                               | 1 869 380             | 1 869 380               | 0                                | 1 825 566            | 1 825 566              | 43 814                      | 0                  | 43 814             | 0                  | 0                  | 0                  | 0                  |      |
|  | Aides aux projets d'équipement DHPS       | 93 768 352                | 91 810 146                      | 1 958 206             | 93 768 352              | 46 890 820                       | 15 981 902           | 62 872 722             | 30 895 630                  | 0                  | 17 954 445         | 0                  | 7 516 887          | 0                  | 5 424 301          |      |
|  | Frais de structure                        | 10 892 230                | 7 339 137                       | 3 553 093             | 10 892 230              | 5 182 530                        | 3 419 546            | 8 602 075              | 2 290 155                   | 0                  | 1 573 119          | 0                  | 460 800            | 0                  | 256 235            |      |
|  | <b>TOTAL GENERAL</b>                      | <b>1 729 304 459</b>      | <b>1 150 936 893</b>            | <b>173 815 197</b>    | <b>1 324 752 089</b>    | <b>806 069 885</b>               | <b>123 148 996</b>   | <b>929 218 881</b>     | <b>395 533 209</b>          | <b>133 920 585</b> | <b>184 382 412</b> | <b>123 731 785</b> | <b>169 632 983</b> | <b>146 900 000</b> | <b>446 070 194</b> |      |

TABLEAU 10 - SYNTHÈSE BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE

POUR INFORMATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

|   |   | Montants de l'exécution Agence 2022 (CF-2022 voté au CA du 13/03/2023) | Montants Budget Initial 2023 (BI-2023 voté au CA du 08/12/2022) | Montants Budget (BR1-2023 voté au CA du 22/06/2023) | Montant du BR2 (dernier budget en vigueur, voté au CA du 30/11/2023) | Montants Exécution 2023 |               |
|---|---|--|---|---|--|-------------------------|---------------|
| Stocks initiaux                                     | 1 Niveau initial de restes à payer (exécution 2022)   | 269 149 805,96   | 340 860 487   | 355 145 027   | 355 145 027  | 355 145 027,15          |               |
|   | Retraits d'EJ sur 2023 ne rendant pas de disponible (Agence)  | -13 792 524,84   | 0   | -1 914 814  | -7 583 510   | -10 278 018,75          |               |
|   | Niveau initial retraité de restes à payer   | 255 357 281,12   | 340 860 487   | 353 230 214   | 347 561 518  | 344 867 008,40          |               |
|   | 2 Niveau initial du fonds de roulement (exécution 2022)   | 192 304 080,17   | 259 539 401   | 304 771 635   | 304 771 635  | 304 771 634,90          |               |
|   | 3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement (exécution 2022)   | 1 405 356,59   | 1 430 536   | 14 178 561  | 14 178 561   | 14 178 560,68           |               |
| Flux de l'année                                     | 4 Niveau initial de la trésorerie (exécution 2022)  | 190 898 723,58   | 258 108 865   | 290 593 074   | 290 593 074  | 290 593 074,22          |               |
|   | 12.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée   | 72 232 217,49  | 179 370 077   | 194 626 612   | 194 626 612  | 194 626 612,26          |               |
|   | 12.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée   | 118 666 506,09   | 78 738 787  | 95 966 462  | 95 966 462   | 95 966 461,96           |               |
|   | 5 Autorisations d'engagement  | 488 585 168,64   | 455 061 035   | 484 910 988   | 476 244 678  | 472 427 691,10          |               |
|   | 6 Résultat patrimonial  | 112 543 725,60   | -24 988 573   | 2 758 990   | -86 287 251  | -55 256 169,81          |               |
|   | 7 Capacité d'autofinancement (CAF)  | 112 972 803,29   | -24 760 959   | 3 262 224   | -85 799 933  | -54 725 219,13          |               |
|   | 8 Variation du fonds de roulement   | 112 467 554,73   | -25 231 659   | 2 524 115   | -86 323 042  | -55 224 963,94          |               |
|   | 9 Opérations bilancielle non budgétaires  | SENS   | 0,00  | 0   | 0  | 0                       | 0,00          |
|   | Nouvel emprunt / remboursement de prêt  | + / -  | 0,00  | 0   | 0  | 0                       | 0,00          |
|   | Remboursement d'emprunt / prêt accordé  | +  | 0,00  | 0   | 0  | 0                       | 0,00          |
| Cautionnements et dépôts                            | -   | 0,00   | 0   | 0   | 0  | 0,00                    |               |
| Flux de l'année                                     | 10 Opérations comptable non retraitées par la CAF, non budgétaires  | SENS   | -9 500,00   | 0   | 0  | 0                       | -11 200,00    |
|   | Variation des stocks  | + / -  | 0,00  | 0   | 0  | 0                       | 0,00          |
|   | Production immobilisée  | +  | 0,00  | 0   | 0  | 0                       | 0,00          |
|   | Charges sur créances irrécouvrables   | -  | -9 500,00   | 0   | 0  | 0                       | -11 200,00    |
|   | Produits divers de gestion courante   | +  | 0,00  | 0   | 0  | 0                       | 0,00          |
|   | 11 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires  | SENS   | 12 749 259,17   | 0   | 0  | 0                       | 16 321 171,44 |
|   | Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs     | + / -  | -1 200 666,92   | 0   | 0  | 0                       | -34 522,70    |
|   | Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours       | + / -  | -34 132,49  | 0   | 0  | 0                       | 2 420 201,53  |
|   | Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs | + / -  | 0,00  | 0   | 0  | 0                       | 0,00          |
|   | Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours   | + / -  | 13 984 058,58   | 0   | 0  | 0                       | 13 935 492,61 |
| Flux de l'année                                     | 12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11   | 99 727 795,56  | -25 231 659   | 2 524 115   | -86 323 042  | -71 534 935,38          |               |
|   | 12.a Recettes budgétaires   | 488 525 218,17   | 437 689 172   | 456 320 379   | 360 790 379  | 350 226 555,47          |               |
|   | 12.b Crédits de paiement ouverts  | 388 797 422,61   | 462 920 831   | 453 796 264   | 447 113 421  | 421 761 490,85          |               |
|   | 13 Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires   | 33 444,92  | 0   | 0   | 0  | 908 433,78              |               |
| Flux de l'année                                     | 14 Variation de la trésorerie = 12 - 13   | 99 694 350,64  | -25 231 659   | 2 524 115   | -86 323 042  | -72 443 369,16          |               |
|   | 14.a dont variation de la trésorerie fléchée  | 122 394 394,77   | 1 120 757   | 34 417 348  | -59 047 422  | -61 444 224,13          |               |
|   | 14.b dont variation de la trésorerie non fléchée  | -22 700 044,13   | -26 352 416   | -31 893 233   | -27 275 620  | -10 999 145,03          |               |
| Flux de l'année                                     | 15 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13   | 12 773 204,09  | 0   | 0   | 0  | 17 218 405,22           |               |
|   | 16 Restes à payer (flux de l'année)   | 99 787 746,03  | -7 859 796  | 31 114 724  | 29 131 257   | 50 666 200,25           |               |
| Stocks finaux                                       | 17 Niveau final de restes à payer   | 355 145 027,15   | 333 000 691   | 384 344 938   | 376 692 775  | 395 533 208,65          |               |
|   | 18 Niveau final du fonds de roulement   | 304 771 634,90   | 234 307 742   | 307 295 750   | 218 448 593  | 249 546 670,96          |               |
|   | 19 Niveau final du besoin en fonds de roulement   | 14 178 560,68  | 1 430 536   | 14 178 561  | 14 178 561   | 31 396 965,90           |               |
|   | 20 Niveau final de la trésorerie  | 290 593 074,22   | 232 877 206   | 293 117 189   | 204 270 032  | 218 149 705,06          |               |
|   | 12.a dont niveau final de la trésorerie fléchée   | 194 626 612,26   | 180 490 834   | 229 043 960   | 135 579 190  | 133 182 388,13          |               |
| 12.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée | 95 966 461,96   | 52 386 372   | 64 073 229  | 68 690 842  | 84 967 316,93  |                         |               |

Comptabilité budgétaire  
Comptabilité générale

**III Dispositions relatives à**  
**l'adoption des critères**  
**d'intervention financière du**  
**groupement en matière de haut**  
**niveau et de haute performance**  
**sportive**

## **9. Point d'information relatif à la préparation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024**

## **10. Point d'information relatif aux dispositifs de soutien aux athlètes**

## **11. Point d'information relatif au déploiement du Sport Data Hub**

## **12. Point d'information relatif à la campagne Equipements 2023**

**IV Dispositions relatives à l'adoption  
des critères d'intervention financière  
du groupement en matière de  
développement des pratiques**



### **13. Délibération 05-2024 relative aux dispositifs menés en partenariat avec Paris 2024, la Française des Jeux, France Travail et France 2023 : « Impact 2024 – 1, 2, 3 Nagez », « 30 minutes d'APQ à l'école », « Gagner du Terrain », « Impact 2024 – Aller vers », « Plan de continuité Campus 2023 »**

Le conseil d'administration de l'Agence nationale du Sport,

Vu le code du sport et notamment les articles L112-10 et suivants relatifs à la création de l'Agence nationale du Sport ;

Vu la convention constitutive en vigueur du groupement d'intérêt public dénommé « Agence nationale du Sport » et notamment son article 13 ;

Vu le règlement intérieur et financier en vigueur du groupement ;

Vu les délibérations 39-2023 et 40-2023 adoptées le 30 novembre 2023 relative au budget initial 2024 de l'Agence nationale du Sport ;

Vu la délibération 48-2023 relative à l'adoption des critères d'intervention du groupement en matière de développement des pratiques au titre de l'année 2024 ;

#### **Article 1**

Sur proposition du Directeur général de l'Agence, le Conseil d'administration, approuve la contribution complémentaire de « Paris 2024 » au groupement à hauteur de 100K€ au titre du dispositif « Impact 2024 – 1, 2, 3 Nagez », portant ainsi la contribution totale de Paris 2024 à ce dispositif à 400K€. Cette contribution sera prise en compte dans le budget rectificatif n°1-2024 du groupement qui sera présenté au prochain Conseil d'administration.

#### **Article 2**

Sur proposition du Directeur général de l'Agence, le Conseil d'administration, approuve le versement par l'Agence nationale du Sport à Paris 2024 la somme de 500K€ dans le cadre du déploiement de l'opération « 30 minutes d'activités physiques quotidiennes à l'école ». Cette contribution sera prise en compte dans le budget rectificatif n°1-2024 du groupement qui sera présenté au prochain Conseil d'administration.

### Article 3

Sur proposition du Directeur général de l'Agence, le Conseil d'administration, approuve la contribution complémentaire de La Française des Jeux au groupement à hauteur de 161,4K€ au titre du dispositif « Gagner du terrain », portant ainsi la contribution totale de la FDJ à ce dispositif à 661,4K€ (dont 50K€ de dépenses de personnel). Cette contribution sera prise en compte dans le budget rectificatif n°1-2024 du groupement qui sera présenté au prochain Conseil d'administration.

### Article 4

Sur proposition du Directeur général de l'Agence, le Conseil d'administration, approuve la contribution de France Travail au groupement à hauteur de 3M€ au titre du dispositif « Impact 2024 ». Cette enveloppe permettra le financement de dispositifs liés à l'insertion professionnelle (« Aller Vers »). Cette contribution sera prise en compte dans le budget rectificatif n°1-2024 du groupement qui sera présenté au prochain Conseil d'administration.

### Article 5

Suite à la consolidation des données définitives 2023, les membres du Conseil d'administration approuvent la contribution du Groupement d'Intérêt Public « France 2023 » à hauteur de 706 050 € (au lieu de 805 050 € prévus initialement dans la délibération n°48-2023 votée lors du Conseil d'administration du 30 novembre 2023). Cette contribution, qui correspond au reliquat dû par France 2023 pour cofinancer sur 3 ans les 211 emplois Campus 2023, sera prise en compte dans le budget rectificatif n°1-2024 du groupement qui sera présenté au prochain Conseil d'administration.

Fait à Ivry-sur-Seine, le 15 mars 2024

Le Président de l'Agence nationale du Sport



## 14. Délibération 06-2024 relative à la Convention de coopération 2024 entre l'Agence nationale du Sport, Paris 2024, le Comité national olympique et sportif français, le Comité paralympique et sportif français, la Française des Jeux et France Travail au titre du dispositif Impact 2024

Le conseil d'administration de l'Agence nationale du Sport,

Vu le code du sport et notamment les articles L112-10 et suivants relatifs à la création de l'Agence nationale du Sport ;

Vu la convention constitutive en vigueur du groupement d'intérêt public dénommé « Agence nationale du Sport » et notamment son article 13 ;

Vu le règlement intérieur et financier en vigueur du groupement ;

Vu les délibérations 39-2023 et 40-2023 adoptées le 30 novembre 2023 relative au budget initial 2024 de l'Agence nationale du Sport ;

Vu la délibération 48-2023 relative à l'adoption des critères d'intervention du groupement en matière de développement des pratiques au titre de l'année 2024 ;

Vu les crédits ouverts en AE et CP relatifs à la ligne Développement des pratiques – financements au plan national ;

### Article unique

Le Conseil d'administration approuve la convention de coopération 2024 entre l'Agence nationale du Sport, Paris 2024, le Comité National Olympique et Sportif Français (CNOSF), le Comité Paralympique et Sportif Français (CPSF), la Française des Jeux (FDJ) et France Travail, jointe à la présente délibération. L'enveloppe ajustée dédiée à ce partenariat (150K€ Paris 2024, 500K€ CNOSF, 200K€ CPSF, 100K€ FDJ, 3M€ France Travail) sera prise en compte dans le budget rectificatif n°1-2024 du groupement qui sera présenté au prochain Conseil d'administration.

Fait à Ivry-sur-Seine, le 15 mars 2024

Le Président de l'Agence nationale du Sport



## 15. Délibération 07-2024 relative au fonds dédié à la « Grande cause nationale (GCN24) »

Le conseil d'administration de l'Agence nationale du Sport ;

Vu le code du sport et notamment les articles L112-10 et suivants relatifs à la création de l'Agence nationale du Sport ;

Vu la convention constitutive en vigueur du groupement d'intérêt public dénommé « Agence nationale du Sport » ;

Vu les délibérations 39-2023 et 40-2023 du Conseil d'administration du 30 novembre 2023 relatives à l'adoption du budget initial 2024 de l'Agence nationale du Sport ;

Vu la délibération 48-2023 relative à l'adoption des critères d'intervention du groupement en matière de développement des pratiques au titre de l'année 2024 ;

Vu la délibération 49-2023 du conseil d'administration de l'Agence nationale du Sport adoptée le 30 novembre 2023 relative aux critères d'intervention du fonds « Grande cause nationale » ;

Vu les crédits ouverts en AE et CP relatifs au Développement des pratiques – financements au plan national et financements au plan territorial ;

### Article 1

Sur proposition du Directeur général de l'Agence, le Conseil d'administration, approuve la contribution de la Fondation ENGIE au groupement à hauteur de 500 K€ pour abonder le fonds dédié à la Grande Cause Nationale. Cette contribution sera prise en compte dans le budget rectificatif n°1-2024 du groupement qui sera présenté au prochain Conseil d'administration.

### Article 2

Sur proposition du Directeur général de l'Agence, le Conseil d'administration approuve le versement d'une subvention de 150 K€ à l'Union Sport & Cycle, membre fondateur de l'Agence nationale du Sport, après avis favorable de la commission GCN2024, composée de représentants de la Direction des sports du MSJOP, du délégué ministériel à la GCN24 et de l'Agence nationale du Sport, qui s'est tenue le 28/11/2023. Cette subvention permettra le déploiement de la « Grande collecte du sport », qui vise à collecter 2 400 tonnes d'articles de sport et de loisirs dans l'objectif de leur réemploi ou de leur recyclage. La convention afférente est présentée en annexe de la présente délibération.

### Article 3

Sur proposition du Directeur général de l'Agence, le Conseil d'administration approuve le versement d'une subvention de 50 K€ au MEDEF, membre fondateur de l'Agence nationale du Sport, après avis favorable de la commission GCN2024 qui s'est tenue le 12/03/2024. Cette subvention permettra le déploiement du « Challenge inter-entreprises », qui vise à promouvoir le sport en milieu professionnel. La convention afférente est présentée en annexe de la présente délibération.

### Article 4

Sur proposition du Directeur général de l'Agence, le Conseil d'administration approuve le versement d'une subvention maximum de 400 K€ à la Fédération Française d'Athlétisme, après avis favorable de la commission GCN2024 qui s'est tenue le 12/03/2024. Cette subvention permet le déploiement du dispositif « A vos marques, prêts, marchez ! », qui vise à organiser des marches intergénérationnelles sur tout le territoire. La convention afférente est présentée en annexe de la présente délibération.

### Article 5

Sur proposition du Directeur général de l'Agence, le Conseil d'administration approuve le versement d'une subvention de 400 K€ à l'UFOLEP, après avis favorable de la commission GCN2024 qui s'est tenue le 12/03/2024. Cette subvention permet le déploiement du dispositif « Sport au cœur des villages », qui vise à promouvoir la pratique sportive, favoriser son accès en milieu rural et créer du lien social au sein des villages de moins de 1 000 habitants. La convention afférente est présentée en annexe de la présente délibération.

Fait à Ivry-sur-Seine, le 15 mars 2024

Le Président de l'Agence nationale du Sport



**16. Point d'information relatif aux résultats de la  
concertation avec le groupe de travail  
Développement des pratiques sur les critères de  
répartition des crédits déconcentrés**

## **18. Délibération 08-2024 relative à la signature d'une convention de financement avec le Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis**

Le Conseil d'administration de l'Agence nationale du Sport ;

Vu le code du sport et notamment les articles L112-10 et suivants relatifs à la création de l'Agence nationale du Sport ;

Vu la convention constitutive en vigueur du groupement d'intérêt public dénommé « Agence nationale du Sport » ;

Vu le règlement intérieur et financier en vigueur du groupement ;

Vu le règlement d'intervention relatif aux subventions d'équipement en vigueur de l'Agence nationale du Sport ;

Vu les délibérations 39-2023 et 40-2023 du Conseil d'administration du 30 novembre 2023 relative à l'adoption du budget initial 2024 de l'Agence nationale du Sport ;

Vu la délibération 51-2023 du Conseil d'administration du 30 novembre 2023 relative à l'adoption des critères d'intervention du groupement en matière de subventions d'équipements sportifs au titre de l'année 2024 ;

Vu les crédits ouverts en AE et CP relatifs au Développement des pratiques – aides aux projets d'équipements ;

### **Article 1<sup>er</sup>**

Les membres du Conseil d'Administration approuvent la contribution du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis à hauteur de 1 M€ pour abonder l'enveloppe Plan « 5000 Equipements – Génération 2024 », volet régional de l'axe 1.

Fait à Ivry-sur-Seine, le 15 mars 2024

Le Président de l'Agence nationale du  
Sport



**19. Point d'information relatif au lancement  
d'un nouvel appel à projet « Héritage Rugby  
2023 » en lien avec la Fédération française de  
Rugby et France 2023**



## **20. Point d'information relatif aux différents dispositifs Equipements**

## **21. Clôture de la séance par le Président de l'Agence nationale du Sport**